



Ministère de la Transition Digitale,  
des Postes et des Communications  
Electroniques



# ANNUAIRE STATISTIQUE 2024



Septembre 2025

## AVANT PROPOS



Aminata ZERBO/SABANÉ  
Ministre de la Transition digitale, des Postes  
et des Communications électroniques

Chers partenaires et acteurs de l'écosystème du numérique et des postes, le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques (MTDPCE) a le plaisir de mettre à votre disposition l'édition 2025 de son annuaire statistique.

Ce document de référence, fruit d'une démarche participative impliquant l'ensemble des structures productrices de données relevant de notre département, constitue un instrument stratégique pour la prise de décision. Il offre une vue exhaustive sur les infrastructures de communications électroniques, l'usage des TIC, la cybersécurité, ainsi que l'accessibilité des services numériques, postaux et financiers.

Je tiens à féliciter l'ensemble des acteurs aussi bien internes qu'externes, avec une mention spéciale à la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles pour leurs contributions indispensables à la production de la présente édition. Mes remerciements vont également à nos partenaires pour leur appui constant.

J'invite, par ailleurs, l'ensemble de l'écosystème à maintenir cet engagement pour l'excellence des données, reflet fidèle des efforts déployés pour la transformation numérique et le développement des postes au Burkina Faso.

**Excellent usage à tous et à toutes !** Document disponible sur le site web [www.mdenp.gov.bf](http://www.mdenp.gov.bf)

La Ministre de la Transition Digitale,  
des Postes et des Communications  
Electroniques

**Dr Aminata ZERBO/SABANE**

*Officier de l'Ordre de l'Etat*





# TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>B</b>
<b>DEMARCHE METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>F</b>
<b>DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>G</b>
I. Difficultés rencontrées .....	G
II. Recommandations et résolutions G	
<b>PARTIE I : PRESENTATION DU SOUS-SECTEUR DE LA TRANSITION DIGITALE, DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES .....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1.1 : Définition des champs .....</b>	<b>2</b>
I. Transition digitale .....	3
II. Economie numérique.....	4
III. Transformation Digitale .....	6
IV. La confiance numérique .....	7
V. La souveraineté numérique .....	8
VI. Les logiciels libres .....	9
VII. Les Communications électroniques .....	10
VIII. Les Activités postales .....	10
IX. Glossaire .....	11
<b>Chapitre 1.2 : Principaux acteurs de l'écosystème .....</b>	<b>19</b>
I. Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques .....	20
II. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes .....	25
III. La Commission de l'Informatique et des Libertés .....	25
IV. L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information.....	25
V. Le Conseil supérieur de la communication .....	26
VI. La Société burkinabè de télédiffusion (SBT) .....	26
VII. LA POSTE BURKINA FASO .....	26
VIII. L'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC).....	26
IX. Les acteurs privés du sous-secteur.....	27
X. La société civile .....	29
XI. Les partenaires techniques et financiers .....	30
XII. Evolution institutionnelle de 1982 à 2021 .....	31
<b>PARTIE II : DONNEES STATISTIQUES .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Chapitre 2.1 : Ressources humaines et financières .....</b>	<b>33</b>
I. Ressources humaines .....	34
II. Ressources budgétaires.....	45
<b>Chapitre 2.2 : Données synoptiques .....</b>	<b>52</b>
I. Données démographiques et socio-économiques .....	53
II. Ressources énergétiques.....	57
III. Technologies .....	59
<b>Chapitre 2.3 : Communications Electroniques .....</b>	<b>62</b>
I. Réseaux de téléphonie fixe .....	63
II. Réseaux de téléphonie mobile .....	Erreur ! Signet non défini.
III. Internet .....	67
<b>Chapitre 2.4 : Infrastructures de communications électroniques, promotion et usage des TIC</b>	<b>69</b>
I. Infrastructures de communications électroniques .....	70
II. Promotion et usage des TIC.....	71
<b>Chapitre 2.5 : Volume d'activités et concurrence entre opérateurs de téléphonie .....</b>	<b>74</b>
I. Trafic voix .....	75

II. Trafic SMS.....	78
III. Chiffre d'affaires .....	81
IV. Investissement.....	81
V. Tarifs de la téléphonie mobile et de l'internet.....	82
<b>Chapitre 2.6 : Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'informations .....</b>	<b>87</b>
I. Diffusion des TIC .....	88
II. Incidents de sécurité.....	90
<b>Chapitre 2.7 : Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique.....</b>	<b>91</b>
I. Accès aux services de la monnaie électronique .....	92
<b>Chapitre 2.8 : Services postaux et financiers.....</b>	<b>97</b>
I. Service courriers et colis .....	98
II. Services financiers de LA POSTE BF .....	98
III. Couverture géographique.....	100
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>VIII</b>



## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>2G</b>	:	Deuxième génération de la téléphonie mobile
<b>3G</b>	:	Troisième génération de la téléphonie mobile
<b>4G</b>	:	Quatrième génération de la téléphonie mobile
<b>ADSL</b>	:	Asymmetric digital subscriber line
<b>ANPTIC</b>	:	Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication
<b>ANSSI</b>	:	Agence nationale de sécurité des systèmes d'information
<b>ARCE</b>	:	Autorité de régulation des communications électroniques
<b>ARCEP</b>	:	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
<b>ARTEL</b>	:	Autorité nationale de régulation des télécommunications
<b>BCEAO</b>	:	Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest
<b>BP</b>	:	Boîtes postales
<b>CCI-BF</b>	:	Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
<b>CCP</b>	:	Compte courant postal
<b>CCP</b>	:	Compte courant postal
<b>CEDEAO</b>	:	Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
<b>CIL</b>	:	Commission de l'informatique et des libertés
<b>CIL</b>	:	Commission de l'informatique et des libertés
<b>CIRT-BF</b>	:	Computer incident response team of Burkina Faso
<b>CNE</b>	:	Caisse nationale d'épargne
<b>CNE</b>	:	Caisse nationale d'épargne
<b>COFAN</b>	:	Conférences au Faso sur le numérique
<b>CSC</b>	:	Conseil supérieur de la communication
<b>DCC</b>	:	Digital community centre
<b>DGDI</b>	:	Direction générale du développement de l'industrie numérique
<b>DGESS</b>	:	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
<b>DRH</b>	:	Direction des ressources humaines
<b>DSI</b>	:	Direction des services informatiques
<b>DTH</b>	:	Direct-to-home
<b>EHCVM</b>	:	Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages
<b>EMC</b>	:	Enquête multisectorielle continue
<b>EPE</b>	:	Etablissement public de l'Etat
<b>FAI</b>	:	Fournisseurs d'accès à internet
<b>FAI</b>	:	Fournisseur d'accès à l'internet
<b>G-CLOUD</b>	:	Government cloud
<b>Go</b>	:	Giga octet
<b>GPS</b>	:	Global positioning system (système de localisation mondial)
<b>INSD</b>	:	Institut national de la statistique et de la démographie
<b>LA POSTE-BF</b>	:	La Poste Burkina Faso
<b>MCC</b>	:	Ministre de la communication et de la culture
<b>MDENP</b>	:	Ministre du développement de l'économie numérique et des postes

<b>MENPTD</b>	:	Ministère de l'économie numérique, des postes et de la transformation digitale
<b>MIPT</b>	:	Ministre de l'information, des postes et télécommunications, porte-parole du gouvernement
<b>MPT</b>	:	Ministre des postes et télécommunications
<b>MPTIC</b>	:	Ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication
<b>MTC</b>	:	Ministre des transports et communications
<b>MTDPCE</b>	:	Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques
<b>MTPEN</b>	:	Ministre des transports, des postes et de l'économie numérique
<b>NA</b>	:	Non applicable
<b>ND</b>	:	Non disponible
<b>PADTIC</b>	:	Projet d'appui au développement des technologies de l'information et de la communication au Burkina Faso
<b>PBNT</b>	:	Projet backbone national des télécommunications
<b>PIAC</b>	:	Centres publics d'accès à l'Internet
<b>PIB</b>	:	Produit intérieur brute
<b>PRICAO–BF</b>	:	Projet régional des infrastructures de communication en Afrique de l'ouest – composante du Burkina Faso
<b>PSSM</b>	:	Pilotage et soutien aux structures du ministère
<b>RESINA</b>	:	Réseau informatique national de l'administration
<b>RSE</b>	:	Responsabilité sociale des entreprises
<b>RTB</b>	:	Radiotélévision du Burkina
<b>RTPC</b>	:	Real-time transport control protocol
<b>SBT</b>	:	Société burkinabé de télédiffusion
<b>SI</b>	:	Système d'information
<b>SITARAIL</b>	:	Société internationale de transport africain
<b>SMART BP</b>	:	Boîtes postales virtuelles
<b>SMS</b>	:	Short message system
<b>SONABEL</b>	:	Société nationale burkinabé d'électricité
<b>TEN</b>	:	Transformation et écosystème numériques
<b>TIC</b>	:	Technologies de l'information et de la communication
<b>TNT</b>	:	Télévision numérique terrestre
<b>TTC</b>	:	Toutes taxes comprises
<b>UEMOA</b>	:	Union économique et monétaire ouest africain
<b>UIT</b>	:	Union internationale des télécommunications
<b>VTS</b>	:	Virtual technologies solution

# DEMARCHE METHODOLOGIQUE

L'élaboration de l'annuaire statistique du Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques du Burkina Faso obéit à une démarche globale harmonisée en cinq (5) étapes : (i) la mise à jour de la maquette de l'annuaire statistique, (ii) la collecte des données, (iii) le traitement des données et l'élaboration de l'annuaire, (iv) la finalisation du document et (v) la diffusion et l'archivage de l'annuaire statistique.

## 1. De la mise à jour de la maquette de l'annuaire statistique

Sur la base de l'annuaire statistique 2023, la maquette a été mise à jour en tenant compte des amendements des différentes structures productrices de données et des recommandations issues des ateliers d'élaboration des éditions antérieures.

## 2. De la collecte des données

A cette étape, la maquette finale constituée de canevas contenant les indicateurs à renseigner a été envoyée aux structures. Par ailleurs, la recherche en ligne sur les sites web de certaines structures comme la Banque Mondiale, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les Nations Unies et l'Union Internationale des Télécommunications a permis de renseigner certains indicateurs.

## 3. Du traitement des données et de l'élaboration de l'annuaire

Le traitement des données a consisté en l'exploitation des données transmises par les structures partenaires. Il s'est agi de s'assurer de leur cohérence et de leur fiabilité. Au besoin, il a été demandé aux fournisseurs de données de corriger ou de compléter certaines informations.

Au terme de ces étapes préparatoires, un projet de document a été élaboré. Ce dernier a fait l'objet de propositions d'amendements lors d'un atelier regroupant les producteurs de données. Ce projet de document a été validé au cours d'un second atelier regroupant l'ensemble des acteurs.

## 4. De la finalisation de l'annuaire

Après l'atelier de validation, une séance de travail a été organisée afin d'intégrer les contributions et amendements des participants audit atelier, avant l'étape de la diffusion.

## 5. Diffusion et archivage

De façon générale, l'annuaire statistique de l'année n-1 doit être disponible au plus tard au mois de juin de l'année n. Il est diffusé et archivé principalement sous format électronique. Le document est disponible sur le site internet du Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques ([www.mdenp.tic.gov.bf](http://www.mdenp.tic.gov.bf)) et sur celui du Conseil national de la statistique ([www.cns.bf](http://www.cns.bf)).



# DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS

## I. Difficultés rencontrées

- non couverture de certains champs d'information ;
- transmission tardive de certaines données ;
- non désagrégation de certains indicateurs.

## II. Recommandations

- préserver la ligne budgétaire liée aux financements des activités d'élaboration de l'annuaire et du tableau de bord statistiques ;
- créer un cadre de concertation entre les structures productrices de données et favoriser le partage des données ;
- impliquer la direction en charge des statistiques sectorielles dans toute activité entraînant une production de données statistiques au sein du ministère ;
- inscrire l'examen de l'annuaire statistique dans les points de discussion des cadres de concertation du Ministère ;
- institutionnaliser des enquêtes pour éclairer certaines thématiques clés du secteur.
- élargir la collecte de données au niveau des autres structures du secteur postal ;
- élargir les indicateurs clés de performance (ICP/KPI) du secteur de la poste ;
- intégrer des indicateurs sur la digitalisation des procédures au niveau de l'Etat ;
- ajouter des indicateurs tels que le nombre de sites web et applications développés, la quantité de données rapatriées, etc. ;
- intégrer les données sur les tarifs des opérateurs de téléphonie mobile et de l'internet des pays membres de l'UEMOA ;
- intégrer les investissements du public, du FASU ainsi que des PTF ;
- faire ressortir la contribution fiscale des acteurs privés du secteur (opérateurs de téléphonie mobile et FAI) ainsi que les redevances ;
- désagréger la valeur ajoutée du secteur des postes et des communications électroniques par composante (État et privé);
- améliorer la collaboration avec la DSI et la DAD pour l'archivage.

# **PARTIE I : PRESENTATION DU SOUS- SECTEUR DE LA TRANSITION DIGITALE, DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES**

## **CHAPITRE 1.1 : Définition des champs**



## I. Transition digitale

La transition numérique ou digitale désigne le processus par lequel les structures publiques ou privées intègrent progressivement les technologies informatiques et digitales dans tous les aspects de leur fonctionnement. Il ne s'agit pas simplement d'adopter de nouveaux outils technologiques, mais de repenser l'organisation, la culture, et les opérations commerciales ou offres de services pour tirer pleinement parti des possibilités et impacts notamment économiques offerts par le numérique.

La transition digitale est le plus souvent motivée par l'évolution des attentes des usagers/clients. L'objectif de celle-ci est de réévaluer la manière dont une organisation utilise la technologie, le personnel et les processus, afin d'atteindre ses objectifs de performance et de satisfaire ses usagers/clients.

Les avantages recherchés sont :

- une amélioration de l'efficacité opérationnelle à travers l'automatisation des processus, la réduction des coûts, et les gains de temps grâce à une collaboration accrue ;
- une meilleure expérience usager/client par l'offre de services personnalisés, une communication améliorée, et la satisfaction accrue des usagers/clients dont les besoins sont mieux connus et pris en compte ;
- l'innovation et la compétitivité en termes de développement de nouveaux produits/services et l'adaptation plus rapide aux changements et demandes du marché.

La transition numérique exige un changement culturel au sein des structures publiques ou privées. Il s'agit notamment d'encourager l'innovation, la prise de risque, et l'apprentissage continu. De plus, développer les compétences numériques des employés est crucial pour exploiter efficacement les nouvelles technologies.

La transition digitale est une nécessité absolue pour les structures publiques ou privées du 21<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> qui souhaitent s'inscrire dans un schéma de performance et de croissance à long terme.

Ce qu'il faut retenir est que la transition digitale s'entend le passage progressif et programmé d'un mode de fonctionnement actuel, fondé essentiellement sur un système analogique, à un fonctionnement en mode binaire qui intègre complètement les toutes dernières alternatives numériques.

---

<sup>1</sup> [www.visiativ.com/definition/transition-numerique/](http://www.visiativ.com/definition/transition-numerique/)

## II. Economie numérique

L'économie numérique englobe toutes les activités économiques qui s'appuient sur les technologies numériques ou qui sont rendues possibles par celles-ci. Elle inclut non seulement les secteurs traditionnellement considérés comme « tech », « Internet » ou « software », tels que le développement de logiciels ou les centres de données, mais aussi la myriade de façons dont les outils numériques sont utilisés dans d'autres industries – de la banque en ligne à l'électricité et du marketing numérique à l'automatisation de la logistique.

L'économie numérique révolutionne également les modèles commerciaux traditionnels et modifie le comportement des consommateurs. Avec l'essor du commerce électronique, la commodité des achats en ligne a redéfini la vente au détail, ce qui a un impact sur les chaînes d'approvisionnement, et les médias sociaux ont également modifié les stratégies de marketing et notre comportement de consommateur. Le travail à distance, rendu possible par les outils numériques, modifie la nature même du travail et, par ricochet, les chaînes de valeur mondiales.

Cependant, il est important de noter que l'économie numérique n'est pas la même chose que l'économie de l'Internet. Cette dernière fait spécifiquement référence aux activités économiques menées sur Internet. En revanche, l'économie numérique englobe non seulement l'économie de l'Internet, mais aussi un éventail plus large d'activités rendues possibles ou transformées par les technologies numériques (transformation numérique) – même si la transaction finale n'a pas lieu en ligne.

Parmi les technologies fondatrices qui ont permis l'émergence de l'économie numérique, on peut citer :

- **Internet** : Le réseau mondial qu'est Internet est le fondement de l'économie numérique, car il permet la transmission instantanée de données dans le monde entier et constitue de loin un ensemble de technologies le plus disruptif jusqu'à aujourd'hui. Il convient de noter qu'il s'agit d'une combinaison de milliers de technologies qui permettent les connexions, le routage et le transport de données entre tous les appareils.
- **Appareils mobiles** : Avec l'essor des smartphones et des ordinateurs personnels en tant que passerelle vers l'économie numérique, beaucoup plus d'utilisateurs ont eu accès à des services numériques à tout moment et en tout lieu, et ont également permis de nouveaux modèles commerciaux numériques.
- **Internet des objets (IoT)** : Les appareils IoT, des appareils ménagers intelligents aux capteurs industriels, collectent et transmettent des données, ce qui permet d'offrir des services numériques plus intelligents et automatisés.
- **L'informatique en nuage (cloud computing)** : Les plateformes cloud offrent un accès évolutif et à la demande aux ressources informatiques, ce qui permet aux entreprises d'offrir des services numériques complexes sans investir dans de vastes infrastructures.

- **Intelligence artificielle (IA) :** L'IA utilise des algorithmes avancés et des quantités massives de données pour simuler l'intelligence humaine, permettant tout, des recommandations personnalisées aux véhicules autonomes. Nous assistons actuellement à un grand battage médiatique autour de l'IA générative, qui changera fondamentalement l'économie autour de l'art, du contenu et du design.
- **Big Data et analytique :** La collecte, le stockage, l'analyse et l'utilisation des big data permettent aux entreprises d'acquérir des connaissances, d'utiliser les données pour prendre des décisions fondées sur les données et d'offrir de nouveaux services numériques.

Quand on ne regarde rien que les chiffres, alors on peut dire que l'économie numérique est carrément révolutionnaire et qu'elle a déclenché des changements généralisés à la fois dans le monde des affaires et dans la société en général.

Un bon exemple est l'émergence du seul commerce électronique. On estime que le marché mondial du e-commerce a représenté 6,09 billions de dollars en 2024, et ce chiffre devrait augmenter au cours des prochaines années<sup>2</sup>. Et ce chiffre est loin d'atteindre le point de basculement, car même une personne sur quatre dans le monde n'utilise pas le commerce électronique ou n'y a pas accès. Selon les estimations, 3,9 milliards de personnes feront des achats en ligne dans le monde d'ici à 2029.

Déjà en septembre 2024, le monde comptait 2,71 milliards d'acheteurs en ligne. Sur un total de 8 milliards d'habitants, environ 34 % des personnes dans le monde font donc des achats en ligne, ce qui représente une hausse de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Qui plus est, les prévisions indiquent que le taux de pénétration du e-commerce dans le monde devrait atteindre 49,1 % d'ici à 2029, et 21 % des ventes au détail auront lieu en ligne en 2025<sup>3</sup>.

Un point de vue bien plus intéressant que le commerce électronique est celui de l'émergence de modèles d'entreprise numériques qui perturbent et parfois même supplantent les modèles d'entreprise traditionnels. Tout le monde aime l'exemple d'Uber, qui a bouleversé l'industrie du taxi sans posséder un seul véhicule, ou de Netflix, qui a révolutionné l'industrie du divertissement avec ses services de streaming et a pratiquement éliminé le géant « Blockbuster » avec tous ses magasins.

En plus de nommer ces cas d'utilisation standard des perturbations numériques, une chose est sûre – ces entreprises excellent dans l'utilisation des technologies numériques pour offrir une valeur supérieure à leurs clients et atteindre une échelle sans précédent en raison de l'évolutivité exponentielle des plateformes et des écosystèmes numériques qu'elles ont construits.

L'expérience client a également évolué avec l'avènement d'une « économie de l'attention » où les annonceurs, les entreprises et les applications se regroupent pour obtenir le temps des consommateurs sur l'écran (car il s'agit d'une ressource limitée).

<sup>2</sup> Shopify, Mis à jour le 16 février 2025

<sup>3</sup> Amandine Dujardin, 13 statistiques à connaître sur le e-commerce dans le monde, Posté le 20/02/2025



Ainsi, de plus en plus de modèles commerciaux évoluent autour de la combinaison des interactions en ligne et hors ligne. Aujourd'hui, un client peut découvrir un produit sur la page de médias sociaux d'une marque, l'acheter sur le site de commerce électronique, puis aller le chercher dans un magasin, le connecter à ses applications, partager ses expériences avec ses amis – tout cela sans perdre un instant.

Quelle que soit la façon dont nous voulons considérer l'impact de la technologie sur les entreprises, la société et nous-mêmes : dans l'économie numérique, la capacité d'adaptation et l'innovation sont essentielles à la survie et au succès.

Les technologies émergentes vont façonner l'avenir numérique et accélérer à nouveau la vitesse et l'adaptation à l'économie numérique. Ces 4 technologies en particulier sont prêtes à changer le monde (numérique) une fois de plus.

### III. Transformation Digitale

La transformation digitale renvoie à « un processus qui vise à améliorer une entité en déclenchant des changements importants dans ses propriétés grâce à des combinaisons de technologies de l'information, de l'informatique, de la communication et de la connectivité » (Vial G., 2019).

En effet, la digitalisation peut améliorer l'efficacité de l'administration publique à travers plusieurs schémas. D'abord, c'est un moyen de faciliter la collaboration interne au sein de l'administration publique, notamment à travers le partage d'informations entre services. Ensuite, c'est aussi la possibilité de stocker de grandes quantités d'informations sur une durée indéterminée afin d'y avoir accès à tout moment, sans grand risque de perte ou de détérioration. De plus, les administrations publiques gagnent en efficacité grâce à la dématérialisation de certaines tâches et de certaines procédures. Enfin, les individus peuvent communiquer plus facilement avec les entreprises et les administrations. Ce qui peut être un facteur d'amélioration de la qualité de la gouvernance ainsi que de l'offre de biens et services publics.

La transformation numérique des organisations publiques exige une réinvention de leur structure interne, impliquant une remise en question approfondie des départements, des équipes et des flux de travail. Cette redéfinition vise à créer une culture organisationnelle flexible et orientée vers l'innovation numérique. Une autre dimension clé de cette transformation est la montée en compétences des employés pour qu'ils s'adaptent aux avancées technologiques. Des programmes de formation sont cruciaux pour familiariser le personnel avec les technologies émergentes et encourager une culture d'apprentissage continu, favorisant ainsi une intégration réussie du numérique dans les pratiques quotidiennes de l'organisation. En plus, l'écoute des besoins des citoyens est également au cœur de cette évolution.

Les organisations publiques doivent effectuer une analyse approfondie des attentes et des besoins futurs de leurs usagers. Cette démarche implique des études approfondies, des consultations citoyennes, des analyses de données et des retours d'expérience pour aligner au mieux les services numériques sur les attentes et les exigences évolutives des utilisateurs.

Pour finir, la transformation digitale nécessite la mise en place d'un ensemble cohérent de solutions numériques. Cela englobe l'adoption de technologies digitales intelligentes telles que l'intelligence artificielle (IA), le Machine Learning, les réseaux d'Internet des objets (IoT), l'analytique avancée, la robotique, l'automatisation et la création de plateformes en ligne pour les services. En parallèle, il est essentiel de repenser les processus existants pour les rendre plus agiles, transparents et en phase avec les besoins des citoyens. Cette évolution implique également l'instauration de

nouvelles méthodes de travail collaboratives et flexibles pour s'adapter aux évolutions rapides et dynamiques du paysage numérique.

## IV. La confiance numérique

La confiance numérique renvoie au niveau de confiance que les clients, les collaborateurs ou le grand public placent dans le Système d'Information (SI) d'une organisation. Point névralgique de toutes les problématiques liées à l'identité numérique, la confiance numérique regroupe deux défis majeurs auxquels les organisations doivent faire face : la cybersécurité et la conformité des données à caractère personnel.

La confiance numérique repose donc avant tout sur les données, plus précisément sur la capacité des organisations à en garantir la confidentialité et l'intégrité, via des dispositifs de cybersécurité.

Pour garantir la confiance numérique, l'organisation doit donc mettre en place des moyens humains et techniques afin d'assurer :

- La fiabilité de l'identification ;
- La sécurisation des flux, notamment lors des transactions ;
- L'hébergement et la conservation des données.

**Les enjeux de la confiance numérique sont :**

- réconcilier, sécuriser et pérenniser la donnée physique et digitale ;
- opérer la donnée dans un environnement organisationnel, humain, technologique, juridique, sécurisé, maintenu et pérenne ;
- prévenir le risque lié à la gestion des données et aux exigences réglementaires, juridiques et normatives.

La confiance numérique n'impacte pas seulement la relation client/usagers et la fidélisation : elle joue aussi un rôle non négligeable dans la bonne conduite des activités de l'organisation. Une faille de sécurité dans l'écosystème numérique de l'entreprise peut ainsi avoir un impact :

- financier : si le SI de l'entreprise est en rupture de service, l'organisation n'est plus en mesure de poursuivre ses activités pendant quelques temps et risque donc de perdre de l'argent.
- juridique : si une entreprise ne respecte pas les normes en vigueur relatives à la confiance numérique elle s'expose à des risques de sanctions.
- sociétal : certaines fuites de données à caractère personnel – telles que les données concernant la santé des personnes ou leurs informations financières – peuvent mener à des situations dommageables pour les personnes concernées.

Au Burkina Faso, la confiance numérique est encadrée par la loi N°045-2009/AN du 10 novembre 2009, portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso. Les chapitres II et III de ladite loi définissent les services de confiance que sont l'archivage électronique, l'horodatage électronique, le recommandé électronique et la certification électronique délivrant des certificats qualifiés.

## V. La souveraineté numérique

La souveraineté numérique ou indépendance numérique, ou encore appelé cyber-souveraineté, renvoie au fait d'appliquer des principes de souveraineté au domaine numérique, notamment à l'échelle d'un pays. Difficile à cerner complètement, la notion de souveraineté numérique s'illustre de plus en plus comme un enjeu majeur, à mesure que les grands groupes opérant dans le secteur du digital, tels que les GAFAM (Google, Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft) aux États-Unis et BATX en Chine, imposent leur hégémonie dans le cyber espace. Ces acteurs du numérique rendent les individus de plus en plus dépendants de leurs solutions digitales, et ce faisant commencent à concurrencer les États.

Alors que la plupart des activités humaines s'appuie sur les technologies digitales, les États sont entrés dans un rapport de force avec les multinationales qui règnent en maîtres sur l'espace numérique. Cette tendance d'utilisation quasi systématique des technologies numériques observées dans le cyber espace porte des enjeux à la fois stratégiques, économiques, politiques et éthiques, notamment en ce qui concerne l'utilisation des données personnelles fournies par les citoyens et les utilisateurs de façon générale. Et c'est là que la notion de souveraineté numérique prend tout son sens.

Tracer la voie de la souveraineté numérique correspond donc à œuvrer de manière à rendre aux États, aux entreprises et aux particuliers leur indépendance digitale et la maîtrise de leurs données. Il s'agit de préserver ou de reconquérir une part du pouvoir qui s'exerce dans ces nouveaux espaces.

Dans le domaine du numérique, la régulation des activités dépend bien plus des standards et normes techniques définis par les ingénieurs informatiques que des normes juridiques édictées par les Etats. Ceci se traduit par une confrontation entre une réglementation du secteur qui protège les intérêts des citoyens et une normalisation et des pratiques qui favorisent les géants du numérique.

Concernant le Burkina Faso, les normes juridiques édictées par l'Etat connaissent généralement un retard à l'allumage par rapport aux normes définies par les géants du numérique. Et lorsque la législation est à jour, sur certains aspects qui touchent aux questions de souveraineté, l'Etat peine à mettre en place les conditions de leur application effective auprès des opérateurs du secteur.

Dès lors, les opérateurs, toutes catégories confondues, peuvent librement s'adonner à des pratiques qui effritent progressivement la souveraineté digitale du pays, comme par exemple l'hébergement de données à caractère personnel hors du territoire burkinabè.

La question de la souveraineté digitale est une préoccupation centrale qui s'impose comme composante essentielle devant assurer l'édification d'un écosystème efficace et impactant. Cette problématique interroge la capacité de l'état à assurer une pleine autorité sur l'écosystème du digital en général mais aussi et surtout sur le cyberespace national. Cette souveraineté se manifeste par la capacité de l'Etat à affirmer son autorité au sein de l'écosystème du digital par la possibilité de contrôler, surveiller, maîtriser, agir sur l'ensemble des composantes de l'écosystème du digital.

## VI. Les logiciels libres

Dans le domaine de la technologie, les logiciels libres jouent un rôle de plus en plus central. Leur modèle de fonctionnement, basé sur le partage et la collaboration, change la manière dont les logiciels sont développés et utilisés. Contrairement aux logiciels propriétaires, les logiciels libres permettent à la communauté d'utilisateurs de modifier, distribuer et étudier leur code source, offrant ainsi des opportunités d'amélioration continue et d'innovation rapide.

Un logiciel libre est un programme dont l'utilisation, la distribution et la modification sont permises sous certaines conditions définies par la licence.

Contrairement aux logiciels propriétaires, les utilisateurs peuvent accéder au code source et le modifier selon leurs besoins. Cette flexibilité est particulièrement précieuse dans des domaines tels que le cloud computing et l'intelligence artificielle, où les besoins peuvent évoluer rapidement. L'ouverture du code source incite à la créativité. Les développeurs sont libres d'explorer différentes approches et d'expérimenter de nouvelles solutions. Cette liberté d'innovation favorise l'émergence de technologies révolutionnaires qui peuvent transformer divers secteurs industriels.

La nature ouverte des logiciels permet aux développeurs du monde entier de contribuer à leur amélioration, ce qui accélère considérablement l'innovation. Les organisations et les entreprises peuvent ainsi bénéficier de solutions constamment mises à jour et de nouvelles fonctionnalités, sans frais de licences coûteuses.

De plus, le modèle de développement collaboratif des logiciels libres encourage la cybersécurité. Lorsqu'un grand nombre de développeurs examine le code, les failles de sécurité sont plus rapidement identifiées et corrigées. Cela renforce la protection des données et offre une tranquillité d'esprit aux responsables des systèmes d'information. Cette démarche permet non seulement de rester à la pointe de la technologie, mais aussi de renforcer leur propre expertise interne.

Collaboration et partage de connaissances sont au cœur du succès des logiciels libres. Cela favorise l'émergence de solutions nouvelles et performantes, car les développeurs du monde entier peuvent contribuer à leur amélioration. Les entreprises et les organisations, en adoptant ces outils, bénéficient de mises à jour régulières, de correctifs de sécurité rapides et de nouvelles fonctionnalités adaptées aux besoins spécifiques de leur domaine.

L'émergence des logiciels libres a révolutionné notre manière d'interagir avec la technologie. À l'heure où les entreprises cherchent des solutions innovantes et rentables, ces outils offrent des alternatives flexibles, sécurisées et évolutives. Que ce soit dans le développement logiciel, la gestion de systèmes ou l'optimisation des processus, les logiciels libres se présentent comme une option à la fois économique et éthique. Toutefois, leur adoption soulève également des questions sur la sécurité, le support et l'interopérabilité. Dans ce contexte, il est essentiel d'explorer les avantages et les défis associés à ces solutions pour déterminer si elles représentent réellement l'avenir de la technologie.

Adopter les logiciels libres est une décision stratégique pour toute entreprise souhaitant être à la pointe de l'innovation, sécuriser ses données de manière efficace et optimiser ses processus internes. Le modèle de collaboration et de partage de ces outils offre

une flexibilité et une agilité précieuses dans un monde technologique en constante évolution.

## **VII. Les Communications électroniques**

Selon la Loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques, les communications électroniques sont les émissions, transmissions ou réceptions de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons par voie électromagnétique. Son champ d'application couvre l'installation, la mise à disposition et l'exploitation ainsi que la fourniture des services de communications électroniques sur le territoire national.

Les communications électroniques sont un sous-ensemble des technologies de l'information et de la communication. Cette distinction est indispensable car les obligations juridiques et réglementaires portant sur les communications électroniques sont différentes de celles portant sur d'autres éléments des technologies de l'information et de la communication qui relèvent du secteur marchand ordinaire (vente d'équipements informatiques ou audiovisuels).

## **VIII. Les Activités postales**

Aux termes de la loi n°028 - 2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso, les activités postales sont l'ensemble des prestations et opérations menées par les opérateurs postaux. Elles prennent en compte les prestations et opérations relatives à la collecte, l'acheminement et la distribution de correspondances, de documents ou de marchandises et également les services financiers et numériques menées par les opérateurs postaux.

A travers le monde, les opérateurs postaux proposent aux particuliers, aux entreprises et aux institutions divers services tels que :

- l'ouverture de comptes postaux,
- le paiement de factures,
- l'obtention ou renouvellement de documents officiels,
- les services à domicile pour les personnes âgées,
- la logistique,
- le commerce et la distribution (boutique philatélique et autres articles divers),
- le marketing (publipostage),
- la communication (envoi de document),
- les échanges économiques (transfert de fonds et virement postaux)
- les services en ligne (courrier hybride, certification électronique, e-commerce et autres services en ligne).

## IX. Glossaire

### IX.1.Volet communications électroniques

CONCEPTS	DEFINITIONS
<b>Abonnement</b>	Souscription aux services du réseau d'un opérateur.
<b>2G</b>	La 2G a marqué, pour la téléphonie mobile, le passage de l'analogique vers le numérique. La 2G, qui s'appuie sur la norme GSM (Global System for Mobile Communication), se caractérise notamment par la possibilité d'avoir un échange vocal pour un débit maximal théorique de 9,6 kbit/s. Elle a également permis à l'utilisateur équipé d'un terminal mobile de transférer des données numériques de faible volume (principalement du texte, avec les SMS ou des photos, avec les MMS). Aujourd'hui, la plupart des téléphones portables et smartphones sont au minimum, compatibles avec cette technologie.
<b>3G</b>	La 3G est la troisième génération de téléphonie mobile. Elle englobe notamment les technologies Universal Mobile Télécommunications System (UMTS), celles-ci étant utilisées dans un très grand nombre de pays, et CDMA 2000, qui existe notamment aux Etats-Unis. Ces technologies permettent des débits beaucoup plus rapides que ceux de la génération précédente, et permettent des usages multimédias tels que la transmission de vidéos, la TV mobile, la visiophonie ou l'accès à internet haut débit. L'UMTS se caractérise par des débits théoriques de l'ordre de 2 Mbit/s et pratiques de l'ordre de quelques centaines de Kbit/s.
<b>4G</b>	La 4G est la quatrième génération de téléphonie mobile. Elle est marquée par l'arrivée de la nouvelle technologie LTE (Long Term Evolution), qui se caractérise par un débit théorique de 150 Mbit/s et pratique de l'ordre de quelques dizaines de Mbit/s. Les évolutions principales de la 4G résident dans l'augmentation des débits maximum théoriques (meilleur débit réel et meilleure capacité des réseaux à écouler le trafic) et des délais de latence plus réduits (temps de réaction réduit permettant une meilleure interactivité). L'utilisateur dispose ainsi d'une connexion environ 3 fois plus rapide qu'en 3G.
<b>Abonnements actifs à l'Internet fixe (filaire)</b>	Abonnements actifs (résidentiels et professionnels) à Internet utilisant des réseaux fixes (filaires). Il inclut l'accès commuté via le RTPC, les autres abonnements à l'Internet fixe (filaire) à bas débit et les réseaux fixes (filaires) à large bande comme l'ADSL, le câble modem, la fibre et l'Ethernet fixe. Il exclut les abonnements Internet utilisant les technologies sans fil comme le WiFi et le WiMAX, et les abonnements Internet utilisant des réseaux mobiles cellulaires. Pour les abonnements prépayés, seuls ceux qui se sont connectés à Internet au cours des trois derniers mois sont pris en compte.
<b>Abonnements actifs à Internet fixe par système hertzien fixe de terre (sans fil)</b>	Abonnements résidentiels et professionnels à l'Internet utilisant une connexion hertzienne fixe de terre (WiMax, CDMA, etc.). L'abonné utilise une antenne achetée par lui-même ou fournie par l'opérateur qui lui permet de se connecter au réseau. Sa mobilité est en général réduite à la portée de la station de base. Les utilisateurs de bornes d'accès publics (WiFi) sont exclus de cet indicateur. Pour les abonnements prépayés seuls ceux qui se sont connectés à Internet au cours des trois derniers mois sont pris en compte.
<b>Abonnements actifs à Internet mobile</b>	Abonnements postpayés et prépayés par systèmes mobiles ordinaires ou dédiés à l'Internet public. Les abonnements prépayés doivent avoir eu au moins une connexion à Internet au cours des trois derniers mois.
<b>Abonnement au réseau de téléphonie fixe</b>	Abonnement ou souscription aux services téléphoniques fixes du réseau de l'opérateur, matérialisé par l'activation d'un ou plusieurs numéros d'appel sur le réseau (lignes téléphoniques).
<b>Abonnements à l'Internet fixe</b>	Les abonnements à l'Internet fixe (filaire) désignent le nombre d'abonnements actifs à l'Internet fixe (filaire) à débit inférieur à 256 kbit/s (comme les abonnements par connexion téléphonique et les autres abonnements à l'Internet fixe bas débit) et le total des abonnements à



CONCEPTS	DEFINITIONS
	l'Internet fixe (filaire) à large bande.
<b>Abonnements à l'Internet fixe (filaire) à large bande</b>	Abonnements à l'Internet fixe (filaire) à large bande : cet indicateur désigne les abonnements offrant un accès haut débit à l'Internet public (connexion TCP/IP), avec un débit descendant égal ou supérieur à 256 kbit/s. Il inclut les abonnements par câble, modem, par ADSL, par fibre jusqu'au domicile/bâtiment et d'autres types d'abonnements à l'Internet large bande fixe (filaire).
<b>Abonnements au service de téléphonie mobile cellulaire</b>	Les abonnements au service de téléphonie mobile cellulaire correspondent au nombre d'abonnements à un service téléphonique mobile public qui fournit un accès au RTPC en utilisant une technologie cellulaire.
<b>Abonnements Internet par connexion téléphonique</b>	Abonnements Internet par connexion téléphonique désigne tous les abonnements Internet actifs qui utilisent un modem et une ligne de téléphonie fixe pour se connecter à l'Internet et qui requièrent que le modem compose un numéro téléphonique pour l'accès à l'Internet.
<b>Abonnement postpayé</b>	Mode d'abonnement par lequel l'abonné paye à échéances périodiques (en l'occurrence mensuelle) son utilisation des services du réseau. Il se caractérise par l'établissement d'une facture liée aux services utilisés de la période.
<b>Abonnement prépayé</b>	Mode d'abonnement par lequel l'abonné paye à l'avance la consommation qu'il compte effectuer du service sur le réseau (crédit de recharges, forfaits data, etc.).
<b>Abonné</b>	Personne (physique ou morale) qui reçoit et paie un service de communications électroniques pendant une certaine période en vertu d'un accord conforme aux modalités établies par le fournisseur de services et respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
<b>Accords de Roaming</b>	Noms des réseaux partenaires avec lesquels des accords signés lient l'opérateur national concerné à ces réseaux à l'international pour le service du roaming.
<b>Asymmetric Digital Subscriber Line(ADSL)</b>	Service d'accès à l'Internet utilisant les lignes téléphoniques classiques, sur une bande de fréquence plus élevée que celle utilisée pour la téléphonie. Le débit descendant est plus élevé que le débit ascendant.
<b>Affermage</b>	L'affermage est un contrat de gestion déléguée par lequel le contractant s'engage à gérer un service public, à ses risques et périls, contre une rémunération versée par les usagers. Le fermier reverse à la personne publique une redevance destinée à contribuer à l'amortissement des investissements qu'elle a réalisés. La rémunération versée par le fermier en contrepartie du droit d'utilisation de l'ouvrage est appelée la surtaxe. Le financement des ouvrages est à la charge de la personne publique mais le fermier peut parfois participer à leur modernisation ou leur extension.
<b>Agrément technique en matière informatique (ATI)</b>	Reconnaissance des capacités techniques des entreprises régulièrement installées au Burkina Faso selon leurs domaines d'activité. Le but est d'assainir et de permettre aux entreprises de mener sereinement leurs activités en offrant des services de qualité selon les règles et normes nationales et internationales. Il est octroyé pour trois ans par arrêté du ministre en charge de l'économie numérique.
<b>Audit de sécurité</b>	Examen méthodique des composantes et des acteurs de la sécurité, de la politique, des mesures, des solutions, des procédures et des moyens mis en œuvre par une organisation, pour sécuriser son environnement, effectuer des contrôles de conformité, des contrôles d'évaluation de l'adéquation des moyens (organisationnels, techniques, humains, financiers) investis au regard des risques encourus, d'optimisation, de rationalité et de performance
<b>Backbone</b>	Les réseaux de communications électroniques présentent une architecture hiérarchisée en trois niveaux, le réseau dorsal, le réseau de collecte et le réseau de desserte. Le Backbone correspond au réseau dorsal. C'est la partie du réseau qui supporte le gros du trafic, en utilisant les technologies les plus rapides et une grande bande passante sur des distances importantes.

CONCEPTS	DEFINITIONS
<b>Bande passante</b>	La « largeur » ou la « capacité » d'une voie de communication, en termes de débit, quel que soit le support utilisé (fils de cuivre, câble coaxial, fibre optique, fréquences hertziennes, etc.).
<b>Bande passante internationale</b>	Quantité maximale (ou le débit) de transmission de données d'un pays vers le reste du monde. Elle est égale à la somme de la capacité de toutes les liaisons internationales de données d'un pays vers d'autres pays.
<b>Bit</b>	Unité de mesure en informatique désignant la quantité élémentaire d'information représenté par un chiffre binaire (0 ou 1).
<b>Base Transceiver Station - Station de base, ou station de transmission de base (BTS)</b>	Équipement actif de type émetteur/récepteur qui assure la communication entre un appareil mobile et le réseau et qui fournit un point d'entrée dans le réseau aux abonnés présents dans sa cellule pour recevoir ou transmettre des appels, des données. La BTS doit, pour ce faire, gérer les problèmes liés à la transmission radioélectrique de ce réseau : modulation, démodulation, égalisation, codage, correction d'erreurs... Elle est quasi-systématiquement située sur un point haut dominant la zone qu'elle est destinée à couvrir.
<b>Boucle Locale</b>	C'est la partie terminale du réseau qui raccorde une prise téléphonique au réseau de l'opérateur ou fournisseur d'accès. La boucle locale peut être filaire ou radio. Dans le premier cas, il peut typiquement s'agir soit de la partie du réseau en « fils de cuivre » qui sépare la prise téléphonique du répartiteur (le central téléphonique local de l'opérateur) auquel est raccordée la prise, soit de la partie terminale d'un réseau très haut débit en fibre optique. Dans le cas d'une boucle locale radio, il s'agit de la partie du réseau qui relie l'équipement terminal (ordinateur ou téléphone etc.) à l'antenne la plus proche de l'opérateur.
<b>Capacité utilisée de la bande passante Internationale en Gigabit par seconde (Gbit/s)</b>	Largueur de la bande passante Internet internationale en gigabits par seconde utilisée par tous les centres Internet (lieux où le trafic Internet est échangé) offrant des services internationaux large bande. Si la capacité est asymétrique [c'est-à-dire que la capacité de réception (liaison descendante) est plus grande que la capacité d'émission (liaison montante)], la capacité de réception (liaison descendante) devrait être indiquée. Cet indicateur inclut : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>la largeur de bande d'émission Internet internationale</b>, en Gbit/s qui est la capacité totale d'émission (liaison montante) utilisée de tous les centres Internet offrant des services internationaux large bande.</li> <li>• <b>largeur de bande de réception Internet internationale</b>, en Gbit/s qui est la capacité totale de réception (liaison descendante) utilisée de tous les centres Internet offrant des services internationaux large bande.</li> </ul>
<b>Capacité totale des commutateurs publics locaux</b>	La capacité totale des commutateurs publics locaux correspond au nombre maximal de lignes téléphoniques fixes qui peuvent y être connectées. Ce nombre inclut donc les lignes téléphoniques fixes déjà connectées et les lignes fixes disponibles pour de futurs raccordements, y compris celles utilisées pour l'exploitation technique du commutateur (numéros d'essai).
<b>Cloud</b>	Raccourci du cloud computing littéralement traduit par « informatique dans les nuages ». Il consiste à exploiter la puissance de calcul ou de stockage de serveurs informatiques distants par l'intermédiaire d'un réseau, généralement Internet, pour traiter ou stocker l'information. Le cloud permet de travailler sur un même fichier depuis plusieurs postes de travail de types variés (ordinateurs ou appareils mobiles). Quelques services cloud computing : Dropbox, SkyDrive, Google drive, ...
<b>Commutateur réseau</b>	Un commutateur réseau, en anglais switch, est un équipement qui relie plusieurs segments (câbles ou fibres) dans un réseau informatique et de télécommunications et qui permet de créer des circuits virtuels.
<b>Concession</b>	C'est une des formes de contrat que peut prendre une délégation de service public. Elle se distingue de l'affermage par la prise en charge par le concessionnaire (souvent une société privée) non seulement des frais d'exploitation et d'entretien courant, mais également des investissements. Le concessionnaire se rémunère directement auprès de l'utilisateur. Dans ce

CONCEPTS	DEFINITIONS
	type de contrat, la collectivité délégante est souvent déchargée de toute charge financière d'investissement. En contrepartie, elle doit accepter une durée de concession généralement plus longue que l'affermage.
<b>Connexion</b>	Procédure permettant à un utilisateur ou un équipement de se mettre en relation avec un système informatique et, si nécessaire, de se faire reconnaître par celui-ci.
<b>Cybercriminalité</b>	Ensemble des infractions s'effectuant à travers le cyberspace par d'autres moyens que ceux habituellement mis en œuvre, et de manière complémentaire à la criminalité classique.
<b>Système d'information</b>	Dispositif isolé ou groupe de dispositifs interconnectés ou apparentés, assurant par lui-même ou par un ou plusieurs de ses éléments, conformément à un programme, un traitement automatisé de données
<b>Cyberspace</b>	Ensemble de données numérisées constituant un univers d'information et un milieu de communications, lié à l'interconnexion mondiale des ordinateurs.
<b>Cybersécurité</b>	Ensemble de mesures de prévention, de protection et de dissuasion d'ordre technique, organisationnel, juridique, financier, humain, procédural et autres actions permettant d'atteindre les objectifs de sécurité fixés à travers les réseaux de communications électroniques, les systèmes d'information et pour la protection de la vie privée des personnes. Elle peut être également définie comme l'état recherché par un système d'information lui permettant de résister à des événements issus du cyberspace susceptibles de compromettre la disponibilité, l'intégrité ou la confidentialité des données stockées, traitées ou transmises et des services connexes que ces systèmes offrent ou qu'ils rendent accessibles.
<b>Data</b>	La data est un terme anglais utilisé dans le secteur des télécommunications pour qualifier les données qui peuvent circuler par un réseau de communications électroniques.
<b>Débit</b>	Quantité de données numériques transmises pendant une unité de temps. On l'exprime généralement en bit/s.
<b>Débit symétrique</b>	On parle de symétrie du débit quand le débit maximum montant (de l'utilisateur vers le cœur de réseau) est équivalent au débit maximum descendant (du cœur de réseau vers l'utilisateur). Les accès ADSL sont asymétriques : le débit descendant est environ dix fois plus élevé que le débit montant.
<b>Digitalisation</b>	Procédé qui vise à transformer des processus traditionnels, des objets, des outils ou encore des professions par le biais de technologies digitales afin de les rendre plus performants.
<b>Ecosystème numérique</b>	L'écosystème numérique est l'ensemble des outils web synchronisés dont dispose une organisation. Il est conçu pour accompagner la démarche de l'organisation : le but est de capter des publics et d'interagir avec eux pour obtenir des résultats de communication (blog, eboutique, newsletter, profil social, site web, etc).
<b>Équipement mobile</b>	Type d'équipement numérique permettant, à un utilisateur identifié, l'accès aux ressources en permanence, notamment par le biais de connexions sans fil.
<b>Équipement actif</b>	Élément électronique du réseau, générant et traitant des signaux (ondes radio, électriques ou lumineuses, suivant le type de réseau)
<b>FAI (Fournisseur d'Accès à Internet)</b>	Entreprise offrant une connexion au réseau Internet.
<b>Faisceau hertzien</b>	Un faisceau hertzien est un système de transmission de signaux monodirectionnel ou bidirectionnel entre deux sites géographiques fixes. Il exploite le support d'ondes radioélectriques, par des fréquences porteuses allant de 1 GHz à 86 GHz (gamme des micro-ondes), focalisées et concentrées grâce à des antennes directives.
<b>Fibre optique</b>	Câble qui permet de transporter des signaux sous forme lumineuse (par rayonnement optique). Le câble de fibre optique véhicule de la lumière mais ne transporte pas de courant électrique. La fibre optique est une solution technique idéale lorsque l'on souhaite obtenir du très haut débit sur une longue distance (de plusieurs centaines de mètres à plusieurs dizaines de

CONCEPTS	DEFINITIONS
	kilomètres).
<b>FON</b>	La Fibre Optique Noire (FON) est une fibre optique installée mais pas encore activée.
<b>Fiber to the Home - Fibre optique jusqu'à l'abonné (Ftth)</b>	Ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique déployée jusqu'à un logement ou local à usage professionnel et permettant de desservir un utilisateur final.
<b>Fiber To The... (FTTx)</b>	Littéralement, "fibre jusqu'à...". Le FTTx désigne la famille de desserte utilisant la fibre optique comme support physique (par opposition aux réseaux cuivre comme le réseau téléphonique, ou aux réseaux radio). La variable X désigne le point de terminaison de la partie optique, les derniers mètres étant alors généralement réalisés sur cuivre. Déclinons les plus fréquentes : FTTH (home : foyer), FTTB (building : immeuble, sous-entendu pied d'immeuble), FTTC/FTTN (curb/ neighbourhood : trottoir/quartier).
<b>Gros Entretien et Renouvellement (GER)</b>	Dans un modèle économique, le GER correspond au montant de l'investissement annuel portant sur des opérations de maintenance lourde et de renouvellement d'installations existantes.
<b>Haut Débit</b>	La définition du haut débit fluctue selon les pays. Dans le cadre du SDAN le haut débit correspond à un accès supérieur à 2 Mbit/s en voie descendante et 1 Mbit/s en voie montante.
<b>Incident de sécurité des systèmes d'information</b>	Un événement qui porte atteinte à la disponibilité, la confidentialité ou l'intégrité des systèmes d'information.
<b>Incubateur</b>	Dispositif d'appui pour l'accompagnement de porteurs de projets dans la perspective de création d'entreprises. L'incubateur offre toute une série de services adaptés aux besoins des porteurs de projets (accès à des locaux, conseils, formation, accès à des financements...).
<b>Interconnexion</b>	Relation technico-économique qui s'établit entre différents acteurs pour se connecter et échanger mutuellement du trafic. Elle garantit le maillage global du réseau et permet aux utilisateurs finaux de communiquer entre eux.
<b>Internet</b>	Encore appelé Interconnected Networks, Réseaux Interconnectés ou le réseau des réseaux, Internet est le plus grand réseau informatique du monde. Il est fait d'une interconnexion de l'ensemble des réseaux fonctionnant sous le protocole Internet (IP), une famille de protocoles de communication appelés TCP/IP.
<b>Indefeasible Right of Use (IRU)</b>	Droit d'usage irrévocable d'utiliser une partie des capacités d'un réseau, notamment en fibres optiques, sur une période déterminée. Les IRU acquis bénéficient de dispositions comptables les assimilant largement à des investissements.
<b>Internet Exchange Point (IXP)</b>	Infrastructures qui permettent aux différents acteurs de s'interconnecter directement, via un point d'échange, plutôt que par le biais d'un ou de plusieurs gestionnaires de réseaux internationaux (transitaire). Les points d'échange permettent la mutualisation des coûts d'hébergement et de raccordement, ainsi que la mise en œuvre efficace de nombreuses relations de peering mais également de transit.
<b>Large bande</b>	Liaison ou réseau capable de véhiculer de très grandes quantités de données.
<b>Ligne principale</b>	Une ligne principale est une ligne téléphonique (fixe) qui relie l'équipement terminal de l'abonné au réseau public commuté et qui dispose d'un accès individualisé dans l'équipement de commutation téléphonique. Ce terme est synonyme de poste principal ou ligne directe de central (DEL), termes couramment utilisés dans les documents relatifs aux télécommunications.
<b>Localités couvertes</b>	Noms des localités (chefs-lieux de communes, villages ...) entrées dans le champ du signal cellulaire mobile du réseau national concerné (couvert par ce réseau).
<b>Longueur (en Km) de lignes principales raccordées à des centres numériques</b>	La longueur (en Km) de lignes principales raccordées à des centres numériques.
<b>Long Term Evolution (LTE)</b>	Technologie radio mobile de 4ème génération (voir 4G).

CONCEPTS	DEFINITIONS
<b>Metropolitan Area Network (MAN)</b>	Réseau métropolitain qui permet la connexion de plusieurs sites à l'échelle d'une ville.
<b>Mutualisation</b>	La mutualisation est comprise comme l'utilisation d'une même infrastructure pour différents types de réseaux (par exemple télécoms et électricité, eau, etc.)
<b>Open Data</b>	Les données ouvertes (open data en anglais) correspondent aux données numériques, d'origine publique ou privée, mises à disposition de tout un chacun en accès libre, afin d'être réutilisables par tous sans restriction de copyright, brevets ou d'autres mécanismes de contrôle.
<b>Opérateur</b>	On entend par opérateur toute personne physique ou morale exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques.
<b>Organisme</b>	Personne ou groupe de personnes qui a ses propres fonctions, avec les responsabilités, les pouvoirs et les relations nécessaires pour atteindre ses objectifs. Le concept d'organisme comprend, entre autres, les travailleurs indépendants, compagnies, sociétés, firmes, entreprises, autorités, partenariats, œuvres de bienfaisance ou institutions, ou toute partie ou combinaison de ceux-ci, constituée en société de capitaux ou ayant un autre statut, de droit privé ou public
<b>Parc des abonnements actifs aux services de téléphonie mobile cellulaire</b>	<p>Nombre d'abonnements postpayés et prépayés à un service téléphonique mobile qui ont un accès à un réseau de téléphonie public commuté en utilisant une technologie cellulaire. Ces abonnements doivent avoir, au cours des trois derniers mois (90 jours), enregistré au moins l'une des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- recevoir ou émettre un appel vocal ;</li> <li>- recevoir ou émettre un SMS ;</li> <li>- recharger son compte de crédit de communications ;</li> <li>- souscrire à un service à Valeur facturée ajoutée (SVA) ou tout autre service similaire payant ou gratuit ;</li> <li>- effectuer une transaction via un code USSD.</li> </ul> <p>Les abonnements par carte de transmission de données ou par modem USB ne sont pas pris en compte.</p>
<b>Parc des abonnements actifs à la téléphonie fixe</b>	Nombre de lignes téléphoniques fixes actives analogiques, d'abonnements voix sur IP (VoIP), d'abonnements à la boucle locale sans fil fixe (WLL), aux équivalents téléphoniques RNIS et aux téléphones publics fixes. Les abonnements actifs (ou lignes téléphoniques actives) incluent tous les abonnements à postpaiement et à prépaiement qui ont enregistré une activité au cours des trois derniers mois.
<b>Partage d'infrastructure</b>	Le partage d'infrastructure est compris entre différents acteurs du monde des télécoms qui choisissent de diminuer leurs coûts en évitant de creuser deux tranchées simultanément sur des parcours similaires.
<b>Partenariat Public Privé (PPP)</b>	Mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un paiement du partenaire public et/ou des usagers du service qu'il gère.
<b>Parties prenantes</b>	Personne ou organisme susceptible d'affecter, d'être affectée ou de se sentir elle-même affectée par une décision ou une activité
<b>Point d'échange Internet</b>	Voir IXP
<b>Pourcentage de la population couverte par un réseau mobile cellulaire</b>	Le pourcentage de la population couverte par un réseau mobile cellulaire mesure le pourcentage d'habitants qui sont desservis par un signal mobile cellulaire, qu'ils soient abonnés ou non au service.
<b>Pourcentage du territoire couvert par le réseau mobile cellulaire</b>	Le pourcentage du territoire couvert par le réseau mobile cellulaire correspond à la couverture mobile cellulaire totale du territoire exprimé en pourcentage. Pour obtenir ce pourcentage, on divise le territoire couvert par un signal mobile cellulaire par la totalité du territoire, et on multiplie le résultat par 100.
<b>Proof Of Concept (POC)</b>	Une preuve de concept (en traduction littérale) est la mise en œuvre concrète d'une idée, d'une procédure, d'un produit, service ou logiciel. Dans une démarche d'innovation, cette étape expérimentale se déroule sur un



CONCEPTS	DEFINITIONS
	temps court, avec des moyens humains et financiers limités afin de démontrer sa faisabilité.
<b>Réseau</b>	Ensemble de matériels, y compris les canalisations, géré par un ou des opérateur(s)/distributeur(s) en amont du point de livraison permettant la distribution d'énergie électrique ou des services de communication.
<b>Réseau de communication</b>	Réseau transmettant des services de communication, les signaux véhiculés pouvant être numériques ou analogiques.
<b>Système d'Information Géographique (SIG)</b>	Système d'information permettant d'organiser et de présenter des données alphanumériques spatialement référencées, ainsi que de produire des plans et des cartes. Ses usages couvrent les activités géomatiques de traitement et diffusion de l'information géographique. La représentation est généralement en deux dimensions, mais un rendu 3D ou une animation présentant des variations temporelles sur un territoire sont possibles.
<b>Taux de pénétration de l'Internet</b>	Rapport entre le parc d'abonnement national à Internet et la population totale en nombre d'habitants.
<b>Télécommunications</b>	Les télécommunications sont définies comme la transmission à distance d'informations avec des moyens à base d'électronique et d'informatique. Ce terme a un sens plus large que son acception équivalente officielle « communication électronique ». Elles se distinguent ainsi de la poste qui transmet des informations ou des objets sous forme physique.
<b>TIC</b>	Les technologies employées pour collecter, stocker, utiliser et envoyer des informations, incluant celles qui impliquent l'utilisation des ordinateurs ou de tout système de communications y compris de communications électroniques.
<b>Trafic</b>	Circulation des flux d'information dans un système informatique. Par exemple trafic internet désigne la circulation du flux d'information sur le réseau informatique mondial qu'est Internet.
<b>Trafic Internet en Gigaoctets</b>	Volume mesuré en Gigaoctets en additionnant le volume des téléchargements (trafic descendant) et le volume des transferts de données (trafic montant) enregistrés sur un réseau donné (fixe ou mobile). Le trafic est mesuré au point d'accès de l'utilisateur final. Il exclut le trafic de gros, des domaines privés, de l'IPTV et le trafic de la télévision par câble.
<b>Trafic voix on-net (local et interurbain)</b>	Le nombre de minutes d'appels aboutis, échangés entre abonnés d'un même réseau fixe. L'appelé et l'appelant doivent être sur le même territoire national couvert par le réseau.
<b>Trafic voix départ vers autres réseaux nationaux mobiles</b>	La durée en minutes des appels émis par les abonnés du réseau fixe et terminant sur d'autres réseaux mobiles établis sur le territoire national.
<b>Trafic voix départ vers l'international</b>	La durée d'appels émis en minutes à partir du réseau fixe et terminant sur des réseaux téléphoniques (mobiles ou fixes) situés hors du territoire national.
<b>Trafic voix arrivée de l'International</b>	La durée en minutes des appels terminés sur le réseau fixe en provenance de réseaux fixes ou mobiles situés hors du pays.
<b>Trafic voix arrivée des autres réseaux nationaux</b>	La durée totale en minutes des appels terminés sur le réseau fixe en provenance d'autres réseaux mobiles établis dans le pays.
<b>SMS intra réseau (On-Net)</b>	Nombre de SMS aboutis, échangés entre abonnés du même réseau mobile concerné. L'appelé et l'appelant doivent être sur le même territoire national couvert par le réseau.
<b>Tarif d'appels en FCFA</b>	Prix en FCFA hors TVA de la minute d'appel.
<b>Recharges par monnaie électronique (mobicash, orange money, Africards, etc)</b>	Montant hors TVA des recharges de crédits de communications pour lesquelles les services de monnaie électronique sont utilisés par l'abonné final pour le paiement de sa recharge.
<b>Très Haut Débit</b>	La définition du très haut débit fluctue selon les pays. Dans le cadre du SDAN, le Très Haut débit est défini comme un accès supérieur à 30 Mbit/s en voie descendante et 5 Mbit/s en voie montante.



## IX.2.Volet postes

CONCEPTS	DEFINITIONS
<b>Acheminement</b>	Prestations et opérations de transport, sous toutes leurs formes, d'envois postaux du point d'accès aux destinataires.
<b>Agence POSTE BF</b>	Type de bureau de plein exercice qui offre l'ensemble des services postaux et financiers.
<b>Asile colis</b>	Technique consistant à inclure des messages, le plus souvent non adressés dans les envois de magazines, revues.
<b>Boîte postale</b>	La Boîte postale est un service proposé par la poste par lequel le courrier adressé à l'utilisateur (particuliers ou professionnels) n'est pas distribué à son domicile mais est conservé dans une boîte nominative prévue à cet effet.
<b>Colis abandonné</b>	Renonciation par l'expéditeur d'un colis postal qui n'a pas pu être livré au destinataire ou retiré par celui-ci.
<b>Colis postal</b>	Un Colis postal correspond à un envoi de documents ou de marchandises avec ou sans valeur commerciale dont le poids est relativement élevé.
<b>Courrier</b>	Correspondance (lettres, imprimés, paquets, journaux et écrits périodiques) reçue ou envoyée par la poste.
<b>Densité du réseau postal</b>	Nombre de points d'accès aux services postaux par unité de surface ou distance moyenne entre deux points d'accès.
<b>Délai d'acheminement</b>	C'est le temps mis entre l'envoi d'une lettre ou d'un colis et sa réception à l'arrivée.
<b>Délai de distribution</b>	Le Délai de distribution est le temps mis entre le dépôt de l'envoi au départ et sa remise au destinataire à l'arrivée.
<b>Distribution</b>	Distribution correspond à un processus de remise des envois postaux aux destinataires.
<b>Envoi intérieur</b>	Envoi postal (courrier ou colis) en provenance d'un lieu ou à destination d'un autre lieu d'un même pays.
<b>Envoi postal</b>	Envoi portant une adresse sous laquelle il doit être acheminé par un opérateur postal ; il s'agit également des envois de correspondances, de livres, de catalogues, de journaux, de périodiques, de colis postaux contenant des marchandises avec ou sans valeur commerciale.
<b>La poste</b>	Service offert par un opérateur postal consistant à assurer le transport et la distribution de courrier (en particulier les lettres et carte postales) ou de petits paquets.
<b>Mandat ordinaire</b>	Un Mandat ordinaire est un titre (document physique) émis par un bureau de poste en exécution d'un transfert de fonds reçus d'un déposant au profit d'un bénéficiaire, moyennant paiement d'un droit de commission.
<b>Mandat postal</b>	Titre émis par un bureau de poste en exécution d'un transfert de fonds reçus d'un déposant au profit d'un bénéficiaire, moyennant paiement d'un droit de commission.
<b>Opérateur postal</b>	Entreprise légalement constituée habilitée à effectuer des opérations et prestations postales.
<b>Parc Boîtes postales</b>	Ensemble des batteries des boîtes postales installées dans une agence postale.
<b>Point d'accès</b>	Installations physiques ou électroniques, notamment les boîtes postales ainsi que les boîtes aux lettres mises à la disposition du public, et les locaux dédiés aux services postaux.
<b>Région Postale</b>	Découpage des agences postales en région.
<b>Secteur postal</b>	Ensemble des acteurs intervenants dans le service postal.
<b>Service de l'épargne postale</b>	Service chargé de mobiliser, de collecter et de faire fructifier l'épargne recueillie dans le réseau postal. Il est créé et exploité sous la garantie de l'Etat.
<b>Service des chèques postaux</b>	Service chargé de la gestion des comptes courant postaux par le biais des centres de chèques postaux et par les bureaux de poste.
<b>Services financiers postaux</b>	Ensemble des prestations financières de la poste permettant de collecter, stocker, transférer et gérer des fonds pour le compte des tiers.
<b>SMART BP</b>	Boîtes postales virtuelles.
<b>Transfert d'argent</b>	Ordre de paiement sur support électronique donné par un déposant à un opérateur en vue du paiement à un bénéficiaire préalablement identifié, moyennant paiement d'un droit de commission.

## Chapitre 1.2 : Principaux acteurs de l'écosystème

### Liste des tableaux

Tableau 1.2.01 : Opérateurs titulaires de licences individuelles.....	27
Tableau 1.2.02 : Liste des opérateurs postaux par zone de desserte.....	28
Tableau 1.2.03 : Liste des partenaires techniques et financiers .....	30

## I. Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques

Aux termes du décret n°2024-1022/PRES/PM du 02 septembre 2024 portant attribution des membres du gouvernement, le Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques assure l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de transition digitale, des postes et des communications électroniques.

A ce titre, il est chargé :

En matière de transition digitale et de communications électroniques :

Dans le domaine du développement des infrastructures électroniques et des services de communications électroniques

- de l'élaboration du cadre juridique pour le développement des réseaux et services de communications électroniques et du suivi de son application ;
- de la veille réglementaire en matière de télécommunications ;
- du suivi de la gestion des ressources rares ;
- du suivi de la préparation, la délivrance et la gestion des autorisations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux de communications électroniques, la fourniture de services téléphoniques au public et la fourniture de capacité ;
- du suivi de la gestion des déclarations des services de communications électroniques ouverts au public ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des projets de développement des infrastructures de communications électroniques ;
- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'accès et du service universel des communications électroniques conformément à la réglementation ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dont il est membre ;
- de la préparation, du suivi et de la mise en œuvre des accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des télécommunications auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la diffusion des normes internationales en matière de télécommunications ;
- du développement de l'expertise nationale dans le domaine des télécommunications ;

Dans le domaine de la promotion des usages du numérique,

- de la mise en œuvre de l'interopérabilité des bases de données d'identité des personnes à travers la mise en place d'un système d'identification fondamentale ;
- de l'élaboration et de la coordination des politiques, des stratégies et des plans nationaux et sectoriels de développement des usages du numérique et de leur cohérence et de leur complémentarité ;
- de la prise en compte de ces politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels dans les différents plans de développement, et de coordonner leur mise en œuvre ;
- du développement, de l'administration et de la maintenance du Réseau Informatique National de l'Administration ;
- de la coordination, de la conception et de la mise en œuvre des plateformes transversales pour le e-gouvernement et le e-administration ;

- de la formulation et du suivi de la mise en œuvre des grands travaux de transformation digitale dans l'administration publique en collaboration avec les structures bénéficiaires ;
- de la coordination de l'utilisation du numérique et de l'appui aux structures publiques et parapubliques pour accélérer l'atteinte des objectifs en matière de rationalisation des dépenses de transparence ;
- de la coordination de la définition de principes, de règles, de normes, de procédures de prise de décisions et de référentiels communs, afin de garantir l'interopérabilité ;
- de la coordination de la mise en place du cadre juridique et institutionnel favorable au développement des usages du numérique et du suivi de son application ;
- de la veille réglementaire en matière d'usages du numérique ;
- de l'assistance technique à l'élaboration des cybers stratégies en matière de sécurité des systèmes d'information nationaux ;
- de la participation à l'élaboration et à l'initiative législative et réglementaire liées à la protection du cyberspace national ;
- du suivi de la mise en œuvre des instruments de cybersécurité en relation avec les structures opérationnelles ;
- du suivi de l'accréditation des prestataires de services de certification électronique ;
- du suivi du contrôle, par l'autorité de protection, du traitement des données personnelles ;
- de l'enregistrement et de la modification des noms de domaines Internet sous le domaine de premier niveau « .bf » ;
- de l'organisation de l'octroi et du retrait d'agréments aux sociétés opérant dans le domaine de l'informatique ;
- du contrôle de la sécurité des systèmes d'information des départements ministériels et institutions d'Etat, des centres de traitement numérique ;
- de la formulation d'avis sur les marchés publics relatifs au numérique ;
- de la sensibilisation de toutes les composantes de la société sur les enjeux liés au numérique et servir de conseil à tous les niveaux de prise de décision ;
- de la promotion du développement de contenus numériques adaptés aux besoins locaux ;
- de la promotion des initiatives de réduction de la fracture numérique et l'accélération de l'usage du numérique dans tous les secteurs de la vie sociale et économique et par toutes les couches de la population ;
- de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi des accords, traités et conventions internationaux relatifs à la gouvernance de l'Internet et au développement des usages du numérique auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la diffusion des normes internationales en matière de numérique ;
- du développement de l'expertise nationale dans le domaine du numérique ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dont il est membre ;

Dans le domaine du développement d'une industrie numérique locale,

- de l'élaboration d'une politique nationale de développement de l'industrie numérique ;

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement d'une industrie numérique locale ;
- de la mise en place du cadre juridique et institutionnel pour le développement de l'industrie numérique et du suivi de leur application ;
- de la veille réglementaire en matière d'industrie numérique ;
- de l'élaboration et de la gestion de tout projet de développement de l'industrie numérique ;
- de la préparation, du suivi et de la mise en œuvre des accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des domaines contribuant au développement de l'industrie numérique auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la diffusion des normes techniques et des instruments juridiques internationaux dans le domaine de l'industrie numérique ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dans ce domaine dont il est membre ;
- du développement de l'expertise nationale permettant de contribuer à l'établissement et au développement d'une industrie numérique locale ;

En matière de poste,

- de l'élaboration du cadre réglementaire pour le développement du secteur postal et du suivi de son application ;
- de la veille réglementaire en matière des postes ;
- de la préparation et du suivi des accords, traités et conventions internationales concernant les postes et auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de la contribution à l'extension de la couverture du territoire national en services postaux et financiers, à leur modernisation et à l'inclusion financière ;
- du suivi de la mise en œuvre du service postal universel ;
- de la contribution à la veille et à l'innovation dans le secteur postal ;
- de l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement dans le secteur postal ;
- de la coordination et du suivi des activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées dont il est membre ;
- de l'émission des timbres-poste ;
- du développement de l'expertise nationale dans le domaine postal.

Pour la mise en œuvre de ses attributions, le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications électroniques (MTDPCE) s'appuie sur la contribution de seize (16) structures centrales, huit (08) structures de mission et deux (02) structures rattachées.

## Cabinet du Ministre

### Cabinet du Ministre

- les Conseillers techniques (CT) ;
- le Directeur de cabinet (DirCab) ;
- l'Inspection technique des services (ITS) ;
- la Cellule des chargés de mission (CM) ;
- le Secrétariat permanent de l'innovation et de la veille sur les technologies émergentes du numérique (SP-IVTEN) ;
- la Direction de la gestion des finances (DGF) ;
- la Direction de la communication et des relations presse (DCRP) ;
- le Secrétariat particulier (SP) ;
- le Protocole ;
- le Service sécurité.

### Le Secrétariat Général du Ministère

#### Structures centrales du Ministère :

1. la Direction générale de la transformation digitale (DGTD) ;
2. la Direction générale des communications électroniques (DGCE) ;
3. la Direction générale des activités postales (DGAP) ;
4. la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
5. la Direction des marchés publics (DMP) ;
6. la Direction des ressources humaines (DRH) ;
7. la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
8. la Direction des services informatiques (DSI) ;
9. la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
10. le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
11. La Trésorerie ministérielle (TM) ;
12. La Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO).

#### Structures rattachées du Ministère :

1. LA POSTE Burkina Faso (LA POSTE BF) ;
2. l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC) ;
3. l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'informations (ANSSI)

#### Services du Secrétariat Général :

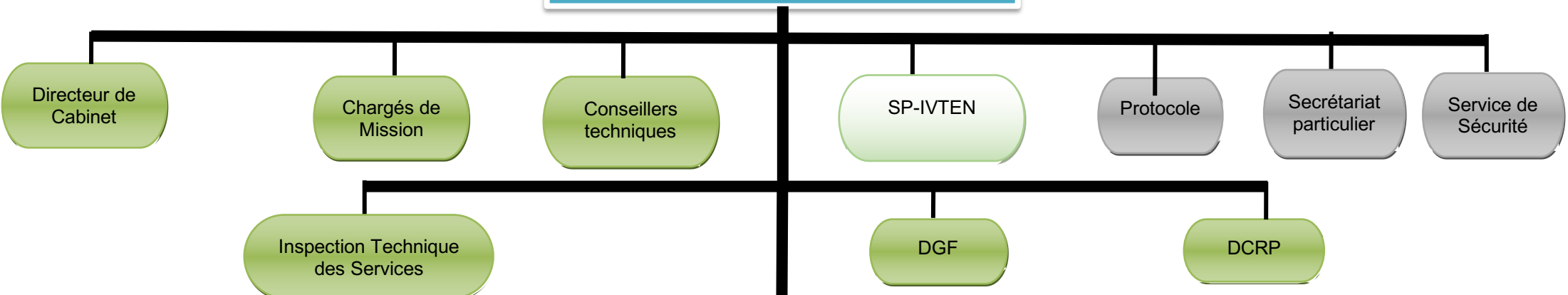
1. les Chargés d'études ;
2. le Secrétariat particulier ;
3. le Service central du courrier ;
4. le Service d'accueil et d'information.

#### Structures de mission du Ministère :

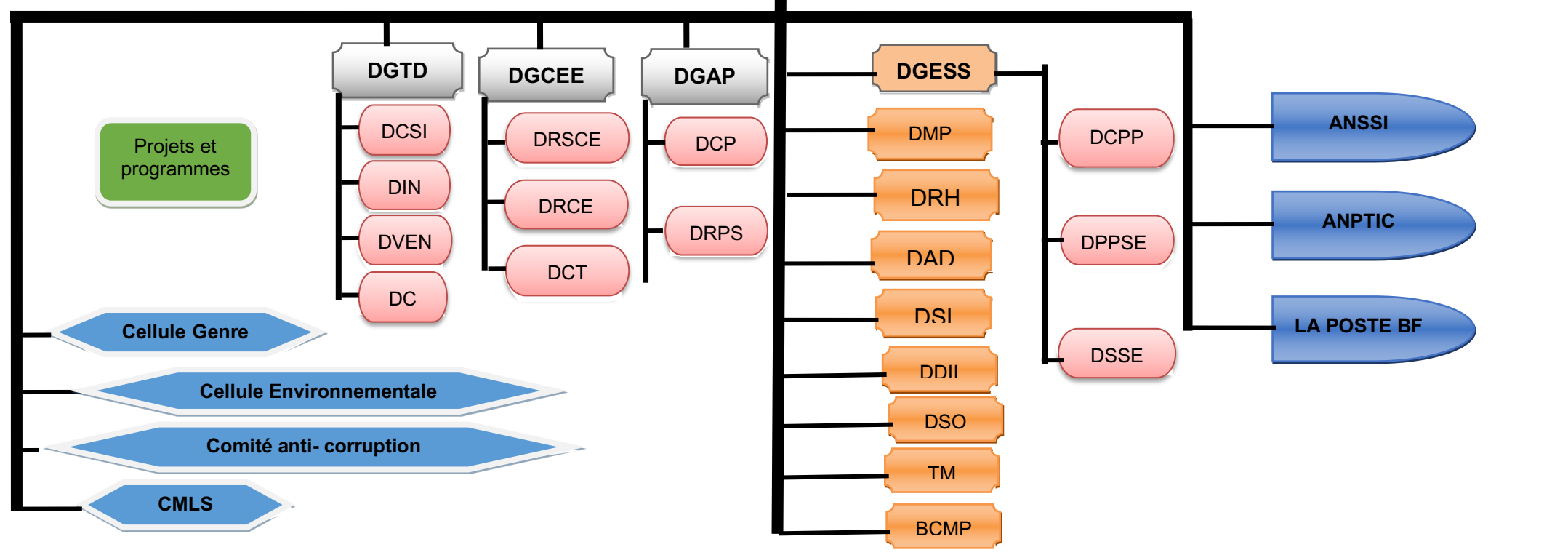
1. le Projet Wuri ;
2. le Projet PACTDIGITAL ;
3. la Cellule genre ;
4. la Cellule environnementale ;
5. le Comité ministériel de lutte contre le VIH/SIDA et les IST (CMLS) ;
6. la Cellule anti-corruption (CAC).



# CABINET DU MINISTRE



## SECRETARIAT GENERAL



## **II. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

L'Autorité de régulation est une institution administrative indépendante dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle administrative du Premier Ministre.

Aux termes de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs, l'Autorité de régulation est chargée notamment de veiller pour le compte de l'Etat, à l'exercice d'une concurrence effective et loyale entre opérateurs et fournisseurs des services des communications électroniques et des postes et aussi à un niveau élevé de protection des consommateurs de ces services. A cet effet, elle suit le respect par les opérateurs et fournisseurs de services de la réglementation en vigueur et des termes des licences, autorisations et déclarations accordées dans les secteurs des communications électroniques et des postes.

## **III. La Commission de l'informatique et des libertés**

La Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) est une autorité administrative indépendante créée par la loi N°010-2004/AN du 20 avril 2004 portant protection des données à caractère personnel. Elle est fonctionnelle depuis décembre 2007.

Aux termes de la Loi n°001-2021/AN du 30 mars 2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, la CIL est investie d'une mission générale d'information des personnes sur leurs droits et leurs obligations, de régulation et de protection des personnes en matière de traitement de données personnelles, d'anticipation en proposant au gouvernement toute mesure législative ou réglementaire de nature à adapter la protection des libertés à l'évolution des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

La CIL dispose d'un pouvoir de contrôle des organismes publics et privés et un pouvoir de sanction et de dénonciation au parquet des contrevenants à la loi portant protection des données à caractère personnel.

## **IV. L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information**

L'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI), aux termes du Décret n°2013-1053/PRES/PM/MEF/MATS du 11 novembre 2013 portant création de l'ANSSI, ensemble ses modificatifs, est l'autorité nationale en matière de protection des systèmes d'information. Elle est garante de la protection du cyberspace burkinabè.

Récemment, le gouvernement a adopté la loi N°014-2024/ALT du 09 juillet 2024 portant sécurité des systèmes d'information au Burkina Faso. Cette nouvelle loi marque une avancée significative dans la sécurisation des systèmes d'information et globalement, dans la protection du cyberspace national dans un contexte marqué par la quête de souveraineté nationale et de la dématérialisation des actes et procédures administratifs.

Cette loi est un outil mis à la disposition de l'ANSSI pour lui permettre de mieux jouer son rôle en collaboration avec tous les acteurs de l'écosystème.

## **V. Le Conseil supérieur de la communication**

La création du Conseil supérieur de la communication (CSC) s'est située dans la dynamique de la vague de démocratisation des Etats africains amorcée à partir des années 1990.

A ce titre, le CSC, conformément à la loi organique n°041-2023/ALT du 21 novembre 2023 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement du Conseil supérieur de la communication (CSC), est une autorité administrative indépendante chargée de la régulation de la communication au public au Burkina Faso.

Le CSC veille à la participation responsable de la presse et des utilisateurs des réseaux sociaux à la vie socio-politique.

## **VI. La Société burkinabè de télédiffusion (SBT)**

Aux termes du décret N°573/PRES/PM/MICA/MC/MDENP/MEF du 09 juillet 2013 portant création de la société burkinabè de télédiffusion (SBT), la SBT est un opérateur public de diffusion de la télévision numérique de terre et a pour objet d'assurer la diffusion des programmes radiophoniques et télévisuels. Elle a pour mission la gestion des émetteurs de radiodiffusion sonores et télévisuels installés sur le territoire national.

## **VII. LA POSTE BURKINA FASO**

Aux termes du décret et son modificatif, N°2019-0155/PRES/PM/MCC/MEF/MCIA du 22 février 2019 portant changement de dénomination de la Société Nationale des Postes (SONAPOST), LA POSTE BURKINA FASO (LA POSTE BF) est une société d'État dotée de la personnalité morale et jouissant d'une autonomie de gestion. Son capital social est de deux milliards cinq cent quatre-vingt-dix millions francs CFA (2 590 000 000 FCFA) détenu à 100% par l'État burkinabè. Opérateur historique, elle joue à la fois le rôle de l'opérateur désigné et d'opérateur postal autorisé.

LA POSTE BF a pour missions essentielles la mise en place et l'exploitation du service public de la poste à travers la collecte, l'acheminement et la distribution des objets de correspondance, des paquets, des colis, des journaux, la mobilisation et la promotion de l'épargne au profit de l'économie nationale à travers la gestion de la caisse nationale d'épargne et du centre des chèques postaux, entre autres.

## **VIII. L'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC)**

Structure rattachée du ministère, l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication est un établissement public de l'Etat (EPE). Elle a été instituée par Décret N°2014- 055/PRES/PM/MEF/MDENP/MFPTSS du 07 février 2014 et est chargée d'assurer la mise en œuvre des grands programmes de développement des technologies de l'information et de la communication du Burkina Faso. Elle a pour missions, d'une part, l'opérationnalisation de la stratégie du Gouvernement en matière d'administration électronique et, d'autre part, la promotion

de l'utilisation des TIC dans les autres domaines de développement social, économique, scientifique et culturel.

## IX. Les acteurs privés du sous-secteur

Les acteurs privés sont nombreux et mènent leurs activités dans les domaines des communications électroniques, des postes et des technologies de l'information et de la communication. Le secteur privé constitue également un socle de promotion de l'expertise nationale dans l'écosystème.

### IX.1. Les principaux acteurs privés des communications électroniques

Les opérateurs d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques sont :

**Tableau 1.2.01** : Opérateurs titulaires de licences individuelles

Opérateur	Type de licence	Date d'octroi	Date d'entrée en vigueur	Durée
<b>Licence technologiquement neutre</b>				
ONATEL S.A.	Licence technologiquement neutre	26/03/2019	21/06/2020	15 ans +2ans
ORANGE BURKINA FASO S.A.	Licence technologiquement neutre	15/01/2019	27/05/2020	15 ans
TELECEL FASO SA	Licence technologiquement neutre	27/05/2020	27/05/2020	15 ans
<b>Licence pour fourniture de capacité et FTTH</b>				
PAV-BURKINA	Licence individuelle pour l'établissement d'un réseau en vue de la fourniture de capacité	28/11/2017	28/11/2017	10 ans
GVA BURKINA FASO	Licence individuelle pour le déploiement et l'exploitation d'un réseau à fibre optique pour la location de capacité et la fourniture d'accès internet	11/10/2019	11/10/2019	10 ans
SONABEL	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau à fibre optique pour la fourniture de capacité de transmission.	08/04/2020	08/04/2020	10 ans
VIRTUAL TECHNOLOGIES AND SOLUTIONS, SA (VTS)	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'une infrastructure de fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès internet	04/02/2021	04/02/2021	10 ans

Opérateur	Type de licence	Date d'octroi	Date d'entrée en vigueur	Durée
BFS	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'une infrastructure de fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès internet	03/11/2022	03/11/2022	10 ans
<b>Licence pour déploiement et exploitation d'infrastructures passives</b>				
ATC-BURKINA	Licence individuelle pour le déploiement et l'exploitation d'infrastructures passives	06/09/2021	06/09/2021	10 ans
LORYNE SA	Licence individuelle pour le déploiement et l'exploitation d'infrastructures passives	22/12/2022	22/12/2022	10 ans
<b>Licence pour l'établissement et exploitation d'un réseau TNT</b>				
SOCIETE BURKINABE DE TELEDIFFUSION	Licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de diffusion de Télévision Numérique Terrestre (TNT)	21/06/2016	21/06/2016	10 ans

Source : ARCEP

## IX.2. Les acteurs privés des postes

Les opérateurs postaux autorisés et déclarés offrent des services de courrier express et de colis postaux et des activités connexes au niveau national, sous régional et international. Il est à noter que certains de ces opérateurs, notamment ceux qui desservent l'international, développent de plus en plus l'exploitation du fret pour une limite de poids donné.

Les principaux acteurs privés du domaine des postes sont consignés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1.2.02 : Liste des opérateurs postaux autorisés et en activité par zone de desserte en 2024**

OPERATEURS AUTORISES	
N°	ZONE DE DESSERTE : NATIONALE ET INTERNATIONALE
1.	SOCIÉTÉ EMS CHRONOPOST INTERNATIONAL BURKINA
2.	DHL INTERNATIONAL BURKINA FASO
3.	SNTB-SAGA EXPRESS
4.	SILSON GLOBAL BUSINESS BURKINA SARL (UPS)
5.	La Poste Burkina Faso (LA POSTE BF)
6.	FASO MAIL EXPRESS (FAMEX)
<b>ZONE DE DESSERTE : NATIONALE ET CEDEAO</b>	
7.	COMPAGNIE BURKINABE DE TRANSPORT RAKIETA
8.	SOCIETE FAIRNESS TRANSPORT AND SERVICES (FTS)
9.	SOCIETE BURVAL CORPORATE SA

<b>OPERATEURS AUTORISES</b>	
10.	SOCIETE SERVICE EXPRESS
11.	COMPAGNIE DE TRANSPORT RALLE OUEDRAOGO ET FRERES (CTROF)
12.	COMPAGNIE DE TRANSPORT AERIEN (AIR BURKINA)
<b>ZONE DE DESSERTE : NATIONALE</b>	
13.	SOCIETE DE TRANSPORT AOREOMA ET FRERES (STAF)
14.	SOCIETE DE TRANSPORT RAHIMO (NORANE SARL)
15.	SOCIETE DE TRANSPORT NORD FASO (STNF)
16.	SOCIETE SISSIMAN TOURS (ELITIS)
17.	SOCIETE SARAMAYA TRANSPORT SARL
18.	SOCIETE SAHEL VOYAGE
19.	SOCIETE UNION EXPRESS
20.	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT EN COMMUN « SOTRACO-SA »
21.	SOCIETE DE TRANSPORT (SOTRADYF)
22.	SOCIETE BONKOUNGOU TRANSPORT DE L'AGNEBY BURKINA (SBTA)
23.	SOCIETE RIMBO TRANSPORT SARL
24.	BURKINA BAGAGE COURRIER EXPRESS (BBC EXPRESS)
25.	SOCIETE DE TRANSPORT KIEBRE ET FRERES (TKF)
<b>ZONE DE DESSERTE : LOCALE (OUAGADOUGOU)</b>	
26.	MTOPO PAYMENT SOLUTIONS
27.	LE COURSIER
28.	SOCIETE UNION EXPRESS
29.	SOCIETE AFRICAINE DE NEGOCE ET DE DISTRIBUTION (SANDI SARL)
30.	AGENCE ANGE SERVICES (2AS)
31.	SELMA TRANSPORT AND TRANSMISSION SOCIETY (SELMA)
32.	PRO COLIS
33.	FLASH GROUP
34.	TEL'COM EXPRESS SERVICE
35.	RPT MULTI-SERVICES
<b>OPERATEURS DECLARES</b>	
1.	IBA DJATA SARL
2.	MDAD SARL

Source : ARCEP, Rapport d'activités 2024.

## **X. La société civile**

La société civile du secteur du numérique a pour rôle la défense des intérêts de ses membres et assure la veille citoyenne et le plaidoyer en faveur du secteur. Elle contribue à la mobilisation sociale, à l'information, à l'éducation des citoyens, à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques, stratégies et programmes en lien avec les questions liées à l'écosystème du numérique. La



mobilisation et l'adhésion des acteurs de la société civile sont gage de succès dans l'exécution des projets et programmes du ministère.

Les associations dans le domaine des TIC sont principalement :

- l'Association Nationale des Opérateurs de télécommunications (ANOTEL) ;
- l'Association Professionnelle des Opérateurs Postaux (APOP) ;
- l'Association Burkinabè des noms de Domaine Internet (ABDI) ;
- Burkina Faso Internet eXchange point (BFIK) ;
- le Groupement des professionnels des TIC (GPTIC) ;
- le Réseau des Professionnels des TIC (RPTIC) ;
- le Syndicat des professionnels des TIC (SYNPTIC) ;
- le Syndicat national des télécommunications (SYNATEL) ;
- le Syndicat national des travailleurs de la poste (SYNTRAPOST) ;
- le Syndicat des agents de la poste (SYNAPOST) ;
- IGF-Burkina ;
- l'Internet Society-ISOC Burkina.

## XI. Les partenaires techniques et financiers










Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont constitués d'organisations internationales, d'agences de coopération bilatérale et multilatérale qui accompagnent, sur le plan technique et financier, la mise en œuvre des stratégies nationales de développement du secteur du numérique et des postes.










**Tableau 1.2.03 : Liste des partenaires techniques et financiers**

N°Ordre	Partenaires Techniques et Financiers
1	Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
2	L'Union Européenne
3	La Banque Mondiale
4	L'Union Africaine
5	L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)
6	L'Agence belge de développement (ENABEL)
7	L'Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Dev)
8	La Coopération Internationale Allemande (GIZ)
9	Le Fonds d'Equipement des Nations Unies (UNCDF)
10	Bank of China
11	La Banque africaine de développement (BAD)
12	La coopération indienne
13	La Coopération tunisienne
14	La Coopération marocaine
15	La Conférence des Postes des Etats de l'Afrique de L'Ouest (CPEAO)
16	L'Union Panafricaine des Postes (UPAP)
17	L'Union Postale Universelle (UPU)
18	L'Institut Mondial des Caisses d'Epargne (IMCE)
19	Le Grand-Duché de Luxembourg
20	Le Fonds DANIDA (Coopération danoise)
21	L'Union Internationale des Télécommunications (UIT)
22	Regional African Satellite Communication Organization (RASCOM)
23	SMART AFRICA
24	Union Africaine des Télécommunications (UAT)

Source : DGESS/MTDPCE

## XII. Evolution institutionnelle de 1982 à 2021

MIPT-PG	MTC	MTC	MTC	MTC	MTC	MTC	MCC	MCC
1982-1983	1984-1985	1985-1987	1987-1987	1989-1989	1989-1991	1991-1994	1994-1996	1996-1999
								
<b>FOFANA</b> Adama	<b>DIAWARA</b> Barou Omar	<b>COEFFE</b> Alain Roger	<b>WATAMOU</b> Lamien	<b>SANOU</b> Thomas	<b>KABORE</b> Roch Marc Christian	<b>OUEDRAOGO</b> Jacques	<b>SOMDA</b> Nurukyor Claude	<b>OUEDRAOGO</b> Mahamoudou

MCC	MPT	MPTIC	MPTIC	MTPEN	MDENP	MDENP	MDENP	MDENP/MENPTD MTDPCE
1999-2002	2002-2006	2006-2008	2008-2011	2011-2012	2012-2014	2014-2015	2016-2017	2017-2022
								
<b>HIEN</b> Kilimizé Théodore	<b>THIOMBIANO</b> Tiéba Justin	<b>TANKOANO</b> Joachim	<b>KABORE</b> Noel	<b>OUEDRAOGO</b> Gilbert G. Noël	<b>KOULIDIATI</b> Jean	<b>YARO</b> Nébila Amadou	<b>SANA/CONGO</b> Aminata	<b>OUATTARA/ SANON</b> Hadja Fatoumata

## **PARTIE II : DONNEES STATISTIQUES**

# Chapitre 2.1 : Ressources humaines et financières

## Liste des tableaux

Tableau 2.1.01 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon le sexe	34
Tableau 2.1.02 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon les emplois	34
Tableau 2.1.03 : Evolution du personnel du MTDPCCE en situation de handicap et non handicap	35
Tableau 2.1.04 : Evolution du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge et selon le sexe de 2019 à 2024	36
Tableau 2.1.05 : Répartition du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2024	36
Tableau 2.1.06 : Evolution du personnel du MTDPCCE par tranche d'âge	37
Tableau 2.1.07 : Répartition du personnel du MTDPCCE par sexe et par programme budgétaire en 2024	37
Tableau 2.1.08 : Évolution du personnel de LA POSTE BF de 2016 à 2024 selon le sexe	38
Tableau 2.1.09 : Répartition du personnel de LA POSTE BF selon les emplois	38
Tableau 2.1.10 : Répartition du personnel permanent de LA POSTE BF par catégorie et par sexe de 2019 à 2024	40
Tableau 2.1.11 : Evolution du personnel permanent de LA POSTE BF par tranche d'âge de 2019 à 2024	40
Tableau 2.1.12 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe	41
Tableau 2.1.13 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois	41
Tableau 2.1.14 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2024	42
Tableau 2.1.15 : Evolution du personnel des opérateurs de téléphonie	43
Tableau 2.1.16 : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle	43
Tableau 2.1.17 : Evolution du personnel de ORANGE BF SA par catégorie professionnelle	43
Tableau 2.1.18 : Evolution du personnel de TELECEL FASO SA par catégorie professionnelle	43
Tableau 2.1.19 : Evolution du personnel féminin des opérateurs de télécommunications	43
Tableau 2.1.20 : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle et par sexe	43
Tableau 2.1.21 : Evolution du personnel de ORANGE BF SA par catégorie professionnelle et par sexe	44
Tableau 2.1.22 : Evolution du personnel de TELECEL FASO SA par catégorie professionnelle et par sexe	44
Tableau 2.1.23 : Evolution des dotations budgétaires par nature de dépenses du MTDPCCE (Y compris financements extérieurs, en milliers de F CFA)	45
Tableau 2.1.24 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses du MTDPCCE (y compris financements extérieurs, en milliers de FCFA)	45
Tableau 2.1.25 : Evolution des prévisions et réalisation de l'ensemble des recettes du MTDPCCE (en milliers de FCFA)	46
Tableau 2.1.26 : Prévisions de recettes par nature (en milliers de F CFA)	46
Tableau 2.1.27 : Evolution des réalisations de recettes par nature (en milliers de F CFA)	47
Tableau 2.1.28 : Prévision budgétaire par programme de 2020 à 2024 (Y compris financements extérieurs, en millier de F CFA)	49
Tableau 2.1.29 : Exécution budgétaire par programme de 2020 à 2024 (hors financements extérieurs, en million de FCFA)	49
Tableau 2.1.30 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC (en millions de F CFA)	50
Tableau 2.1.31 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC (en millions de F CFA)	50
Tableau 2.1.32 : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (en milliers de F CFA)	51
Tableau 2.1.33 : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE BF (En millions de F CFA)	51

# I. Ressources humaines

## I.1. Evolution des effectifs des structures centrales du MTDPCÉ

**Tableau 2.1.01** : Evolution du personnel du MTDPCÉ selon le sexe

Sexe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Homme	165	127	161	172	156	192	208	232	214	222
Femme	32	35	41	44	67	79	93	81	69	89
<b>Ensemble</b>	<b>197</b>	<b>162</b>	<b>202</b>	<b>216</b>	<b>223</b>	<b>271</b>	<b>301</b>	<b>313</b>	<b>283</b>	<b>311</b>

Source : DRH/MTDPCÉ

**Tableau 2.1.02** : Evolution du personnel du MTDPCÉ selon les emplois

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Emplois spécifiques au numérique et à la Poste</b>	<b>100</b>	<b>77</b>	<b>95</b>	<b>81</b>	<b>85</b>	<b>104</b>	<b>134</b>	<b>109</b>	<b>94</b>	<b>115</b>
Techniciens supérieurs des systèmes informatiques et télécommunication	14	10	9	10	10	12	23	10	8	14
Ingénieurs des travaux en informatique	57	47	58	41	42	50	61	44	36	51
Ingénieurs des travaux en télécommunication	1	1	2	2	1	1	0	0	0	2
Ingénieurs de conception en informatique	20	12	18	21	25	30	40	47	39	36
Ingénieurs de conception en télécommunication	1	1	1	1	2	3	2	2	2	1
Administrateurs des services postaux et financiers	4	4	3	2	3	3	3	2	5	3
Inspecteurs des services postaux et financiers	3	2	4	3	1	3	3	2	2	4
Contrôleurs des services postaux et financiers	0	0	0	1	1	2	2	2	2	4
<b>Emplois non spécifiques au numérique et à la Poste</b>	<b>97</b>	<b>85</b>	<b>107</b>	<b>135</b>	<b>138</b>	<b>167</b>	<b>167</b>	<b>204</b>	<b>189</b>	<b>196</b>
Gestion des ressources humaines et management des administrations publiques	4	4	9	9	10	10	12	12	12	12
Juristes	4	2	3	5	4	5	2	2	3	5
Statisticiens & démographes	1	1	3	8	8	7	7	6	3	4
Financiers-comptables-fiscalistes	15	13	15	13	14	25	18	17	13	17

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Techniciens des sciences de l'information et de la communication	1	1	1	1	1	1	1	10	10	4
Enseignants chercheurs	8	0	3	9	11	12	11	3	7	4
Administration et gestion scolaire et universitaire (AISU, AASU, CASU, CISU)	7	8	10	16	18	22	21	35	29	39
Enseignants post-primaire et secondaire (Inspecteurs, professeur)	7	6	8	9	4	4	5	5	6	5
Enseignants primaire et éducation non formelle (professeur des écoles, Inspecteurs)	16	15	15	14	12	13	12	11	10	11
Personnels d'appui (Chauffeurs, secrétaires, Agent de liaison, Agents de bureau)	26	27	28	40	45	52	62	75	69	67
Personnel de sécurité (Policiers, gendarmes, ...)	2	2	2	2	2	2	3	2	2	4
Archivistes, documentaliste, bibliothécaires	4	3	5	4	4	9	7	8	6	7
Conseiller en études et analyses	0	1	3	3	3	3	4	16	17	15
Reprographe	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Magistrat	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Ensemble</b>	<b>197</b>	<b>162</b>	<b>202</b>	<b>216</b>	<b>223</b>	<b>271</b>	<b>301</b>	<b>313</b>	<b>283</b>	<b>311</b>

Source : DRH/MTDPCE

Tableau 2.1.03 : Evolution du personnel du MTDPCE en situation de handicap et non handicap

Statut	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Personne vivant avec un handicap	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personne sans handicap	197	162	202	216	223	271	301	313	283	311
<b>Ensemble</b>	<b>197</b>	<b>162</b>	<b>202</b>	<b>216</b>	<b>223</b>	<b>271</b>	<b>301</b>	<b>313</b>	<b>283</b>	<b>311</b>

Source : DRH/MTDPCE



**Tableau 2.1.04** : Evolution du personnel du MTDPCÉ par tranche d'âge et selon le sexe de 2019 à 2024

Tranche d'âge	2019			2020			2021			2022			2023			2024		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
[20-25[	5	4	9	1	2	3	1	1	2	2	2	4	3	0	3	12	4	16
[25-30[	19	6	25	20	5	25	26	22	48	35	8	43	17	9	26	36	9	45
[30-35[	42	14	56	45	21	66	47	23	70	54	18	72	43	17	60	34	19	53
[35-40[	31	14	45	56	19	75	49	16	65	51	19	70	40	12	52	44	19	63
[40-45[	31	19	50	37	14	51	42	10	52	35	13	48	46	12	58	32	13	45
[45-50[	11	4	15	19	14	33	20	17	37	29	17	46	36	10	46	39	18	57
[50-55[	10	3	13	7	1	8	11	2	13	15	1	16	17	6	23	15	5	20
[55-60[	7	3	10	7	3	10	11	1	12	10	3	13	9	3	12	9	2	11
[60 et plus	0	0	0	0	0	0	1	1	2	1	0	1	3	0	3	1	0	1
<b>Total</b>	<b>156</b>	<b>67</b>	<b>223</b>	<b>192</b>	<b>79</b>	<b>271</b>	<b>208</b>	<b>93</b>	<b>301</b>	<b>232</b>	<b>81</b>	<b>313</b>	<b>214</b>	<b>69</b>	<b>283</b>	<b>222</b>	<b>89</b>	<b>311</b>

*Source* : DRH/MTDPCE**Tableau 2.1.05** : Répartition du personnel du MTDPCÉ par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2024

Tranche d'âge	Cat. P et Assimilés	Cat. A et Assimilés	Cat. B et Assimilés	Cat. C et Assimilés	Cat. D et Assimilés	Cat. E et Assimilés	Cat. III et Assimilés	Ensemble
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>
[20-25[	0	12	3	1	0	0	0	<b>16</b>
[25-30[	0	38	3	2	1	0	1	<b>45</b>
[30-35[	0	33	8	8	1	2	1	<b>53</b>
[35-40[	2	31	15	10	1	2	2	<b>63</b>
[40-45[	5	16	11	4	4	5	0	<b>45</b>
[45-50[	3	32	10	1	7	4	0	<b>57</b>
[50-55[	1	11	5	0	2	1	0	<b>20</b>
[55-60[	0	9	0	0	0	2	0	<b>11</b>
[60 et plus	1	0	0	0	0	0	0	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>182</b>	<b>55</b>	<b>26</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>311</b>

*Source* : DRH/MTDPCE

**Tableau 2.1.06** : Evolution du personnel du MTDPCÉ par tranche d'âge

Tranche d'âge	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
[20-25[	4	8	10	5	9	3	2	4	3	16
[25-30[	35	22	39	21	25	25	48	43	26	45
[30-35[	35	14	40	50	56	66	70	72	60	53
[35-40[	50	46	35	54	45	75	65	70	52	63
[40-45[	36	35	48	49	50	51	52	48	58	45
[45-50[	12	11	9	14	15	33	37	46	46	57
[50-55[	16	19	14	13	13	8	13	16	23	20
[55-60[	9	6	7	10	10	10	12	13	12	11
[60 et plus	0	1	0	0	0	0	2	1	3	1
<b>Total</b>	<b>197</b>	<b>162</b>	<b>202</b>	<b>216</b>	<b>223</b>	<b>271</b>	<b>301</b>	<b>313</b>	<b>283</b>	<b>311</b>

Source : DRH/MTDPCE

**Tableau 2.1.07** : Répartition du personnel du MTDPCÉ par sexe et par programme budgétaire en 2024

Programme budgétaire	Homme	Femme	Ensemble
Développement d'infrastructures de communications électroniques	24	6	30
Appui au sous-secteur postal	9	7	16
Pilotage et soutien	133	58	191
Transformation et écosystème numériques	56	18	74
<b>Ensemble</b>	<b>222</b>	<b>89</b>	<b>311</b>

Source : DRH/MTDPCE

## I.2. Évolution des effectifs des structures rattachées

### I.2.1. La POSTE Burkina Faso

Tableau 2.1.08 : Évolution du personnel de La POSTE BF de 2016 à 2024 selon le sexe

Personnel	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Femme	366	382	391	386	382	379	372	365	363
Homme	760	770	766	735	713	695	674	664	641
<b>Ensemble</b>	<b>1 126</b>	<b>1 152</b>	<b>1 157</b>	<b>1 121</b>	<b>1 095</b>	<b>1 074</b>	<b>1 046</b>	<b>1 029</b>	<b>1 004</b>

Source : LA POSTE BF

Tableau 2.1.09 : Répartition du personnel de LA POSTE BF selon les emplois

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Emplois spécifiques de LA POSTE BF</b>	<b>584</b>	<b>608</b>	<b>623</b>	<b>648</b>	<b>627</b>	<b>646</b>	<b>640</b>	<b>631</b>	<b>630</b>	<b>616</b>
Administrateur des services postaux et financiers	17	17	15	18	16	17	16	15	16	15
Agent de Bureau	298	327	346	377	368	368	359	346	335	329
Agent d'exploitation	135	130	136	126	119	128	131	93	142	140
Contrôleur des services postaux et financiers	91	89	83	87	85	94	93	137	95	93
Inspecteur des services postaux et financiers	43	45	43	40	39	39	41	40	42	39
<b>Autres Emplois</b>	<b>500</b>	<b>518</b>	<b>529</b>	<b>509</b>	<b>494</b>	<b>449</b>	<b>434</b>	<b>415</b>	<b>399</b>	<b>388</b>
Agent collecteur livreur	30	32	38	38	30	30	22	18	19	17
Agent commercial	12	12	12	11	11	9	9	9	9	9
Agent d'accueil	68	68	65	62	64	0	0	0	0	0
Agent de liaison	27	27	27	29	29	26	25	24	23	22
Agent Marketing	1	1	0	0	1	1	1	1	1	1
Agent Spécialisé GRH	2	2	1	1	1	1	1	0	0	0
Aide Archiviste	12	11	11	11	11	14	14	14	14	14
Aide Comptable	6	6	5	4	4	3	1	0	0	0
Aide Sociale	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Archiviste	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Assistant RH	3	3	3	3	2	2	2	5	5	5
Assistante Communication	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Attache Commercial	3	3	4	4	4	5	5	5	5	5
Auditeur Interne	1	3	3	3	3	3	3	3	4	4
Bibliothécaire	2	2	2	1	1	1	1	1	0	0
Chauffeur	48	48	48	46	46	44	41	39	36	32
Collecteur livreur	0	0	0	0	0	0	16	21	19	64
Chauffeur livreur	10	14	16	16	15	15	15	18	17	17

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Communicateur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptable	29	33	33	32	31	30	30	33	33	32
Conseiller Financier	4	4	3	2	4	2	2	2	2	2
Conseiller GRH	2	1	2	2	2	3	1	1	1	1
Contrôleur de Gestion	2	2	3	3	3	1	1	3	3	4
Contrôleur du Travail	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Electricien	3	3	3	3	3	2	2	2	2	2
Employé de Bureau	41	44	50	45	47	89	81	65	55	64
Fiscaliste	1	1	0	0	1	1	1	1	1	1
Gardien	83	83	81	75	69	59	59	51	51	0
Gestionnaire Commercial	4	4	4	3	3	3	3	2	2	2
Informaticien	17	20	21	20	19	19	17	16	16	16
Ingénieur statisticien économiste	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Ingénieur commercial et marketing	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Ingénieur Comptable	1	1	2	2	2	2	1	2	2	2
Jardinier	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Juriste	2	5	4	4	5	5	4	5	5	5
Manœuvre	21	20	20	20	17	17	16	15	15	14
Manœuvre Livreur	11	10	14	14	14	12	11	8	8	8
Mécanicien	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1
Opératrice De Saisie	6	6	4	4	3	3	3	3	2	2
Préposé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Secrétaire	15	15	20	20	20	20	20	20	20	14
Secrétaire Dactylo	6	6	3	4	3	1	1	0	0	1
Secrétaire Bureau	4	4	2	2	2	2	2	0	0	0
Secrétaire de Direction	9	9	9	9	9	9	9	13	15	15
Serrurier	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Standardiste	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1
Technicien Bâtiment	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Technicien logisticien	1	1	2	2	2	2	1	1	1	1
Téléconseiller	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Ensemble</b>	<b>1 084</b>	<b>1 126</b>	<b>1 152</b>	<b>1 157</b>	<b>1 121</b>	<b>1 095</b>	<b>1 074</b>	<b>1 046</b>	<b>1 029</b>	<b>1 004</b>

Source : LA POSTE BF

**Tableau 2.1.10** : Répartition du personnel permanent de LA POSTE BF par catégorie et par sexe de 2019 à 2024

Catégorie	Sexe	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cadre (Cat 8 à 10)	F	12	12	12	16	17	18
	H	73	82	81	85	90	90
	<b>Tot.</b>	<b>85</b>	<b>94</b>	<b>93</b>	<b>101</b>	<b>107</b>	<b>108</b>
Agent de maîtrise (cat 6 et 7)	F	121	130	132	133	136	135
	H	197	189	186	189	189	186
	<b>Tot.</b>	<b>318</b>	<b>319</b>	<b>318</b>	<b>322</b>	<b>325</b>	<b>321</b>
Agent d'exécution (cat 1 à 5)	F	257	240	235	222	212	210
	H	461	442	428	401	385	365
	<b>Tot.</b>	<b>718</b>	<b>682</b>	<b>663</b>	<b>623</b>	<b>597</b>	<b>575</b>
<b>Ensemble</b>	F	390	382	379	371	365	363
	H	731	713	695	675	664	641
	<b>Tot.</b>	<b>1 121</b>	<b>1 095</b>	<b>1 074</b>	<b>1 046</b>	<b>1 029</b>	<b>1 004</b>

*Source* : LA POSTE BF

F= Femmes ; H= Hommes ; Tot. : Total

**Tableau 2.1.11** : Evolution du personnel permanent de LA POSTE BF par tranche d'âge de 2019 à 2024

Tranche d'âge	2019	2020	2021	2022	2023	2024
[18-25[	7	13	8	1	1	0
[25-32[	218	211	166	84	86	58
[32-39[	382	375	381	363	361	330
[39-46[	252	246	257	292	291	305
[46-53[	176	175	178	190	189	207
[53-60]	86	75	84	116	101	104
<b>Total</b>	<b>1 121</b>	<b>1 095</b>	<b>1 074</b>	<b>1 046</b>	<b>1 029</b>	<b>1 004</b>

*Source* : LA POSTE BF

## I.2.2. L'Agence Nationale de Promotion des TIC

Tableau 2.1.12 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe

Sexe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Homme	18	60	65	66	68	79	68	71	61	68
Femme	2	16	19	18	19	21	20	21	19	20
<b>Ensemble</b>	<b>20</b>	<b>76</b>	<b>84</b>	<b>84</b>	<b>87</b>	<b>100</b>	<b>88</b>	<b>92</b>	<b>80</b>	<b>88</b>

Source : DRH/ANPTIC

Tableau 2.1.13 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois

Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Emplois spécifiques au numérique</b>	<b>11</b>	<b>57</b>	<b>59</b>	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>69</b>	<b>52</b>	<b>54</b>	<b>44</b>	<b>52</b>
Ingénieur de conception en télécommunication	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0
Ingénieur de conception en informatique	3	9	10	10	10	13	6	6	5	8
Ingénieur de travaux informatiques	3	29	30	30	31	31	22	20	13	18
Technicien Supérieur en informatique	4	17	17	17	18	21	20	23	23	21
Technicien en électricité	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
Monteur	0	1	1	1	1	1	2	3	1	3
<b>Emplois non spécifiques au numérique</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>31</b>	<b>36</b>	<b>38</b>	<b>36</b>	<b>36</b>
Inspecteur du travail	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Conseiller d'Administration Scolaire et Universitaire	0	0	0	0	0	1	2	2	1	0
Conseiller d'Intendance scolaire et universitaire	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0
Juriste	0	1	1	1	1	1	1	1	0	0
Inspecteur du trésor	0	1	1	1	1	1	1	0	1	1
Contrôleur de Gestion	0	0	1	1	1	1	1	2	1	1
Administrateur des Services Financiers	1	1	1	2	2	2	1	2	3	4
Comptable supérieur	0	1	1	1	0	0	1	1	1	1
Contrôleur du trésor	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1
Contrôleur des services financiers	1	1	1	1	0	0	1	0	0	0
Economiste Gestionnaire	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Economiste Planificateur	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Commercial et marketing	0	0	1	1	1	2	2	2	2	2



Emplois	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Communicateur	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptable	0	1	1	1	1	1	2	3	3	3
Conseiller en GRH	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Agent spécialisé en GRH	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Secrétaire	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1
Secrétaire de direction	1	4	4	3	3	3	3	3	3	3
Agent d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agent chargé de télé service	0	0	0	0	2	2	1	2	3	3
Agent de bureau	1	1	1	0	0	1	1	0	0	0
Agent de liaison	1	1	2	2	2	2	1	2	2	2
Agent de recouvrement	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Chauffeur	4	4	4	4	3	7	7	7	6	6
Auditeur Interne	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Commissaire de Police	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Universitaire	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0
<b>Ensemble</b>	<b>20</b>	<b>76</b>	<b>84</b>	<b>84</b>	<b>87</b>	<b>100</b>	<b>88</b>	<b>92</b>	<b>80</b>	<b>88</b>

Source : DRH/ANPTIC

Tableau 2.1.14 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par tranche d'âge et par catégorie professionnelle en 2024

Tranche d'âge	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. D	Cat. E	Cat. P	Ensemble
[18-20[	0	0	0	0	0	0	0
[20-25[	0	0	0	0	0	0	0
[25-30[	3	3	0	0	0	0	6
[30-35[	14	13	0	2	0	0	29
[35-40[	9	12	1	1	0	0	23
[40-45[	11	3	2	2	0	0	18
[45-50[	4	2	1	0	2	0	9
[50-55[	1	1	0	0	1	0	3
[55-60[	0	0	0	0	0	0	0
60 et plus	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>34</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>88</b>

Source : DRH/ANPTIC

### I.3. Evolution des effectifs des opérateurs de télécommunications

**Tableau 2.1.15** : Evolution du personnel des opérateurs de téléphonie

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	874	819	743	718	687	672	642	627	610	584
TELECEL FASO SA	194	189	193	188	182	211	320	221	215	216
ORANGE BF SA	259	260	269	281	310	305	330	322	367	385
<b>Ensemble</b>	<b>1 327</b>	<b>1 268</b>	<b>1 205</b>	<b>1 187</b>	<b>1 179</b>	<b>1 188</b>	<b>1 186</b>	<b>1 170</b>	<b>1 192</b>	<b>1 185</b>

Source : ONATEL SA/TELECEL FASO SA/ORANGE BF SA

**Tableau 2.1.16** : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cadre supérieur	105	102	93	96	91	90	89	88	85	84
Cadre Moyen	464	441	413	398	388	385	378	374	367	356
Agent d'exécution	305	276	237	224	208	197	175	165	158	144
<b>Ensemble</b>	<b>874</b>	<b>819</b>	<b>743</b>	<b>718</b>	<b>687</b>	<b>672</b>	<b>642</b>	<b>627</b>	<b>610</b>	<b>584</b>

Source : ONATEL SA

**Tableau 2.1.17** : Evolution du personnel de ORANGE BF SA par catégorie professionnelle

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cadre supérieur	70	68	72	79	81	84	89	90	112	114
Cadre Moyen	163	175	180	189	215	210	231	219	232	256
Agent d'exécution	26	17	17	13	14	11	10	13	23	15
<b>Ensemble</b>	<b>259</b>	<b>260</b>	<b>269</b>	<b>281</b>	<b>310</b>	<b>305</b>	<b>330</b>	<b>322</b>	<b>367</b>	<b>385</b>

Source : ORANGE BF SA

**Tableau 2.1.18** : Evolution du personnel de TELECEL FASO SA par catégorie professionnelle

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Cadre supérieur	46	47	49	51	62	61	61	56	38	57
Cadre Moyen	98	98	101	96	98	94	96	108	124	104
Agent d'exécution	50	44	43	41	22	56	57	57	53	55
<b>Ensemble</b>	<b>194</b>	<b>189</b>	<b>193</b>	<b>188</b>	<b>182</b>	<b>211</b>	<b>214</b>	<b>221</b>	<b>215</b>	<b>216</b>

Source : TELECEL FASO SA

**Tableau 2.1.19** : Evolution du personnel féminin des opérateurs de télécommunications

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	158	145	136	134	129	126	121	118	111	104
TELECEL FASO SA	84	82	85	80	78	88	88	88	85	85
ORANGE BF SA	82	82	82	93	97	90	98	94	108	110
<b>Ensemble</b>	<b>324</b>	<b>309</b>	<b>303</b>	<b>307</b>	<b>304</b>	<b>304</b>	<b>307</b>	<b>300</b>	<b>304</b>	<b>299</b>

Source : ONATEL SA/TELECEL FASO SA/ORANGE BF SA

**Tableau 2.1.20** : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle et par sexe

Catégorie	2015			2016			2017			2018			2019		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	97	8	105	94	8	102	85	8	93	88	8	96	83	8	91
Cadre Moyen	373	91	464	352	89	441	327	86	413	313	85	398	306	82	388
Agent d'exécution	246	59	305	228	48	276	195	42	237	183	41	224	169	39	208
<b>Ensemble</b>	<b>716</b>	<b>158</b>	<b>874</b>	<b>674</b>	<b>145</b>	<b>819</b>	<b>607</b>	<b>136</b>	<b>743</b>	<b>584</b>	<b>134</b>	<b>718</b>	<b>558</b>	<b>129</b>	<b>687</b>

**Tableau 2.1.20** : Evolution du personnel de ONATEL SA par catégorie professionnelle et par sexe (suite et fin)

Catégorie	2020			2021			2022			2023			2024		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	82	8	90	81	8	89	80	8	88	77	8	85	76	8	84
Cadre Moyen	304	81	385	297	81	378	293	81	374	291	76	367	282	74	356
Agent d'exécution	160	37	197	143	32	175	136	29	165	131	27	158	122	22	144
<b>Ensemble</b>	<b>546</b>	<b>126</b>	<b>672</b>	<b>521</b>	<b>121</b>	<b>642</b>	<b>509</b>	<b>118</b>	<b>627</b>	<b>499</b>	<b>111</b>	<b>610</b>	<b>480</b>	<b>104</b>	<b>584</b>

*Source* : ONATEL SA

N.B : H= Homme ; F= Femme ; Ens= Ensemble

**Tableau 2.1.21** : Evolution du personnel de ORANGE BF SA par catégorie professionnelle et par sexe

Catégorie	2015			2016			2017			2018			2019		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	55	15	70	53	15	68	56	16	72	61	18	79	62	19	81
Cadre Moyen	112	51	163	117	58	175	123	57	180	119	70	189	143	72	215
Agent d'exécution	10	16	26	8	9	17	8	9	17	8	5	13	8	6	14
<b>Ensemble</b>	<b>177</b>	<b>82</b>	<b>259</b>	<b>178</b>	<b>82</b>	<b>260</b>	<b>187</b>	<b>82</b>	<b>269</b>	<b>188</b>	<b>93</b>	<b>281</b>	<b>213</b>	<b>97</b>	<b>310</b>

Catégorie	2020			2021			2022			2023			2024		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	66	18	84	67	22	89	66	24	90	85	27	112	86	28	114
Cadre Moyen	142	68	210	159	72	231	153	66	219	162	70	232	181	75	256
Agent d'exécution	7	4	11	6	4	10	9	4	13	12	11	23	8	7	15
<b>Ensemble</b>	<b>215</b>	<b>90</b>	<b>305</b>	<b>232</b>	<b>98</b>	<b>330</b>	<b>228</b>	<b>94</b>	<b>322</b>	<b>228</b>	<b>94</b>	<b>367</b>	<b>275</b>	<b>110</b>	<b>385</b>

*Source* : ORANGE BF SA

\*Cadre supérieur : cadre dirigeant

\*Cadre moyen : cadre intermédiaire

\*Agent d'exécution : cadre simple

**Tableau 2.1.22** : Evolution du personnel de TELECEL FASO SA par catégorie professionnelle et par sexe

Catégorie	2015			2016			2017			2018			2019		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	37	9	<b>46</b>	36	11	<b>47</b>	37	12	<b>49</b>	41	10	<b>51</b>	47	15	<b>62</b>
Cadre Moyen	46	52	<b>98</b>	48	50	<b>98</b>	50	51	<b>101</b>	46	50	<b>96</b>	37	61	<b>98</b>
Agent d'exécution	27	23	<b>50</b>	23	21	<b>44</b>	21	22	<b>43</b>	21	20	<b>41</b>	20	2	<b>22</b>
<b>Ensemble</b>	<b>110</b>	<b>84</b>	<b>194</b>	<b>107</b>	<b>82</b>	<b>189</b>	<b>108</b>	<b>85</b>	<b>193</b>	<b>108</b>	<b>80</b>	<b>188</b>	<b>104</b>	<b>78</b>	<b>182</b>

Catégorie	2020			2021			2022			2023			2024		
	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens	H	F	Ens
Cadre supérieur	46	15	61	67	15	82	42	14	56	42	14	56	43	14	57
Cadre Moyen	35	59	94	159	59	218	49	59	108	48	56	104	48	56	104
Agent d'exécution	42	14	56	6	14	20	42	15	57	40	15	55	40	15	55
<b>Ensemble</b>	<b>123</b>	<b>88</b>	<b>211</b>	<b>232</b>	<b>88</b>	<b>320</b>	<b>133</b>	<b>88</b>	<b>221</b>	<b>130</b>	<b>85</b>	<b>215</b>	<b>131</b>	<b>85</b>	<b>216</b>

*Source* : TELECEL FASO SA

## II. Ressources budgétaires

### II.1. Evolution budgétaire des structures centrales du MTDPCÉ

**Tableau 2.1.23 :** Evolution des dotations budgétaires par nature de dépenses du MTDPCÉ (Y compris financements extérieurs, en milliers de F CFA)

Nature de dépenses	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 208 777</b>	<b>2 324 855</b>	<b>2 626 357</b>	<b>2 997 883</b>	<b>2 561 680</b>
Personnel	556 943	550 444	581 370	725 973	729 598
Fonctionnement	1 314 834	1 351 753	1 504 679	1 765 633	1 391 774
Transferts courants	337 000	422 658	540 308	506 277	440 308
<b>Dépenses en capital</b>	<b>8 641 299</b>	<b>26 672 249</b>	<b>20 741 065</b>	<b>28 008 416</b>	<b>20 711 920</b>
Financement sur budget national	397 979	968 193	4 843 647	4 079 554	5 019 674
Subventions	8 243 320	17 704 056	14 452 914	17 928 862	8 912 286
Prêts	0	8 000 000	1 444 504	6 000 000	6 779 960
<b>Total</b>	<b>10 850 076</b>	<b>28 997 104</b>	<b>23 367 422</b>	<b>31 006 299</b>	<b>23 273 600</b>

Nature de dépenses	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 224 585</b>	<b>2 646 213</b>	<b>3 824 120</b>	<b>3 007 102</b>	<b>3 675 577</b>
Personnel	760 858	940 171	1 551 553	1 259 031	1 986 815
Fonctionnement	1 142 597	1 095 734	1 061 259	981 356	1 216 454
Transferts courants	321 130	610 308	1 211 308	766 715	472 308
<b>Dépenses en capital</b>	<b>29 835 517</b>	<b>8 655 217</b>	<b>8 060 434</b>	<b>4 809 759</b>	<b>3 100 858</b>
Financement sur budget national	3 268 864	4 269 189	4 117 897	2 487 873	1 123 617
Subventions	7 872 873	3 309 455	3 736 642	2 321 886	1 977 241
Prêts	18 693 780	1 076 573	205 895	0	0
<b>Total</b>	<b>32 060 102</b>	<b>11 301 430</b>	<b>11 884 554</b>	<b>7 816 861</b>	<b>6 776 435</b>

Source : DGF/MTDPCE

**Tableau 2.1.24 :** Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses du MTDPCÉ (y compris financements extérieurs, en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 869 833</b>	<b>2 207 870</b>	<b>2 353 525</b>	<b>2 518 762</b>	<b>2 503 118</b>
Personnel	293 254	550 444	577 304	617 314	681 907
Fonctionnement	1 239 579	1 344 768	1 455 913	1 587 640	1 380 903
Transferts courants	337 000	312 658	320 308	313 808	440 308
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 603 080</b>	<b>11 655 523</b>	<b>8 341 820</b>	<b>20 365 221</b>	<b>16 508 679</b>
<b>Total</b>	<b>3 472 913</b>	<b>13 863 393</b>	<b>10 695 345</b>	<b>22 883 983</b>	<b>19 011 797</b>

Source : DGF/MTDPCE

**Tableau 2.1.24:** (suite et fin) Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses du MTDPCE, y compris financements extérieurs, en milliers de FCFA

Nature de dépenses	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 834 329</b>	<b>2 610 700</b>	<b>3 724 802</b>	<b>2 724 784</b>	<b>2 840 963</b>
Personnel	371 054	933 694	1 551 553	1 219 063	1 623 583
Fonctionnement	1 142 145	1 066 698	961 941	797 004	745 072
Transferts courants	321 130	610 308	1 211 308	708 718	472 308
<b>Dépenses en capital</b>	<b>29 771 154</b>	<b>6 797 121</b>	<b>2 773 081</b>	<b>3 823 249</b>	<b>2 026 558</b>
<b>Total</b>	<b>31 605 483</b>	<b>9 407 821</b>	<b>6 497 884</b>	<b>6 548 034</b>	<b>4 867 521</b>

Source : DGF/MTDPCE

**Tableau 2.1.25 :** Evolution des prévisions et réalisation de l'ensemble des recettes du MTDPCE (en milliers de FCFA)

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019
Prévision	30 920	7 500	7 500	59 200	64 860
Réalisation	5 918	0	19 890	55 749	37 535
<b>Taux de réalisation (%)</b>	<b>19,1</b>	<b>0</b>	<b>265,2</b>	<b>94,2</b>	<b>57,9</b>

Libellé	2020	2021	2022	2023	2024
Prévision	60 000	337 500	1 360 000	1 882 000	1 617 000
Réalisation	39 040	64 970	46 935	273 103	1 216 450
<b>Taux de réalisation (%)</b>	<b>65,1</b>	<b>19,3</b>	<b>3,5</b>	<b>14,5</b>	<b>75,2</b>

Source : PS/MTDPCE

**Tableau 2.1.26 :** Prévisions de recettes par nature (en milliers de F CFA)

Source de recettes	2015	2016	2017	2018	2019
Location pylône	6 500	ND	38 500	43 905	70 132
Formations	7 000	ND	0	0	0
Prestations informatiques diverses	5 137	0	0	0	0
Traitement de dossiers de demandes d'agrèments techniques en matière informatique	12 283	7 500	7 500	15 000	30 760
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	NA	NA	NA	NA
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	NA	NA	NA	5 000	0
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	NA	NA	NA	1 000	7 000
Contrôles techniques des chantiers informatiques	NA	NA	NA	1 000	7 100
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	NA	NA	NA	1 000	0
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	NA	NA	NA	35 000	5 000
Formation spécialisée sur les métiers du numérique	NA	NA	NA	1 000	10 000
Délivrance d'agrèments techniques incubateurs et accélérateurs TIC	NA	NA	NA	200	5 000
<b>Total</b>	<b>30 920</b>	<b>7 500</b>	<b>7 500</b>	<b>59 200</b>	<b>64 860</b>

Source : PS/MTDPCE

**Tableau 2.1.26:** (Suite et fin) Evolution des prévisions de recettes par nature (en milliers de F CFA)

Source de recettes	2020	2021	2022	2023	2024
Location pylône	65 837	55 544	0	0	0
Formations	0	0		0	0
Prestations informatiques diverses	0	0	0	0	0
Traitement de dossiers de demandes d'agrément techniques en matière informatique	40 000	55 000	38 000	40 000	60 000
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	250 000	1 250 000	1 750 000	1 500 000
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	0	0	0	0	0
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	10 000	17 500	25 000	30 000	20 000
Contrôles techniques des chantiers informatiques	ND	ND	20 000	25 000	15 000
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	0	0	5 000	7 000	5 000
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	0	0	0	0	0
Formation spécialisée sur les métiers du numérique	5 000	10 000	15 000	20 000	10 000
Délivrance d'agrément techniques incubateurs et accélérateurs TIC	5 000	5 000	7 000	10 000	7 000
<b>Total</b>	<b>60 000</b>	<b>337 500</b>	<b>1 360 000</b>	<b>1 882 000</b>	<b>1 617 000</b>

Source : PS/MTDPCE

**Tableau 2.1.27 :** Evolution des réalisations de recettes par nature (en milliers de F CFA)

Source de recettes	2015	2016	2017	2018	2019
Location pylône	0	ND	26 550	43 905	2 474
Formations	0	ND	NA	NA	NA
Prestations informatiques diverses	0	NA	NA	NA	NA
Traitement de dossiers de demandes d'agrément techniques en matière informatique	5 918	0	19 890	55 749	37 535
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	NA	NA	NA	NA
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	NA	NA	NA	0	NA
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	NA	NA	NA	0	0
Contrôles techniques des chantiers informatiques	NA	NA	NA	0	0



Source de recettes	2015	2016	2017	2018	2019
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	NA	NA	NA	0	NA
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	NA	NA	NA	0	0
Formation spécialisée sur les métiers du numérique	NA	NA	NA	0	0
Délivrance d'agrément techniques incubateurs et accélérateurs TIC	NA	NA	NA	0	0
<b>Total</b>	<b>5 918</b>	<b>0</b>	<b>19 890</b>	<b>55 749</b>	<b>37 535</b>

Source de recettes	2020	2021	2022	2023	2024
Location pylône	36 691	63 022	0	0	0
Formations	NA	NA	NA	NA	0
Prestations informatiques diverses	NA	NA	NA	NA	0
Traitement de dossiers de demandes d'agrément techniques en matière informatique	39 040	64 970	46 935	64 770	89 950
Exploitation des infrastructures de communication électronique (PRICAO BF, PBNT, G-Cloud.....)	NA	0	0	208 333	1 126 500
Formations sur la maîtrise des outils bureautiques	NA	NA	NA	NA	0
Délivrance du passeport TIC (P@ssetic)	0	0	0	0	0
Contrôles techniques des chantiers informatiques	ND	ND	ND	ND	0
Traitement des dossiers de demandes du certificat d'interopérabilité des systèmes d'informations	NA	NA	NA	NA	0
Homologation des appareils électroniques importés au Burkina Faso	NA	NA	NA	NA	0
Formation spécialisée sur les métiers du numérique	0	0	0	0	0
Délivrance d'agrément techniques incubateurs et accélérateurs TIC	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>39 040</b>	<b>64 970</b>	<b>46 935</b>	<b>273 103</b>	<b>1 216 450</b>

Source : PS/MTDPCE

**Tableau 2.1.28** : Préviation budgétaire par programme de 2020 à 2024 (Y compris financements extérieurs, en millier de F CFA)

Programme budgétaire	2020	2021	2022	2023	2024
Développement d'infrastructures de communications électroniques	30 463 364	8 234 836	5 250 359	3 682 565	1 060 992
Appui au sous-secteur postal	84 496	582 417	21 784	19 669	1 057 219
Pilotage et soutien	1 000 143	1 120 672	1 338 692	840 139	1 755 272
Transformation et écosystème numériques	512 099	1 363 505	5 273 719	3 274 488	2 902 952
<b>TOTAL</b>	<b>32 060 102</b>	<b>11 301 430</b>	<b>11 884 554</b>	<b>7 816 861</b>	<b>6 776 435</b>

Source : DGF/MTDPCE

**Tableau 2.1.29** : Exécution budgétaire par programme de 2020 à 2024 (hors financements extérieurs, en million de FCFA)

Programme budgétaire	2020		2021		2022		2023		2024	
	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.
Développement d'infrastructures de communications électroniques	4 252	4 088	4 162	3 263	5 277	4 367	3 683	3 194	1 061	685
Appui au sous-secteur postal	84	86	596	584	22	15	20	17	1 057	606
Pilotage et soutien	1 007	867	1 023	1 047	1 249	1 638	840	1 036	1 755	1 399
Transformation et écosystème numériques	523	381	1 390	893	1 381	479	953	766	926	663
<b>TOTAL</b>	<b>5 867</b>	<b>5 423</b>	<b>7 171</b>	<b>5 788</b>	<b>7 928</b>	<b>6 498</b>	<b>5 495</b>	<b>5 013</b>	<b>4 799</b>	<b>3 354</b>

Source : DGF/MTDPCE

## II.2. Evolution des ressources budgétaires des structures rattachées

### II.2.1. Evolution du budget de l'ANPTIC

**Tableau 2.1.30** : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC (en millions de F CFA)

Nature de ressources	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes propres	428	586	732	1 064	783	1 080	959	2 291	2 406	2 924
Subvention Etat	255	968	405	547	1 463	2 362	440	1 129	1 646	842
Financement extérieur	0	7 308	12 208	17 746	9 595	8 099	2 365	4 582	0	0
Autres	0	0	0	0	1 000 <sup>4</sup>	1 000	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>683</b>	<b>8 862</b>	<b>13 345</b>	<b>19 357</b>	<b>12 841</b>	<b>12 542</b>	<b>3 764</b>	<b>8 002</b>	<b>4 052</b>	<b>3 766</b>

Source : DFC/ANPTIC

**Tableau 2.1.31** : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC (en millions de F CFA)

Nature de dépenses	2015		2016		2017		2018		2019	
	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.
Dépenses de personnel	14	13	371	368	361	359	621	494	490	443
Dépenses de fonctionnement	631	589	1 375	1 244	1 097	941	1 511	840	1 436	1 094
Dépenses d'investissement	84	80	7 318	7 250	12 054	12 046	18 023	18 023	13 390	12 398
<b>Total</b>	<b>728</b>	<b>683</b>	<b>9 064</b>	<b>8 862</b>	<b>13 512</b>	<b>13 345</b>	<b>20 155</b>	<b>19 357</b>	<b>15 316</b>	<b>13 935</b>

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024	
	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.	Prév.	Exécu.
Dépenses de personnel	553	491	571	521	616	605	614	555	522	431
Dépenses de fonctionnement	1 157	695	2 418	1 954	3 278	3 077	3 343	1 724	3 207	2 372
Dépenses d'investissement	13 635	11 356	859	474	4 390	4 084	1 994	1 161	1 144	732
<b>Total</b>	<b>15 346</b>	<b>12 542</b>	<b>3 849</b>	<b>2 949</b>	<b>8 284</b>	<b>7 766</b>	<b>5 950</b>	<b>3 440</b>	<b>4 872</b>	<b>3 535</b>

Source : DFC/ANPTIC

<sup>4</sup> Subvention exceptionnelle pour le renforcement de la plateforme du e-conseil des ministres et le câblage des bâtiments administratifs.

## II.2.2. Evolution du budget de LA POSTE BF

**Tableau 2.1.32** : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (en milliers de F CFA)

Nature de ressources	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes propres	21 166	21 183	19 844	21 818	20 817	21 123	26 542	30 143	30 205	33 797
Subvention état	1	0	100	0	100	18	0	0	100	100
Financement extérieur	2	0	24	91	8	8	4	0	250	0
Autres	0	0	0	0	0	0	31	0	0	23
<b>Total</b>	<b>21 169</b>	<b>21 183</b>	<b>19 968</b>	<b>21 908</b>	<b>20 924</b>	<b>21 150</b>	<b>26 577</b>	<b>30 143</b>	<b>30 555</b>	<b>33 920</b>

Source : LA POSTE BF

**Tableau 2.1.33** : Evolution de l'exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE BF (En millions de F CFA)

Nature de dépenses	2015		2016		2017		2018		2019	
	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.
Dépenses de personnel	5 764	5 747	5 161	6 545	6 043	6 671	5 853	7 856	6 523	8 025
Dépenses de fonctionnement	17 627	21 308	18 945	21 316	19 303	19 712	19 259	22 338	20 939	23 379
Dépenses d'investissement	2 870	2 530	2 948	617	2 754	3 892	2 120	845	2 036	272
<b>Total</b>	<b>26 261</b>	<b>29 585</b>	<b>27 054</b>	<b>28 478</b>	<b>28 100</b>	<b>30 275</b>	<b>27 232</b>	<b>31 039</b>	<b>29 498</b>	<b>31 676</b>

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024	
	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.	Prév.	Exéc.
Dépenses de personnel	6 446	8 232	6 716	8 073	6 216	6 337	7 318	7 130	7 795	7 525
Dépenses de fonctionnement	20 470	23 811	15 954	16 719	25 755	29 114	18 698	13 324	22 004	23 633
Dépenses d'investissement	1 882	4 128	5 607	4 576	4 200	2 900	3 627	2 003	4 223	2 453
<b>Total</b>	<b>28 797</b>	<b>36 171</b>	<b>28 276</b>	<b>29 367</b>	<b>36 171</b>	<b>38 352</b>	<b>29 643</b>	<b>22 457</b>	<b>34 023</b>	<b>33 611</b>

Source : LA POSTE BF

Prév. : Préviation

Exéc. : Exécution

## Chapitre 2.2 : Données synoptiques

### Liste des tableaux

Tableau 2.2.01 : Evolution de la population mondiale, de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest de 2015 à 2023 (en millier)	53
Tableau 2.2.02 : Evolution de la population du Burkina Faso par sexe	53
Tableau 2.2.03 : Répartition de la population du Burkina Faso par groupe d'âge, selon le sexe de 2019 à 2024	53
Tableau 2.2.04 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications	55
Tableau 2.2.05 : Evolution du PIB par habitant (en millier de FCFA)	55
Tableau 2.2.06 : Evolution du taux (%) d'alphabétisation des individus (de 15 ans et plus) selon le sexe au Burkina Faso en 2014, 2018 et 2021	56
Tableau 2.2.07 : Evolution du taux brut de scolarisation au primaire par sexe (%)	56
Tableau 2.2.08 : Evolution du taux brut de scolarisation au post-primaire et secondaire par sexe de 2016 à 2024 (%)	56
Tableau 2.2.09 : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique selon le milieu de résidence (en pourcentage)	57
Tableau 2.2.10 : Taux de couverture en électricité par région de 2016 à 2023 (en pourcentage)	57
Tableau 2.2.11 : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique par région (en pourcentage)	58
Tableau 2.2.12 : Taux de déserte en électricité selon le milieu de résidence de 2019 à 2024 (%)	58
Tableau 2.2.13 : Taux d'accès à l'électricité au Burkina Faso et dans les autres pays de l'UEMOA (%)	58
Tableau 2.2.14 : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA	59
Tableau 2.2.15 : Evolution de la proportion des abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)	59
Tableau 2.2.16 : Evolution du nombre d'abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA	60
Tableau 2.2.17 : Evolution des abonnements au haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA pour 100 habitants	60
Tableau 2.2.18 : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA	60
Tableau 2.2.19 : Evolution des abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)	61
Tableau 2.2.20 : Utilisation des technologies au Burkina Faso en 2014, 2018 et 2021 (%)	61
Tableau 2.2.21 : Proportion des ménages ayant accès à internet par région en 2019 (en pourcentage)	61

# I. Données démographiques et socio-économiques

## I.1. Données démographiques

**Tableau 2.2.01** : Evolution de la population mondiale, de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest de 2015 à 2023 (en millier)

Région	2015	2016	2017	2018	2019
Monde	7 470 492	7 558 555	7 645 618	7 729 903	7 811 294
Afrique	1 220 075	1 251 208	1 282 902	1 315 410	1 348 005
Afrique de l'Ouest	367 501	377 347	387 273	397 048	406 680

Région	2020	2021	2022	2023
Monde	7 887 001	7 954 448	8 021 407	8 091 735
Afrique	1 380 821	1 413 753	1 446 884	1 480 771
Afrique de l'Ouest	416 321	426 043	435 937	446 044

Source : Nations Unies, World Population Prospects, 2024

NB : Les données ont été actualisées sur toute la période.

**Tableau 2.2.02** : Evolution de la population du Burkina Faso par sexe

Sexe	2015	2016	2017	2018	2019 (*)
Hommes	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	9 900 847
Femmes	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 604 308
<b>Ensemble</b>	<b>18 450 494</b>	<b>19 034 397</b>	<b>19 632 147</b>	<b>20 244 080</b>	<b>20 505 155</b>

Sexe	2020	2021	2022	2023	2024
Homme	10 055 166	10 369 812	10 688 230	11 009 784	11 333 972
Femme	10 762 870	11 085 832	11 412 644	11 742 531	12 075 043
<b>Ensemble</b>	<b>20 818 036</b>	<b>21 455 644</b>	<b>22 100 874</b>	<b>22 752 315</b>	<b>23 409 015</b>

Source : INSD, RGPH 2006-projections démographiques 2007-2020 ; RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035.

(\*) : Données du RGPH 2019.

**Tableau 2.2.03** : Répartition de la population du Burkina Faso par groupe d'âge, selon le sexe de 2019 à 2024

Groupe d'âge	2019 (*)			2020		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
0-4 ans	1 666 005	1 653 059	<b>3 319 064</b>	1 947 383	1 898 414	<b>3 845 797</b>
5-9 ans	1 650 177	1 629 617	<b>3 279 794</b>	1 627 423	1 615 852	<b>3 243 275</b>
10-14 ans	1 358 657	1 328 748	<b>2 687 405</b>	1 338 627	1 318 030	<b>2 656 657</b>
15-19 ans	1 013 507	1 135 139	<b>2 148 646</b>	1 015 587	1 123 866	<b>2 139 453</b>
20-24 ans	768 875	948 549	<b>1 717 424</b>	771 836	964 423	<b>1 736 259</b>
25-29 ans	667 220	832 648	<b>1 499 868</b>	652 789	818 524	<b>1 471 313</b>
30-34 ans	613 894	708 364	<b>1 322 258</b>	594 835	700 082	<b>1 294 917</b>
35-39 ans	509 169	565 008	<b>1 074 177</b>	496 862	554 324	<b>1 051 186</b>
40-44 ans	407 097	434 405	<b>841 502</b>	401 494	434 487	<b>835 981</b>
45-49 ans	306 729	325 840	<b>632 569</b>	300 008	322 329	<b>622 337</b>
50-54 ans	258 801	283 246	<b>542 047</b>	246 809	271 372	<b>518 181</b>
55-59 ans	195 399	213 018	<b>408 417</b>	194 375	214 361	<b>408 736</b>
60-64 ans	163 678	180 631	<b>344 309</b>	157 927	176 019	<b>333 946</b>
65-69 ans	113 851	117 424	<b>231 275</b>	113 044	119 449	<b>232 493</b>
70-74 ans	92 357	103 898	<b>196 255</b>	86 785	96 268	<b>183 053</b>
75-79 ans	51 523	56 119	<b>107 642</b>	50 511	56 352	<b>106 863</b>
80 ans et plus	63 908	88 595	<b>152 503</b>	58 871	78 718	<b>137 589</b>
<b>Total</b>	<b>9 900 847</b>	<b>10 604 308</b>	<b>20 505 155</b>	<b>10 055 166</b>	<b>10 762 870</b>	<b>20 818 036</b>

Source : INSD, RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035. (\*) : Données du RGPH 2019.



**Tableau 2.2.03 : (suite) Répartition de la population du Burkina Faso par groupe d'âge, selon le sexe de 2019 à 2024**

Groupe d'âge	2021			2022		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
0-4 ans	1 978 036	1 919 984	<b>3 898 020</b>	2 001 783	1 937 057	<b>3 938 840</b>
5-9 ans	1 682 142	1 671 575	<b>3 353 717</b>	1 737 501	1 723 756	<b>3 461 257</b>
10-14 ans	1 398 230	1 374 521	<b>2 772 751</b>	1 456 335	1 433 864	<b>2 890 199</b>
15-19 ans	1 069 555	1 139 934	<b>2 209 489</b>	1 127 583	1 164 880	<b>2 292 463</b>
20-24 ans	810 289	1 012 464	<b>1 822 753</b>	851 147	1 053 506	<b>1 904 653</b>
25-29 ans	651 744	823 464	<b>1 475 208</b>	657 375	835 103	<b>1 492 478</b>
30-34 ans	611 205	738 842	<b>1 350 047</b>	622 111	770 251	<b>1 392 362</b>
35-39 ans	504 868	567 024	<b>1 071 892</b>	514 921	584 581	<b>1 099 502</b>
40-44 ans	423 995	465 976	<b>889 971</b>	443 500	493 949	<b>937 449</b>
45-49 ans	308 819	329 456	<b>638 275</b>	321 162	342 534	<b>663 696</b>
50-54 ans	257 333	286 361	<b>543 694</b>	266 041	297 337	<b>563 378</b>
55-59 ans	195 523	213 468	<b>408 991</b>	199 848	217 938	<b>417 786</b>
60-64 ans	166 263	189 732	<b>355 995</b>	172 157	198 672	<b>370 829</b>
65-69 ans	113 489	118 977	<b>232 466</b>	116 592	123 421	<b>240 013</b>
70-74 ans	90 579	102 431	<b>193 010</b>	92 338	104 842	<b>197 180</b>
75-79 ans	50 630	55 120	<b>105 750</b>	52 346	56 970	<b>109 316</b>
80 ans et plus	57 112	76 503	<b>133 615</b>	55 490	73 983	<b>129 473</b>
<b>Total</b>	<b>10 369 812</b>	<b>11 085 832</b>	<b>21 455 644</b>	<b>10 688 230</b>	<b>11 412 644</b>	<b>22 100 874</b>

Groupe d'âge	2023			2024		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
0-4 ans	2 018 581	1 949 628	<b>3 968 209</b>	2 030 481	1 959 287	<b>3 989 768</b>
5-9 ans	1 796 235	1 775 253	<b>3 571 488</b>	1 853 677	1 822 771	<b>3 676 448</b>
10-14 ans	1 507 113	1 488 839	<b>2 995 952</b>	1 556 403	1 543 506	<b>3 099 909</b>
15-19 ans	1 193 444	1 206 564	<b>2 400 008</b>	1 259 302	1 255 716	<b>2 515 018</b>
20-24 ans	889 885	1 077 869	<b>1 967 754</b>	930 881	1 092 319	<b>2 023 200</b>
25-29 ans	675 333	862 982	<b>1 538 315</b>	701 281	902 411	<b>1 603 692</b>
30-34 ans	622 659	786 137	<b>1 408 796</b>	620 660	795 456	<b>1 416 116</b>
35-39 ans	532 001	614 060	<b>1 146 061</b>	550 862	649 478	<b>1 200 340</b>
40-44 ans	455 596	512 526	<b>968 122</b>	464 531	526 586	<b>991 117</b>
45-49 ans	339 871	365 669	<b>705 540</b>	361 394	393 590	<b>754 984</b>
50-54 ans	270 790	301 626	<b>572 416</b>	275 680	305 248	<b>580 928</b>
55-59 ans	209 885	230 925	<b>440 810</b>	220 333	245 174	<b>465 507</b>
60-64 ans	173 412	199 842	<b>373 254</b>	174 406	199 612	<b>374 018</b>
65-69 ans	123 722	134 572	<b>258 294</b>	131 109	146 836	<b>277 945</b>
70-74 ans	91 515	102 735	<b>194 250</b>	90 982	100 797	<b>191 779</b>
75-79 ans	55 840	62 150	<b>117 990</b>	59 369	67 539	<b>126 908</b>
80 ans et plus	53 902	71 154	<b>125 056</b>	52 621	68 717	<b>121 338</b>
<b>Total</b>	<b>11 009 784</b>	<b>11 742 531</b>	<b>22 752 315</b>	<b>11 333 972</b>	<b>12 075 043</b>	<b>23 409 015</b>

Source : INSD, RGPH 2019-projections démographiques 2020-2035.

## I.2. Données économiques

**Tableau 2.2.04** : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019
Valeur ajoutée des Postes et télécommunications prix courant (en millions de F CFA)	198 104	211 019	223 057	233 032	236 008
Contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) en %	2,8	2,8	2,8	2,5	2,6

Indicateur	2020	2021	2022	2023	2024
Valeur ajoutée des Postes et télécommunications prix courant (en millions de F CFA)	248 740	260 484	259 730	275 843	279 001
Contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) en %	2,4	2,4	2,0	2,2	2,0

*Source* : DGEP/IAP, Décembre 2024.

**Tableau 2.2.05** : Evolution du PIB par habitant (en millier de FCFA)

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019
PIB (en milliard de FCFA)	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 826,1	9 393,8
PIB/Habitant (en millier de FCFA)	379,1	399,6	417,2	436,0	462,3

Indicateur	2020	2021	2022	2023	2024
PIB (en milliard de FCFA)	10 202,3	10 922,9	11 876,3	12 490,2	13 692,6
PIB/Habitant* (en millier de FCFA)	495,8	510,1	531,8	546,1	585,2

*Source* : DGEP et DGESS/MTDPCE à partir des données de l'INSD

\*Les données de 2020 à 2024 ont été estimées sur la base des projections 2020-2035 de la population.

### I.3. Données éducatives

**Tableau 2.2.06** : Evolution du taux (%) d'alphabétisation des individus (de 15 ans et plus) selon le sexe au Burkina Faso en 2014, 2018 et 2021

Sexe	2014	2018	2021
Homme	44,3	49,2	51,4
Femme	26,1	31,0	34,4
<b>Ensemble</b>	<b>34,5</b>	<b>39,3</b>	<b>42,0</b>

Source : INSD, EMC 2014, EHCVM 2018 et 2021

NB : La méthodologie de calcul de l'indicateur diffère d'une enquête à l'autre.

**Tableau 2.2.07** : Evolution du taux brut de scolarisation au primaire par sexe (%)

Sexe	2014/ 2015	2015/ 2016	2016/ 2017	2017/ 2018	2018/ 2019	2019/ 2020	2020/ 2021	2021/ 2022	2022/ 2023	2023/ 2024
Garçons	83,6	85,9	88,1	90,6	88,4	85,8	84,9	85,2	73,0	76,6
Filles	83,9	86,4	89,0	90,9	89,2	87,5	87,3	86,4	75,8	80,0
<b>Ensemble</b>	<b>83,7</b>	<b>86,1</b>	<b>88,5</b>	<b>90,7</b>	<b>88,8</b>	<b>86,6</b>	<b>86,1</b>	<b>85,8</b>	<b>74,4</b>	<b>78,2</b>

Source : DGESS/MEBAPLN, Annuaire statistique du primaire 2023-2024

**Tableau 2.2.08** : Evolution du taux brut de scolarisation au post-primaire et secondaire par sexe de 2016 à 2024 (%)

Niveau	2016/2017			2017/2018			2018/2019			2019/2020		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Post-primaire	47,7	50,5	49,0	49,6	54,6	52,0	47,1	54,1	50,5	45,3	53,6	49,3
Secondaire	19,4	13,1	16,2	20,6	14,5	17,6	24,2	19,0	21,6	24,0	19,8	21,9
<b>Ensemble</b>	<b>36,7</b>	<b>35,6</b>	<b>36,2</b>	<b>44,6</b>	<b>45,2</b>	<b>44,9</b>	<b>38,1</b>	<b>40,0</b>	<b>39,0</b>	<b>36,9</b>	<b>39,9</b>	<b>38,3</b>

Niveau	2020/2021			2021/2022			2022/2023			2023/2024		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
Post-primaire	42,5	52,5	47,3	41,8	48,5	45,2	37,2	44,6	40,9	36,2	45,0	40,6
Secondaire	23,4	21,2	22,3	23,3	20	21,6	21,6	19,9	20,7	19,2	18,9	19,0
<b>Ensemble</b>	<b>34,9</b>	<b>39,8</b>	<b>37,3</b>	<b>34,5</b>	<b>37,0</b>	<b>35,8</b>	<b>31,0</b>	<b>34,6</b>	<b>32,9</b>	<b>29,4</b>	<b>34,4</b>	<b>32,0</b>

Source : DGESS/MEBAPLN, Annuaire statistique de l'enseignement post-primaire et secondaire 2023-2024

G = Garçon ; F= Fille ; T= Total

## II. Ressources énergétiques

### II.1. Ressources énergétiques nationales

**Tableau 2.2.09** : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique selon le milieu de résidence (en pourcentage)

Milieu de résidence	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021*	2022	2023	2024
Taux d'électrification urbain	59,9	66,5	65,8	68,6	65,9	74,5	80,1	85,1	87,0	87,8
Taux d'électrification rural	3,1	3,2	3,3	3,2	5,9	4,5	5,2	5,9	7,7	10,2
<b>Taux d'électrification national</b>	<b>18,8</b>	<b>20,1</b>	<b>20,6</b>	<b>21,3</b>	<b>24,7</b>	<b>26,4</b>	<b>28,6</b>	<b>30,7</b>	<b>31,9</b>	<b>34,2</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

(\*) La série des données à partir de 2019 a été corrigée pour prendre en compte les données des installations du secteur privé.

**Tableau 2.2.10** : Taux de couverture en électricité par région de 2016 à 2023 (en pourcentage)

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	19,1	19,9	28,2	39,8	41,2	42,4	43,6	43,8	45,1
Cascades	40,1	38,9	38,8	40,4	41,8	43,0	44,2	44,5	45,7
Centre	91,6	88,8	95,2	82,7	85,5	88,1	90,4	91,0	93,6
Centre-Est	40,7	39,5	38,4	44,9	46,4	47,8	49,1	49,4	50,8
Centre-Nord	13,7	16,1	22,8	32,2	33,3	34,3	35,2	35,4	36,4
Centre-Ouest	29,7	29,6	50,8	49,4	51,0	52,6	54,0	54,3	55,9
Centre-Sud	21,0	20,4	13,7	31,8	32,9	33,9	34,8	35,0	36,0
Est	22,6	23,3	16,5	20,1	20,8	21,5	22,0	22,2	22,8
Hauts-Bassins	55,4	55,8	56,6	67,2	69,5	71,6	73,5	74,0	76,1
Nord	29,5	29,4	28,2	39,6	41,0	42,2	43,3	43,6	44,9
Plateau Central	12,6	12,3	19,7	30,2	31,2	32,1	33,0	33,2	34,1
Sahel	14,2	20,8	18,6	24,0	24,8	25,6	26,3	26,4	27,2
Sud-Ouest	17,5	17,0	17,6	26,6	27,5	28,4	29,1	29,3	30,1
<b>Taux National</b>	<b>35,9</b>	<b>36,1</b>	<b>38,6</b>	<b>47,3</b>	<b>48,8</b>	<b>50,3</b>	<b>51,6</b>	<b>51,9</b>	<b>53,3</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

(\*) La série des données à partir de 2019 a été corrigée pour prendre en compte les données des installations du secteur privé.

**Tableau 2.2.11** : Taux d'électrification des ménages raccordés au réseau électrique par région (en pourcentage)

Région	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	7,5	8,8	9,9	10,6	15,7	16,9	18,3	19,7	20,4	21,9
Cascades	15,5	16,0	17,2	18,1	22,5	24,3	26,3	28,2	29,3	31,4
Centre	55,7	56,8	57,9	58,4	51,2	55,2	59,8	64,1	66,6	71,4
Centre-Est	11,1	7,5	12,5	13,8	19,8	21,4	23,2	24,9	25,8	27,7
Centre-Nord	7,1	7,9	8,1	8,6	10,9	11,7	12,7	13,6	14,1	15,2
Centre-Ouest	23,1	24,6	25,6	26,4	22,2	24,0	26,0	27,9	28,9	31,0
Centre-Sud	4,9	5,3	5,2	5,8	12,2	13,2	14,3	15,3	15,9	17,0
Est	6,4	6,6	7,5	7,8	8,1	8,8	9,5	10,2	10,6	11,3
Hauts-Bassins	30,8	31,3	33,4	35,5	35,4	38,2	41,3	44,3	46,0	49,4
Nord	12,3	12,4	13,3	13,8	18,9	20,4	22,1	23,7	24,6	26,4
Plateau Central	8,2	8,2	7,8	7,7	12,7	13,7	14,9	15,9	16,5	17,7
Sahel	4,6	4,8	5,7	5,8	6,9	7,4	8,0	8,6	8,9	9,6
Sud-Ouest	7,5	9,3	10,0	10,4	13,3	14,4	15,6	16,7	17,3	18,6
<b>Ensemble</b>	<b>19,0</b>	<b>19,4</b>	<b>20,6</b>	<b>21,4</b>	<b>24,7</b>	<b>26,4</b>	<b>28,6</b>	<b>30,7</b>	<b>31,9</b>	<b>34,2</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

(\*) La série des données à partir de 2019 a été corrigée pour prendre en compte les données des installations du secteur privé.

**Tableau 2.2.12** : Taux de déserte en électricité selon le milieu de résidence de 2019 à 2024 (%)

Milieu de résidence	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Urbain	67,3	77,2	82,9	88,1	88,6	90,5
Rural	22,3	16,1	17,0	18,3	23,7	28,9
<b>National</b>	<b>46,1</b>	<b>48,7</b>	<b>51,2</b>	<b>53,5</b>	<b>55,2</b>	<b>58,3</b>

Source : DGESS/Ministère en charge de l'énergie

## II.2. Ressources énergétiques du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

**Tableau 2.2.13** : Taux d'accès à l'électricité au Burkina Faso et dans les autres pays de l'UEMOA (%)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	18,8	20,1	20,6	21,3	21,2	22,0	23,0	24,9	26,3
Bénin	27,7	32,4	32,8	32,2	35,7	36,5	37,7	38,7	40,1
Côte d'Ivoire	62,8	65,7	69,9	74,5	79,9	85,5	85,5	85,5	85,5
Guinée Bissau	18,7	19,0	21,1	38,1	46,0	37,1	44,9	46,0	59,7
Mali	35,5	40,2	42,6	47,9	50,4	52,1	55,0	57,4	62,0
Niger	11,1	11,9	12,2	13,1	13,9	15,7	18,1	19,9	22,5
Sénégal	52,5	54,3	64,0	63,2	76,0	76,1	78,9	81,5	83,9
Togo	33,1	35,6	38,6	45,6	45,6	50,7	57,8	63,7	63,7

Source : UEMOA, Système d'information énergétique, novembre 2025

### III. Technologies

**Tableau 2.2.14** : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2015	2016	2017	2018	2019
Burkina Faso	75 075	75 727	76 000	76 760	75 291
Bénin	194 666	124 883	56 787	48 508	35 917
Côte d'Ivoire	277 248	289 108	305 562	302 398	271 724
Guinée-Bissau	ND	ND	ND	ND	ND
Mali	169 006	200 812	214 893	228 097	242 241
Niger	110 000	160 848	114 352	ND	ND
Sénégal	300 219	285 933	290 636	302 243	207 592
Togo	52 690	33 817	36 111	37 691	43 605

Pays	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	75 039	81 374	72 661	ND
Bénin	32 386	11 493	1 526	1 427
Côte d'Ivoire	263 786	265 383	263 308	244 387
Guinée-Bissau	ND	ND	ND	ND
Mali	281 638	301 055	306 900	ND
Niger	ND	ND	ND	171 514
Sénégal	228 774	261 440	297 046	399 041
Togo	46 499	54 469	65 613	66 516

Source : The World Bank, World development indicators, janvier 2025

**Tableau 2.2. 15** : Evolution de la proportion des abonnements à la téléphonie fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	0,40	0,39	0,38	0,38	0,36	0,35	0,37	0,32	ND
Bénin	1,71	1,07	0,47	0,39	0,28	0,25	0,09	0,01	0,01
Côte d'Ivoire	1,10	1,11	1,14	1,10	0,96	0,91	0,90	0,87	0,78
Guinée-Bissau	0,00	0,00	0,00	0,00	ND	ND.	ND.	0,00	ND
Mali	0,91	1,05	1,08	1,12	1,15	1,30	1,34	1,33	ND
Niger	0,55	0,78	0,53	ND	0,25	0,25	0,24	0,25	ND
Sénégal	2,06	1,90	1,88	1,90	1,27	1,36	1,52	1,68	2,21
Togo	0,69	0,43	0,45	0,46	0,52	0,54	0,61	0,72	0,72

Source : The World Bank, World development indicators, janvier 2025

**Tableau 2.2.16** : Evolution du nombre d'abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	9 354	12 384	12 361	13 818	12 015	13 979	16 291	15 060	ND
Bénin	73 263	22 298	28 615	27 034	25 435	29 981	20 679	21 062	24 113
Côte d'Ivoire	109 707	136 380	142 825	175 918	216 723	261 370	335 041	380 482	424 902
Guinée-Bissau	1 051	886	853	1 204	1 227	2 383	3 303	4 615	6 685
Mali	3 499	21 444	15 400	120 934	142 522	243 806	145 154	178 633	ND
Niger	27 188	7 707	8 650	ND	11 000	12 000	ND	ND	28 153
Sénégal	100 611	98 353	111 795	129 820	152 047	177 363	208 314	247 760	356 839
Togo	66 072	48 763	50 550	26 156	31 899	52 706	66 528	94 282	114 272

*Source* : The World Bank, World development indicators, janvier 2025

**Tableau 2.2.17** : Evolution des abonnements au haut débit sur ligne fixe du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA pour 100 habitants

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	0,05	0,06	0,06	0,07	0,06	0,07	0,07	0,07	ND
Benin	0,64	0,19	0,24	0,22	0,20	0,23	0,15	0,15	0,17
Cote d'Ivoire	0,43	0,52	0,53	0,64	0,77	0,90	1,13	1,25	1,36
Guinée-Bissau	0,06	0,05	0,05	0,06	0,06	0,12	0,16	0,22	0,31
Mali	0,02	0,11	0,08	0,59	0,68	1,12	0,65	0,77	ND
Niger	0,14	0,04	0,04	..	0,05	0,05	ND	ND	0,11
Sénégal	0,69	0,65	0,72	0,82	0,93	1,06	1,21	1,40	1,97
Togo	0,86	0,62	0,63	0,32	0,38	0,61	0,75	1,04	1,23

*Source* : The World Bank, World development indicator, janvier 2025

**Tableau 2.2.18** : Evolution du nombre d'abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA

Pays	2015	2016	2017	2018	2019
Burkina Faso	14 446 900	15 404 000	17 946 400	19 339 100	20 364 500
Bénin	9 317 960	8 892 490	8 773 040	9 461 870	10 349 800
Côte d'Ivoire	25 407 600	27 451 300	31 747 200	33 807 900	37 376 600
Guinée-Bissau	1 238 490	1 285 840	1 434 820	1 480 490	1 590 380
Mali	22 698 900	20 217 700	22 034 100	21 955 600	22 925 500
Niger	8 959 000	7 471 800	8 778 880	ND	12 119 000
Sénégal	14 959 500	15 186 500	15 758 400	16 559 900	17 880 600
Togo	4 855 210	5 505 420	6 069 910	6 144 510	6 239 180

Pays	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	22 117 200	24 678 300	26 889 900	ND
Bénin	11 140 900	12 731 800	14 550 000	16 373 900
Côte d'Ivoire	40 095 200	44 561 500	49 006 400	53 601 500
Guinée-Bissau	1 913 860	2 236 510	2 651 590	2 758 650
Mali	25 315 600	24 334 900	25 869 000	ND
Niger	14 239 000	15 070 400	16 042 000	17 196 200
Sénégal	19 078 900	19 860 000	20 854 800	22 400 200
Togo	6 516 510	6 254 790	6 564 130	7 051 820

*Source* : The World Bank, World development indicators, septembre 2024



**Tableau 2.2.19:** Evolution des abonnements à la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA (pour 100 habitants)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Burkina Faso	76,9	79,7	90,2	94,6	97,1	103,0	112,2	119,5	ND
Benin	82,0	76,0	72,9	76,4	81,3	85,2	94,9	105,7	116,0
Cote d'Ivoire	100,6	105,6	118,8	123,1	132,6	138,7	150,3	161,2	172,0
Guinée-Bissau	69,3	70,2	76,4	77,0	80,8	95,1	108,6	125,9	128,1
Mali	122,1	105,3	111,2	107,4	108,8	116,6	108,7	112,1	ND
Niger	44,9	36,1	41,0	ND	52,8	60,0	61,5	63,4	65,7
Sénégal	102,5	101,0	101,8	104,1	109,3	113,6	115,3	118,2	123,9
<b>Togo</b>	<b>63,4</b>	<b>70,1</b>	<b>75,3</b>	<b>74,4</b>	<b>73,7</b>	<b>75,2</b>	<b>70,4</b>	<b>72,2</b>	<b>75,8</b>

Source : The World Bank, World development indicators, janvier 2025

**Tableau 2.2.20:** Utilisation des technologies au Burkina Faso en 2014, 2018 et 2021 (%)

Indicateur	2014	2018	2021
Proportion des ménages disposant d'un ordinateur	ND	6,3	ND
Proportion d'individus utilisant un ordinateur	4,8	ND	ND
Proportion des ménages disposant d'un accès internet à domicile	ND	3,4	1,4*
Proportion d'individus utilisant internet	5,9	ND	17,7
Proportion des ménages possédant un téléphone cellulaire	ND	85	ND
Proportion d'individus possédant un téléphone portable/mobile	64,3	ND	ND

Source : INSD, Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014 et 2018 ; Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) 2021

\*La baisse constatée en 2021 pourrait s'expliquer par une différence de méthodes d'estimation

**Tableau 2.2.21:** Proportion des ménages ayant accès à internet par région en 2019 (en pourcentage)

Région	2019
Boucle du Mouhoun	7,1
Cascades	11,7
Centre	28,6
Centre-Est	7,9
Centre-Nord	5,9
Centre-Ouest	11,0
Centre-Sud	7,1
Est	6,5
Hauts-Bassins	17,8
Nord	8,3
Plateau Central	9,8
Sahel	5,3
Sud-Ouest	8,6
<b>Ensemble</b>	<b>13,0</b>

Source : INSD, RGPH 2019

## Chapitre 2.3 : Communications Electroniques

### Liste des tableaux

Tableau 2.3.01 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service par région	63
Tableau 2.3.02 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes (filaire et sans fil) actives de 2016 à 2024	63
Tableau 2.3.03 : Evolution du nombre de commutateurs téléphoniques publics y compris les unités de raccordement	64
Tableau 2.3.04 : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux de ONATEL SA par région (en nombre d'abonnés)	64
Tableau 2.3.05 : Evolution du parc d'abonnements postpayés des réseaux mobiles	65
Tableau 2.3.06 : Evolution du parc d'abonnements actifs prépayés des réseaux mobiles	65
Tableau 2.3.07 : Evolution du parc total des abonnements par réseau mobile	65
Tableau 2.3.08 : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à la téléphonie mobile (en pourcentage)	65
Tableau 2.3.09 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 2G (%) de 2018 à 2024	66
Tableau 2.3.10 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 3G (%) de 2018 à 2024	66
Tableau 2.3.11 : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 4G (%) de 2019 à 2024	66
Tableau 2.3.12 : Synthèse de l'évolution des abonnements à la téléphonie fixe et mobile de 2016 à 2024	66
Tableau 2.3.13 : Evolution du parc total des abonnements à Internet mobile par réseau de 2016 à 2024	67
Tableau 2.3.14 : Evolution du parc des abonnements actifs à l'Internet fixe et mobile	67
Tableau 2.3.15 : Evolution du parc des abonnements à l'Internet haut débit de 2021 à 2024	67
Tableau 2.3.16 : Evolution du trafic Internet en Go sur les réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2024	68
Tableau 2.3.17 : Evolution du trafic Internet mobile moyen par abonnement par mois en Go de 2020 à 2024	68
Tableau 2.3.18 : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à l'Internet (en pourcentage)	68
Tableau 2.3.19 : Evolution du taux de pénétration à l'Internet mobile par opérateur (%) de 2016 à 2024	68
Tableau 2.3.20 : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde) de 2016 à 2023	68
Tableau 2.3.21 : Evolution de la capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde)	68

## I. Réseaux de téléphonie fixe et mobile

**Tableau 2.3.01** : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service par région

Région	2015	2016	2017	2018	2019
Boucle du Mouhoun	1 621	1 602	1 598	1 615	1 398
Cascades	3 922	3 907	3 892	3 901	3 893
Centre	85 309	85 330	85 672	85 808	85 476
Centre-Est	2 755	2 726	2 725	2 738	2 732
Centre-Nord	2 126	2 112	2 119	2 131	2 127
Centre-Ouest	2 560	2 553	2 580	2 586	2 794
Centre-Sud	725	703	703	696	683
Est	1 865	1 842	1 836	1 844	1 837
Hauts-Bassins	26 956	27 074	27 046	27 036	26 944
Nord	2 399	2 379	2 367	2 367	2 335
Plateau Central	251	242	238	241	96
Sahel	915	917	920	922	921
Sud-Ouest	1 543	1 522	1 514	1 530	1 541
<b>Ensemble</b>	<b>132 947</b>	<b>132 909</b>	<b>133 210</b>	<b>133 415</b>	<b>132 777</b>

Région	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	1 614	1 674	1 674	1 650	1 308
Cascades	5 831	1 557	1 557	1 554	1 472
Centre	84 553	29 911	29 911	26 682	23 226
Centre-Est	2 631	2 660	2 660	2 738	2 464
Centre-Nord	2 068	2 097	2 097	2 116	1 902
Centre-Ouest	2 509	1 782	1 782	2 353	2 289
Centre-Sud	623	627	627	612	511
Est	1 705	1 729	1 729	1 685	1 396
Hauts-Bassins	24 808	9 362	9 362	8 659	7 885
Nord	2 273	2 297	2 297	2 328	2 020
Plateau Central	93	224	224	219	159
Sahel	917	760	760	933	900
Sud-Ouest	1 529	1 540	1 540	1 579	1 557
<b>Ensemble</b>	<b>131 154</b>	<b>56 220</b>	<b>56 220</b>	<b>55 128</b>	<b>47 089</b>

Source : ONATEL SA

**Tableau 2.3.02** : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes (filaire et sans fil) actives de 2016 à 2024

Opérateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ORANGE BF SA	741	1 895	3 400	4 736	3 681	5 740	6 739	6 965	6 002
ONATEL SA	75 727	76 000	76 760	75 291	75 039	75 634	75 734	74 753	68 900
<b>Ensemble</b>	<b>76 468</b>	<b>77 895</b>	<b>80 160</b>	<b>80 027</b>	<b>78 720</b>	<b>81 374</b>	<b>82 473</b>	<b>81 718</b>	<b>74 902</b>

Source : ARCEP

**Tableau 2.3.03** : Evolution du nombre de commutateurs téléphoniques publics y compris les unités de raccordement

Région	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	6	6	6	6	5	6	6	6	6	5
Cascades	2	2	2	2	2	3	2	2	2	2
Centre	22	67	68	69	132	131	133	133	130	130
Centre-Est	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre-Nord	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre-Ouest	4	4	4	4	5	4	3	3	3	4
Centre-Sud	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Est	5	5	5	5	5	5	5	5	4	4
Hauts-Bassins	8	8	8	8	8	7	8	8	7	7
Nord	5	5	5	5	5	5	5	5	4	4
Plateau Central	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Sahel	4	4	4	4	4	4	3	3	3	3
Sud-Ouest	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
<b>Ensemble</b>	<b>76</b>	<b>121</b>	<b>122</b>	<b>123</b>	<b>186</b>	<b>185</b>	<b>185</b>	<b>185</b>	<b>179</b>	<b>179</b>

Source : ONATEL SA

**Tableau 2.3.04** : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux de ONATEL SA par région (en nombre d'abonnés)

Région	2015	2016	2017	2018	2019
Boucle du Mouhoun	4 840	4 840	4 840	4 840	4 552
Cascades	10 771	10 771	10 771	10 771	10 771
Centre	135 518	176 574	177 022	176 126	205 944
Centre-Est	4 412	4 412	4 412	4 412	4 412
Centre-Nord	3 654	3 654	3 654	3 654	3 654
Centre-Ouest	4 326	4 326	4 326	4 326	4 614
Centre-Sud	1 749	1 749	1 749	1 749	1 749
Est	4 107	4 107	4 107	4 107	4 107
Hauts-Bassins	49 843	49 843	49 843	49 843	49 843
Nord	5 159	5 159	5 159	5 159	5 159
Plateau Central	672	672	672	672	672
Sahel	3 720	3 720	3 720	3 720	3 720
Sud-Ouest	2 390	2 390	2 390	2 390	2 390
<b>Ensemble</b>	<b>231 161</b>	<b>272 217</b>	<b>272 665</b>	<b>271 769</b>	<b>301 587</b>

Région	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	4 840	4 840	4 840	4 840	4 552
Cascades	14 650	2 580	2 580	2 580	2 580
Centre	206 912	117 371	117 371	136 363	137 309
Centre-Est	4 412	4 412	4 412	4 412	4 412
Centre-Nord	3 654	3 654	3 654	3 654	3 654
Centre-Ouest	4 326	2 648	2 648	4 326	4 614
Centre-Sud	1 749	1 749	1 749	1 878	1 878
Est	4 107	4 107	4 107	3 916	3 916
Hauts-Bassins	45 964	17 079	17 079	17 079	17 063
Nord	5 159	5 159	5 159	5 096	5 096
Plateau Central	672	3 832	3 832	3 832	3 832
Sahel	3 720	1 672	1 672	3 720	3 720
Sud-Ouest	2 390	2 390	2 390	2 390	2 390
<b>Ensemble</b>	<b>302 555</b>	<b>171 493</b>	<b>171 493</b>	<b>194 086</b>	<b>195 016</b>

Source : ONATEL SA

**Tableau 2.3.05** : Evolution du parc d'abonnements postpayés des réseaux mobiles

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019
ONATEL SA	7 861	8 970	10 271	13 130	16 869
ORANGE BF SA	4 330	5 259	5 103	5 680	6 830
TELECEL FASO SA	355	374	354	369	330
<b>Ensemble</b>	<b>12 546</b>	<b>14 603</b>	<b>15 728</b>	<b>19 179</b>	<b>24 029</b>

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	18 992	26 158	27 711	29 846	37 022
ORANGE BF SA	5 387	3 582	3 764	2 580	2 485
TELECEL FASO SA	330	334	288	292	275
<b>Ensemble</b>	<b>24 709</b>	<b>30 074</b>	<b>31 763</b>	<b>32 718</b>	<b>39 782</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.06** : Evolution du parc d'abonnements actifs prépayés des réseaux mobiles

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019
ONATEL SA	6 751 961	7 007 692	7 185 683	7 621 308	8 529 479
ORANGE BF SA	5 456 175	5 882 488	7 448 198	8 576 516	8 863 454
TELECEL- FASO	2 494 356	2 499 257	3 311 492	3 122 106	2 947 546
<b>Ensemble</b>	<b>14 702 492</b>	<b>15 389 437</b>	<b>17 945 373</b>	<b>19 319 930</b>	<b>20 340 479</b>

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	9 368 867	10 430 512	11 020 247	11 533 170	11 986 384
ORANGE BF SA	9 588 454	10 925 045	11 531 767	12 279 293	12 697 338
TELECEL- FASO	3 135 188	3 322 758	3 075 659	2 902 283	2 795 468
<b>Ensemble</b>	<b>22 092 509</b>	<b>24 678 315</b>	<b>25 627 673</b>	<b>26 714 746</b>	<b>27 479 190</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.07** : Evolution du parc total des abonnements par réseau mobile

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019
ONATEL SA	6 759 822	7 016 662	7 195 954	7 634 438	8 546 348
ORANGE BF SA	5 461 110	5 887 747	7 453 301	8 582 196	8 870 284
TELECEL- FASO	2 494 711	2 499 631	3 311 846	3 122 475	2 947 876
<b>Ensemble</b>	<b>14 715 643</b>	<b>15 404 040</b>	<b>17 961 101</b>	<b>19 339 109</b>	<b>20 364 508</b>

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	9 387 859	10 456 670	11 047 958	11 563 016	12 023 406
ORANGE BF SA	9 593 841	10 928 627	11 535 531	12 281 873	12 699 823
TELECEL- FASO	3 135 518	3 323 092	3 075 947	2 902 575	2 795 743
<b>Ensemble</b>	<b>22 117 218</b>	<b>24 708 389</b>	<b>25 659 436</b>	<b>26 747 464</b>	<b>27 518 972</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.08** : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à la téléphonie mobile (en pourcentage)

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	36,6	36,9	36,7	37,7	41,0	43,6	47,2	49,8	50,6	51,4
ORANGE BF SA	29,6	30,9	38,0	42,4	42,5	44,6	49,3	52,0	53,8	54,0
TELECEL- FASO	13,5	13,1	16,9	15,4	14,1	14,6	15,0	13,9	12,7	11,9
<b>Ensemble</b>	<b>79,8</b>	<b>80,9</b>	<b>91,5</b>	<b>95,5</b>	<b>97,6</b>	<b>102,8</b>	<b>111,5</b>	<b>115,7</b>	<b>117,1</b>	<b>117,3</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.09** : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 2G (%) de 2018 à 2024

Type de couverture	2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT
ONATEL SA	87,1	73,0	84,5	70,2	87,1	81,0	87,5	73,6	85,5	74,1	85,5	74,0	86,0	74,0
ORANGE BF SA	81,6	62,4	82,9	66,4	84,6	69,1	85,0	70,0	84,9	72,0	84,9	72,3	85,0	72,0
TELECEL-FASO	73,1	62,0	77,8	60,0	77,8	60,2	77,7	60,1	72,2	58,3	76,5	58,7	72,0	58,0
<b>National</b>	<b>92,5</b>	<b>80,3</b>	<b>91,4</b>	<b>79,8</b>	<b>92,4</b>	<b>81,0</b>	<b>92,6</b>	<b>81,2</b>	<b>92,9</b>	<b>84,0</b>	<b>93,1</b>	<b>84,1</b>	<b>93,0</b>	<b>84,0</b>

Source : ARCEP, Rapport d'activités

NB : CP= Couverture de la population ; CT= Couverture du territoire

**Tableau 2.3.10** : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 3G (%) de 2018 à 2024

Type de couverture	2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT
ONATEL SA	43,0	19,3	44,1	19,9	47,3	23,5	44,8	23,6	51,0	34,7	64,8	49,4	62,5	46,0
ORANGE BF SA	41,5	17,0	45,3	20,5	41,1	20,3	45,2	24,2	77,4	62,4	77,9	62,8	78,3	63,4
TELECEL-FASO	32,1	4,1	ND	4,7	28,5	5,7	29,8	8,7	16,9	6,6	17,6	7,0	33,6	13,1
<b>National</b>	<b>48,4</b>	<b>23,7</b>	<b>50,5</b>	<b>25,8</b>	<b>50,4</b>	<b>28,3</b>	<b>53,2</b>	<b>31,7</b>	<b>78,9</b>	<b>64,3</b>	<b>79,6</b>	<b>65,5</b>	<b>80,3</b>	<b>66,3</b>

Source : ARCEP, Rapport d'activités

NB : CP= Couverture de la population ; CT= Couverture du territoire

**Tableau 2.3.11** : Evolution du taux de couverture du territoire et de la population en réseau mobile 4G (%) de 2019 à 2024

Type de couverture	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT	CP	CT
ONATEL SA	27,3	7,6	28,1	8,3	28,8	8,6	40,9	24,9	49,0	32,7	54,7	37,6
ORANGE BF SA	25,2	4,4	29,3	8,3	34,0	12,5	55,5	37,7	60,1	42,4	62,3	45,0
TELECEL-FASO	NA	NA	12,8	2,0	18,9	3,9	15,1	5,2	15,7	5,6	11,3	3,5
<b>National</b>	<b>34,4</b>	<b>11,4</b>	<b>33,1</b>	<b>11,9</b>	<b>36,6</b>	<b>14,4</b>	<b>59,2</b>	<b>41,5</b>	<b>63,3</b>	<b>46,5</b>	<b>66,8</b>	<b>50,3</b>

Source : ARCEP, Rapport d'activités

NB : CP= Couverture de la population ; CT= Couverture du territoire

**Tableau 2.3.12** : Synthèse de l'évolution des abonnements à la téléphonie fixe et mobile de 2016 à 2024

Opérateur	2016	2017	2018	2019	2020
FIXE	76 468	77 895	80 160	80 027	78 720
MOBILE	15 404 040	17 961 101	19 339 109	20 364 508	22 117 218
Ensemble	15 480 508	18 038 996	19 419 269	20 444 535	22 195 938
<b>Densité téléphonique fixe et mobile (%)</b>	<b>81,3</b>	<b>91,9</b>	<b>95,9</b>	<b>99,7</b>	<b>106,6</b>

Opérateur	2021	2022	2023	2024
FIXE	81 374	82 473	81 718	74 902
MOBILE	24 708 389	25 659 436	26 747 464	27 518 972
Ensemble	24 789 763	25 741 909	26 829 182	27 593 874
<b>Densité téléphonique fixe et mobile (%)</b>	<b>115,5</b>	<b>116,5</b>	<b>117,9</b>	<b>117,9</b>

Source : ARCEP, Observatoire et Rapport d'activités

## II. Internet

**Tableau 2.3.13** : Evolution du parc total des abonnements à Internet mobile par réseau de 2016 à 2024

Opérateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	1 769 689	2 281 972	2 395 796	2 819 917	4 482 709	5 667 469	6 465 731	7 139 011	7 590 091
ORANGE BF SA	1 873 170	2 803 436	3 050 468	3 143 532	5 585 342	6 846 216	8 057 840	9 310 340	9 816 301
TELECEL FASO SA	18 759	446 001	461 536	477 729	835 658	947 063	1 786 627	1 727 938	1 822 044
<b>Ensemble</b>	<b>3 661 618</b>	<b>5 531 409</b>	<b>5 907 800</b>	<b>6 441 178</b>	<b>10 903 709</b>	<b>13 460 748</b>	<b>16 310 198</b>	<b>18 177 289</b>	<b>19 228 436</b>
<b>Proportion du parc du mobile connecté à Internet (en %)</b>	<b>23,8</b>	<b>30,8</b>	<b>30,5</b>	<b>31,6</b>	<b>49,3</b>	<b>54,5</b>	<b>63,6</b>	<b>68</b>	<b>69,9</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.14** : Evolution du parc des abonnements actifs à l'Internet fixe et mobile

Types d'Internet	2015	2016	2017	2018	2019
Internet Fixe (Opérateurs, GVA, VTS)	14 856	13 514	13 485	14 925	13 124
Internet Mobile (Opérateurs)	2 765 511	3 661 618	5 531 409	5 907 800	6 441 178
Internet Fixe (Autres FAI)	911	1 239	1 932	2 015	3 382
<b>Ensemble</b>	<b>2 766 422</b>	<b>3 676 371</b>	<b>5 546 372</b>	<b>5 924 740</b>	<b>6 457 684</b>
<b>Proportion du parc des abonnements à la téléphonie (Fixe et mobile) connecté à Internet (%)</b>	<b>ND</b>	<b>23,7</b>	<b>30,7</b>	<b>30,5</b>	<b>31,6</b>

Types d'Internet	2020	2021	2022	2023	2024
Internet Fixe (Opérateurs, GVA, VTS)	13 979	15 947	48 204	105 795	200 485
Internet Mobiles (Opérateurs)	10 903 709	13 460 748	16 310 198	18 177 289	19 228 436
Internet Fixe (Autres FAI)	2 518	1 011	5 359	1 735	2 111
<b>Ensemble</b>	<b>10 920 206</b>	<b>13 477 706</b>	<b>16 363 761</b>	<b>18 284 819</b>	<b>19 431 032</b>
<b>Proportion du parc des abonnements à la téléphonie (Fixe et mobile) connecté à Internet (%)</b>	<b>49,2</b>	<b>54,4</b>	<b>63,6</b>	<b>68,2</b>	<b>70,4</b>

Source : ARCEP, Rapport d'activités

**Tableau 2.3.15** : Evolution du parc des abonnements à l'Internet haut débit de 2021 à 2024

Types d'Internet	2021	2022	2023	2024
3G	4 251 815	5 941 047	6 827 856	4 633 655
4G	2 014 320	3 292 021	6 010 888	8 730 644
FIXE	15 884	48 204	105 751	200 427
<b>Ensemble</b>	<b>6 282 019</b>	<b>9 281 272</b>	<b>12 944 495</b>	<b>13 564 726</b>
<b>Proportion du parc Internet connecté au Haut débit (%)</b>	<b>46,6</b>	<b>56,7</b>	<b>70,8</b>	<b>69,8</b>

Source : ARCEP, Observatoire



**Tableau 2.3.16** : Evolution du trafic Internet en Go sur les réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2024

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	9 795 494	55 921 390	79 739 622	108 870 892	115 413 738
ORANGE BF SA	14 829 758	82 546 663	140 070 187	186 295 666	206 480 993
TELECEL FASO SA	2 762 067	20 395 118	30 352 124	39 550 045	46 027 835
<b>Ensemble</b>	<b>27 387 319</b>	<b>158 863 171</b>	<b>250 161 933</b>	<b>334 716 603</b>	<b>367 922 566</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.17** : Evolution du trafic Internet mobile moyen par abonnement par mois en Go de 2020 à 2024

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	0,7	0,8	1,0	1,3	1,2
ORANGE BF SA	0,8	1,0	1,5	1,7	1,9
TELECEL FASO SA	1,2	1,3	1,4	1,9	2,3
<b>Ensemble</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.18** : Evolution du taux de pénétration de la population nationale à l'Internet (en pourcentage)

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Mobile	15,0	19,2	28,2	29,2	31,4	50,7	60,8	75,6	79,6	82,1
Fixe et autres FAI	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,5	0,9
<b>Ensemble</b>	<b>15,0</b>	<b>19,3</b>	<b>28,3</b>	<b>29,3</b>	<b>31,5</b>	<b>50,8</b>	<b>60,9</b>	<b>75,8</b>	<b>80,0</b>	<b>83,0</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.19** : Evolution du taux de pénétration à l'Internet mobile par opérateur (%) de 2016 à 2024

Opérateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	9,3	11,6	11,8	13,8	20,8	25,6	30,0	31,2	32,4
ORANGE BF SA	9,8	14,3	15,1	15,3	26,0	30,9	37,5	40,8	41,9
TELECEL-FASO SA	0,1	2,3	2,3	2,3	3,9	4,3	8,1	7,6	7,8
<b>Ensemble</b>	<b>19,2</b>	<b>28,2</b>	<b>29,2</b>	<b>31,4</b>	<b>50,7</b>	<b>60,8</b>	<b>75,6</b>	<b>79,6</b>	<b>82,1</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.20** : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde) de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Capacité (Gbps)	11,0	16,0	47,0	46,4	77,8	117,7	235,0	275,0	608,0

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.3.21** : Evolution de la capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde)

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
TELECEL FASO SA	0,1	0,1	0,9	2,0	2,0	7,1	7,1	7,1	7,1	27,0
ORANGE BF SA	0,9	2,3	4,2	16,0	16,2	20,2	50,2	110,0	150,0	221,0
ONATEL SA	5,6	5,6	13,1	22,0	25,1	35,0	50,0	50,0	70,0	190,0
PAV	NA*	NA	NA	5,0	5,0	22,5	17,5	15,0	10,0	10,0
VTS	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	70,0	70,0	270,0
GVA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	40,0	70,0	140,0

Source : ARCEP, Observatoire

## Chapitre 2.4 : Infrastructures de communications électroniques, promotion et usage des TIC

### Liste des tableaux

Tableau 2.4.01 : Evolution de la longueur du réseau fibre optique réalisée (en Kilomètre) de 2015 à 2024 .....	70
Tableau 2.4.02 : Evolution du nombre de datacenters, de pylônes déployés par le MTDPCE et de serveurs ..	70
Tableau 2.4.03 : Evolution des services du RESINA .....	71
Tableau 2.4.04 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA de 2017 à 2024 .....	71
Tableau 2.4.05 : Evolution du débit de connectivité de l'administration de 2016 à 2024 .....	71
Tableau 2.4.06 : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivré par domaine de 2017 à 2024 .....	71
Tableau 2.4.07 : Nombre total d'Agréments Techniques en matière Informatique délivré par région de 2017 à 2024 .....	72
Tableau 2.4.08 : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) valides par domaine de 2017 à 2024 .....	72
Tableau 2.4.09 : Gestion du registre des noms de domaine «.bf » .....	72
Tableau 2.4.10 : Evolution des dépenses de communications téléphoniques des ministères/institutions en F CFA de 2019 à 2024 .....	73
Tableau 2.4.11 : Protection des données à caractère personnel .....	73

## I. Infrastructures de communications électroniques

**Tableau 2.4.01** : Evolution de la longueur du réseau fibre optique réalisée (en Kilomètre) de 2015 à 2024

Projet/Structure	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Public</b>	<b>40,0</b>	<b>40,0</b>	<b>345,0</b>	<b>1 070,0</b>	<b>1 937,0</b>	<b>2 974,4</b>	<b>3 803,0</b>	<b>3 976,0</b>	<b>4 037,6</b>	<b>4 037,6</b>
RESINA	40,0	40,0	40,0	95,0	120,0	120,0	152,0	325,0	386,6	386,6
G-Cloud	NA	NA	NA	670,0	1 070,0	1 323,0	1 323,0	1 323,0	1 323,0	1 323,0
PRICAO	NA	NA	305,0	305,0	305,0	305,0	327,0	327,0	327,0	327,0
PBNT	NA	NA	NA	NA	442,0	1 226,4	2 001,0	2 001,0	2 001,0	2 001,0
<b>Privé</b>	<b>1 861,0</b>	<b>1 861,0</b>	<b>2 703,2</b>	<b>3 483,2</b>	<b>4 773,2</b>	<b>5 084,2</b>	<b>6 001,2</b>	<b>7 253,9</b>	<b>7 253,9</b>	<b>7 253,9</b>
ORANGE BF SA	NA	NA	197,0	777,0	1 057,0	1 057,0	1 639,0	2 445,0	2 445,0	2 445,0
ONATEL SA	1 346,0	1 346,0	1 346,0	1 346,0	2 356,0	2 512,0	2 612,0	3 030,0	3 030,0	3 030,0
SONABEL	NA	NA	645,2	845,2	845,2	845,2	845,2	846,0	846,0	846,0
SITARAIL	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0	515,0
Virtual technologies solution (VTS)	NA	NA	NA	NA	NA	155,0	390,0	417,9	417,9	417,9
<b>Ensemble</b>	<b>1 901,0</b>	<b>1 901,0</b>	<b>3 048,2</b>	<b>4 553,2</b>	<b>6 710,2</b>	<b>7 903,5</b>	<b>9 804,2</b>	<b>11 229,9</b>	<b>11 291,5</b>	<b>11 291,5</b>

*Source* : MTDPCÉ/DGCE, ANPTIC, ARCEP

**Tableau 2.4.02** : Evolution du nombre de datacenters, de pylônes déployés par le MTDPCÉ et de serveurs

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Datacenters	ND	ND	2	2	5	5	5	5	5	5
Pylônes	ND	ND	13	15	27	81	82	89	90	90
Nombre de serveurs effectifs dans l'Administration	17	20	23	23	23	23	23	23	33	59

*Source* : ANPTIC

## II. Promotion et usage des TIC

**Tableau 2.4.03** : Evolution des services du RESINA

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de localités (provinces) couvertes par le RESINA	11	11	14	14	24	42	42	42	43	43
Nombres de nouveaux bâtiments administratifs connectés au RESINA	80	100	150	754	196	330	295	178	117	104
Nombre de types de services réseaux utilisés	5	6	6	6	6	10	10	10	10	10

Source : ANPTIC

**Tableau 2.4.04** : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA de 2017 à 2024

Indicateur	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fibre Optique	77	658	668	695	740	797	877	900
Technologie sans fil	975	1 148	1 334	1 637	1 887	2 008	2 045	2 126
<b>Ensemble</b>	<b>1 052</b>	<b>1 806</b>	<b>2 002</b>	<b>2 332</b>	<b>2 627</b>	<b>2 805</b>	<b>2 922</b>	<b>3 026</b>

Source : ANPTIC

**Tableau 2.4.05** : Evolution du débit de connectivité de l'administration de 2016 à 2024

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Débit (en Gbps)	0,14	0,16	0,5	2,25	3,37	12,66	12,66	12,66	12,66

Source : ANPTIC

**Tableau 2.4.06** : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivré par domaine de 2017 à 2024

DOMAINE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>D1 : vente, installation et maintenance de matériels et de logiciels informatiques</b>	<b>46</b>	<b>225</b>	<b>168</b>	<b>159</b>	<b>203</b>	<b>180</b>	<b>288</b>	<b>359</b>
Dont par Catégorie								
A	4	77	62	63	82	76	117	167
B	14	81	48	43	65	58	103	114
C	28	67	58	53	56	46	68	78
<b>D2 : études, audits, assistance et conseil</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
Dont par Catégorie								
Unique C	0	2	0	1	1	2	3	1
<b>D3 : réseaux informatiques</b>	<b>10</b>	<b>39</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>16</b>	<b>27</b>
Dont par Catégorie								
A	1	7	2	6	3	3	4	8
B	6	19	4	6	12	5	7	11
C	3	13	9	5	2	3	5	8
<b>D4 : formation en informatique</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
Dont par Catégorie								
A	0	4	1	1	3	0	1	2
B	1	3	0	1	1	2	2	0
C	0	1	0	0	1	0	2	2
<b>D5 : intégrateur de solutions informatiques</b>	<b>5</b>	<b>45</b>	<b>28</b>	<b>26</b>	<b>64</b>	<b>40</b>	<b>48</b>	<b>83</b>
Dont par Catégorie								
Unique	5	45	28	26	64	40	48	83
<b>Total</b>	<b>62</b>	<b>319</b>	<b>212</b>	<b>205</b>	<b>290</b>	<b>235</b>	<b>360</b>	<b>474</b>

Source : DGTD/MTDPCE

**Tableau 2.4.07** : Nombre total d'Agréments Techniques en matière Informatique délivré par région de 2017 à 2024

Région	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	0	3	1	1	5	3	1	9
Cascade	0	3	0	0	1	0	6	7
Centre	61	278	172	183	246	206	305	394
Centre Est	0	0	0	0	0	0	2	4
Centre Nord	0	0	0	2	0	0	2	3
Centre Ouest	0	2	8	3	0	2	7	10
Centre Sud	0	6	3	1	3	2	2	4
Est	0	1	0	2	2	3	5	3
Haut bassin	1	18	25	10	19	15	19	23
Nord	0	0	2	0	7	0	8	5
Plateau Central	0	1	0	1	4	1	1	7
Sahel	0	3	0	0	0	0	1	3
Sud-Ouest	0	6	1	2	3	3	1	2
<b>Ensemble</b>	<b>62</b>	<b>321</b>	<b>212</b>	<b>205</b>	<b>290</b>	<b>235</b>	<b>360</b>	<b>474</b>

Source : DGTD/MTDPCE

**Tableau 2.4.08** : Nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) valides par domaine de 2017 à 2024

DOMAINE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>D1 : vente, installation et maintenance de matériels et de logiciels informatiques</b>	<b>46</b>	<b>274</b>	<b>442</b>	<b>555</b>	<b>530</b>	<b>503</b>	<b>632</b>	<b>830</b>
Dont par Catégorie								
A	4	82	144	203	207	199	253	327
B	14	97	145	174	156	162	222	302
C	28	95	153	178	167	142	157	201
<b>D2 : études, audits, assistance et conseil</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
Dont par Catégorie								
Unique C	0	2	2	3	2	4	6	6
<b>D3 : réseaux informatiques</b>	<b>10</b>	<b>48</b>	<b>63</b>	<b>70</b>	<b>48</b>	<b>39</b>	<b>38</b>	<b>53</b>
Dont par Catégorie								
A	1	8	10	15	11	9	7	14
B	6	25	29	29	22	21	22	23
C	3	15	24	26	15	9	9	16
<b>D4 : formation en informatique</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>11</b>
Dont par Catégorie								
A	0	4	5	6	5	4	4	4
B	1	4	4	4	2	4	5	4
C	0	1	1	1	2	1	3	3
<b>D5 : intégrateur de solutions informatiques</b>	<b>5</b>	<b>50</b>	<b>78</b>	<b>99</b>	<b>118</b>	<b>123</b>	<b>145</b>	<b>169</b>
Dont par Catégorie								
Unique	5	50	78	99	118	123	145	169
<b>Total</b>	<b>62</b>	<b>383</b>	<b>595</b>	<b>738</b>	<b>707</b>	<b>678</b>	<b>833</b>	<b>1 069</b>

Source : DGTD/MTDPCE

**Tableau 2.4.09** : Gestion du registre des noms de domaine «.bf »

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de noms de domaine «.bf » créés au cours de l'année	116	121	147	135	129	159	168	144	3 124	537
Nombre de noms de domaine «.bf » actifs	1 021	1 142	1 289	1 424	1 553	1 712	1 880	2 024	5 148	5 679

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.4.10** : Evolution des dépenses de communications téléphoniques des ministères/institutions en F CFA de 2019 à 2024

Indicateur	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dotation globale	5 907 789 376	6 899 671 241	6 208 931 651	6 778 513 461	6 067 670 805	7 481 771 727
Exécution globale	5 907 789 376	6 384 446 415	5 854 603 907	6 276 992 000	5 968 005 120	5 560 632 398
<b>Taux d'exécution (%)</b>	<b>100,0</b>	<b>92,5</b>	<b>94,3</b>	<b>92,6</b>	<b>98,4</b>	<b>74,3</b>

*Source* : Rapport d'exécution du budget, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023

**Tableau 2.4.11** : Protection des données à caractère personnel

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC	3 860	2 622	3 966	7 064	3 270
Évolution des plaintes traitées par la CIL	27	17	18	32	19
Nombre de missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées	12	5	9	10	12
Nombre de déclarations de traitements	31	30	38	95	56
Nombre d'autorisation de mise en œuvre de traitements et de transfert de traitements à l'étranger	5	16	10	19	20
Nombre de demandes d'avis	3	0	1	0	2

Indicateur	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC	6 070	12 584	15 374*	11 094	8 708
Évolution des plaintes traitées par la CIL	444	965	925	978	1605
Nombre de missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées	18	19	107	127	65
Nombre de déclarations de traitements	79	98	133	102	208
Nombre d'autorisations de mise en œuvre de traitements et de transfert de traitements à l'étranger	38	41	47	2	28
Nombre de demandes d'avis	6	3	7	8	3

*Source* : CIL

\*Données corrigées.

## Chapitre 2.5 : Volume d'activités et concurrence entre opérateurs de téléphonie

### Liste des tableaux

Tableau 2.5.01 : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe (en millions de minutes).....	75
Tableau 2.5.02 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile ONATEL SA (en millions de minutes) .....	75
Tableau 2.5.03 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile Orange BF SA (en millions de minutes) .....	76
Tableau 2.5.04 : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile TELECEL FASO SA (en millions de minutes) .....	76
Tableau 2.5.05 : Evolution du trafic total voix annuel des opérateurs de réseaux mobiles (en millions de minutes).....	77
Tableau 2.5.06 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ONATEL SA (en millions).....	78
Tableau 2.5.07 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ORANGE BURKINA FASO SA (en millions).....	78
Tableau 2.5.08 : Evolution du trafic SMS de l'opérateur TELECEL FASO SA (en millions) .....	79
Tableau 2.5.09 : Evolution du trafic SMS total des opérateurs (en millions) .....	80
Tableau 2.5.10 : Evolution du nombre d'accord d'itinérance par opérateur (roaming international conclu).....	80
Tableau 2.5.11 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de communications électroniques (en milliard de F CFA) .....	81
Tableau 2.5.12 : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels par opérateur de communications électroniques (en milliard de F CFA) .....	81
Tableau 2.5.13 : Evolution des tarifs TTC de la téléphonie mobile (en F CFA / Minute).....	82
Tableau 2.5.14 : Coût moyen réel hors TVA de la minute d'appel par opérateur de 2020 à 2024 (en FCFA)....	83
Tableau 2.5.15 : Evolution des tarifs classiques TTC de l'internet mobile par opérateur (en FCFA).....	83
Tableau 2.5.16 : Les différents forfaits internet mobile offerts par ORANGE BF SA de 2021 à 2024 (FCFA)...	85
Tableau 2.5.17 : Les différents forfaits internet mobile offerts par TELECEL FASO SA de 2021 à 2024 (FCFA) .....	85
Tableau 2.5.18 : Les différents forfaits internet mobile offerts par ONATEL SA de 2021 à 2024 (FCFA) .....	86
Tableau 2.5.19 : Coût moyen réel HT du Go de trafic Internet par opérateur de réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2024 (en FCFA).....	86
Tableau 2.5.20 : Coût moyen réel HT du Mo de trafic Internet par opérateur de réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2024 (en FCFA).....	86



## I. Trafic voix

**Tableau 2.5.01** : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe (en millions de minutes)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net (local et interurbain)	12,4	8,6	7,0	5,1	4,1	4,9	3,6	9,2	9,5	8,1
Trafic départ vers autres réseaux nationaux (vers réseaux mobiles)	25,6	22,2	17,7	18,3	21,3	13,2	11,8	9,6	8,3	7,9
Trafic départ vers International	4,2	4,2	3,3	2,7	3,5	1,6	0,9	0,6	0,3	0,3
Trafic arrivée de l'International	2,2	2,2	1,7	1,2	5,6	0,6	0,4	0,4	0,5	0,20
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	23,0	23,7	21,2	21,9	22,5	25,8	24,9	24,0	22,8	24,0
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>67,4</b>	<b>60,9</b>	<b>50,9</b>	<b>49,2</b>	<b>57,0</b>	<b>46,0</b>	<b>41,6</b>	<b>43,7</b>	<b>41,3</b>	<b>40,5</b>
<b>Durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en mn par mois</b>	<b>ND</b>	<b>66,4</b>	<b>54,5</b>	<b>51,1</b>	<b>59,4</b>	<b>48,7</b>	<b>42,6</b>	<b>44,2</b>	<b>42,2</b>	<b>45,1</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.02** : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile ONATEL SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019
Trafic on net	2 582,6	3 107,1	3 269,5	3 048,1	3 869,6
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	353,2	317,4	301,1	274,6	248,9
Trafic départ vers International	67,9	63,9	63,7	76,1	79,5
Trafic arrivée de l'International	161,2	151,0	143,4	157,0	136,9
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	330,0	319,1	327,2	306,3	288,4
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>3 164,9</b>	<b>3 958,5</b>	<b>4 104,9</b>	<b>3 862,1</b>	<b>4 623,3</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>39,0</b>	<b>47,0</b>	<b>47,5</b>	<b>42,2</b>	<b>45,1</b>

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	3 93,2	5 295,9	5 133,7	4 513,3	4 382,5
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	233,4	220,8	185,1	155,2	153,3
Trafic départ vers International	74,0	45,2	40,4	34,1	27,8
Trafic arrivée de l'International	142,4	154,4	121,9	108,7	138,5
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	257,1	255,1	208,0	171,2	146,5
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>4 600,2</b>	<b>5 971,4</b>	<b>5 689,1</b>	<b>4 982,5</b>	<b>4 848,7</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>40,8</b>	<b>47,6</b>	<b>42,9</b>	<b>35,9</b>	<b>33,2</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.03** : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile Orange BF SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019
Trafic on net	1 105,3	1 330,0	2 223,8	3 304,4	4 687,8
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	215,6	228,1	242,7	286,9	266,4
Trafic départ vers International	68,0	93,5	110,5	148,2	166,6
Trafic arrivée de l'International	173,8	180,5	241,2	267,8	313,1
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	376,2	313,1	289,0	275,7	250,0
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>1 938,9</b>	<b>2 145,2</b>	<b>3 107,2</b>	<b>4 283,0</b>	<b>5 683,9</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>29,6</b>	<b>30,4</b>	<b>34,7</b>	<b>41,6</b>	<b>53,4</b>

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	5 637,4	7 350,1	6 881,4	7 110,6	7 447,7
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	248,0	252,6	225,6	190,3	145,3
Trafic départ vers International	143,5	139,0	135,1	129,6	92,0
Trafic arrivée de l'International	424,2	469,9	465,6	488,4	582,9
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	231,5	238,9	219,9	193,3	202,0
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>6 684,6</b>	<b>8 450,4</b>	<b>7 927,7</b>	<b>8 112,2</b>	<b>8 469,8</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>58,1</b>	<b>64,4</b>	<b>57,3</b>	<b>55,0</b>	<b>57,0</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.04** : Evolution du trafic voix de la téléphonie mobile TELECEL FASO SA (en millions de minutes)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019
Trafic on net	1 688,5	1 804,7	2 031,4	1 909,0	1 840,1
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	361,1	312,7	267,3	226,8	184,6
Trafic départ vers International	56,5	46,1	35,4	31,5	22,1
Trafic arrivée de l'International	77,5	60,1	42,8	38,7	28,9
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	233,1	220,8	213,8	202,4	167,1
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>2 416,7</b>	<b>2 444,4</b>	<b>2 590,7</b>	<b>2 408,4</b>	<b>2 242,8</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>80,7</b>	<b>81,5</b>	<b>65,2</b>	<b>64,3</b>	<b>63,4</b>

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	1 827,8	1 976,0	1 807,9	1 465,1	1 176,5
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	156,3	148,6	128,2	106,5	89,3
Trafic départ vers International	15,1	13,8	13,5	9,6	6,0
Trafic arrivée de l'International	18,3	14,5	10,0	7,2	7,2
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	137,9	123,2	108,3	89,0	78,1
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>2 155,4</b>	<b>2 276,2</b>	<b>2 068,0</b>	<b>1 677,3</b>	<b>1 357,2</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>57,3</b>	<b>57,1</b>	<b>56,0</b>	<b>48,2</b>	<b>39,0</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.05** : Evolution du trafic total voix annuel des opérateurs de réseaux mobiles (en millions de minutes)

Type de trafic	2 015	2016	2017	2018	2019
Trafic on net	5 376,4	6 241,8	7 524,7	8 261,5	10 397,6
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	929,9	858,1	811,0	788,4	699,9
Trafic départ vers International	192,5	203,5	209,6	255,8	268,2
Trafic arrivée de l'International	412,5	391,7	427,4	463,5	478,9
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	939,3	853,0	830,0	784,4	705,6
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>7 850,6</b>	<b>6 241,8</b>	<b>9 802,7</b>	<b>10 553,6</b>	<b>12 550,2</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>44,5</b>	<b>33,8</b>	<b>45,5</b>	<b>45,5</b>	<b>51,4</b>

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	11 358,4	14 622,0	13 989,2	13 089,0	13 006,7
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	637,7	621,9	538,9	451,9	387,9
Trafic départ vers International	232,6	198,0	189,1	173,4	125,8
Trafic arrivée de l'International	584,9	638,8	597,5	604,3	728,6
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	626,6	617,1	536,3	453,5	426,6
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>13 440,2</b>	<b>16 697,9</b>	<b>15 684,7</b>	<b>14 772,0</b>	<b>14 675,7</b>
<b>Durée moyenne de communication par carte SIM (abonnements) en mn par mois</b>	<b>50,6</b>	<b>56,3</b>	<b>50,9</b>	<b>46,0</b>	<b>45,0</b>

Source : ARCEP, Observatoire

## II. Trafic SMS

**Tableau 2.5.06** : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ONATEL SA (en millions)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019
Trafic on net	1 200,8	2 589,6	3 251,7	2 753,9	2 458,2
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	48,5	52,8	62,6	65,6	56,9
Trafic départ vers International	8,6	5,9	5,7	3,4	3,0
Trafic arrivée de l'International	6,4	5,9	5,1	3,5	2,3
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	45,1	49,9	62,2	83,4	85,5
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>1 309,4</b>	<b>2 704,1</b>	<b>3 387,3</b>	<b>2 909,8</b>	<b>2 605,9</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>16,1</b>	<b>32,1</b>	<b>39,2</b>	<b>31,8</b>	<b>25,4</b>

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	2 172,5	2 611,0	2 002,5	1 436,8	1 404,5
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	39,0	33,2	34,7	40,6	122,5
Trafic départ vers International	2,8	2,0	1,4	1,0	1,0
Trafic arrivée de l'International	4,9	7,3	10,9	3,9	3,3
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	83,1	78,1	65,0	50,5	41,9
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>2 302,2</b>	<b>2 731,6</b>	<b>2 014,5</b>	<b>1 532,8</b>	<b>1 573,2</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>20,4</b>	<b>21,8</b>	<b>15,2</b>	<b>10,4</b>	<b>9,9</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.07** : Evolution du trafic SMS de l'opérateur ORANGE BURKINA FASO SA (en millions)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019
Trafic on net	302,6	701,7	1 876,1	3 862,8	4 797,1
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	28,3	39,7	48,2	60,7	49,6
Trafic départ vers International	7,3	5,6	7,7	9,2	4,5
Trafic arrivée de l'International	11,0	15,7	14,5	11,7	9,1
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	32,8	34,4	41,3	66,4	65,8
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>382,0</b>	<b>797,1</b>	<b>1 987,8</b>	<b>4 010,8</b>	<b>4 926,1</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>5,8</b>	<b>11,3</b>	<b>22,2</b>	<b>38,9</b>	<b>46,3</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.07 :** (Suite et fin) Evolution du trafic SMS de l'opérateur ORANGE BURKINA FASO SA (en millions)

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	6 068,3	6 324,6	7 407,1	7 128,9	8 004,0
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	52,3	57,8	43,8	47,3	30,6
Trafic départ vers International	5,4	4,6	5,6	5,8	4,6
Trafic arrivée de l'International	8,3	7,8	13,3	29,6	22,7
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	65,7	60,6	45,3	70,4	167,2
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>6 199,9</b>	<b>6 455,5</b>	<b>7 515,1</b>	<b>7 282,0</b>	<b>8 190,2</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>53,9</b>	<b>49,2</b>	<b>54,3</b>	<b>49,4</b>	<b>53,0</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.08 :** Evolution du trafic SMS de l'opérateur TELECEL FASO SA (en millions)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trafic on net	213,1	216,1	242,6	249,8	286,4	207,7
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	45,2	46,2	72,3	64,9	71,9	33,8
Trafic départ vers International	5,6	5,1	ND	1,4	3,3	2,0
Trafic arrivée de l'International	11,0	11,4	15,1	18,8	15,4	14,2
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	54,7	36,9	36,4	31,9	28,8	18,2
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>328,3</b>	<b>278,8</b>	<b>366,4</b>	<b>366,8</b>	<b>405,8</b>	<b>275,9</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>11,0</b>	<b>9,3</b>	<b>9,2</b>	<b>9,8</b>	<b>11,5</b>	<b>7,3</b>

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	207,7	305,0	357,1	276,0	197,4
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	33,8	35,9	29,7	26,3	42,0
Trafic départ vers International	2,0	4,1	4,4	6,0	2,5
Trafic arrivée de l'International	14,2	17,9	20,4	ND	23,8
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	18,2	18,9	19,1	13,4	10,2
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>275,9</b>	<b>381,7</b>	<b>430,6</b>	<b>321,7</b>	<b>276,0</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>7,3</b>	<b>9,6</b>	<b>11,7</b>	<b>9,2</b>	<b>9,0</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.09** : Evolution du trafic SMS total des opérateurs (en millions)

Type de trafic	2015	2016	2017	2018	2019
Trafic on net	1 716,5	3 507,4	5 370,5	6 866,6	7 541,7
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	122,0	138,7	183,1	191,3	178,5
Trafic départ vers International	21,4	16,6	16,7	14,0	10,7
Trafic arrivée de l'International	29,3	33,1	34,7	34,0	26,7
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	132,6	121,3	139,8	181,7	180,1
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>2 021,8</b>	<b>3 817,1</b>	<b>5 744,8</b>	<b>7 287,6</b>	<b>7 937,7</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>11,5</b>	<b>20,7</b>	<b>26,7</b>	<b>31,4</b>	<b>32,5</b>

Type de trafic	2020	2021	2022	2023	2024
Trafic on net	8 448,5	9 240,6	9 766,7	8 841,7	9 606,0
Trafic départ vers autres réseaux nationaux	125,1	126,8	108,3	114,2	195,2
Trafic départ vers International	10,1	10,7	11,4	12,8	8,1
Trafic arrivée de l'International	27,4	33,0	44,6	33,5	36,2
Trafic arrivée des autres réseaux nationaux	166,9	157,7	129,4	134,3	233,0
<b>Total trafic départ + arrivée</b>	<b>8 778,0</b>	<b>9 568,7</b>	<b>9 960,3</b>	<b>9 136,5</b>	<b>10 039,4</b>
<b>Nombre moyen sms reçus et envoyés par abonnement par mois</b>	<b>33,1</b>	<b>32,3</b>	<b>32,4</b>	<b>28,5</b>	<b>30,5</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.10** : Evolution du nombre d'accord d'itinérance par opérateur (roaming international conclu)

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	301	308	322	336	351	396	402	422	409	409
ORANGE BF SA	454	455	458	466	466	466	343	343	343	nd
TELECEL FASO SA	255	255	143	142	142	230	128	128	128	nd

Source : ARCEP, Observatoire

### III. Chiffre d'affaires

**Tableau 2.5.11** : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de communications électroniques (en milliard de F CFA)

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA - Fixe	22,7	28,5	31,3	35,6	27,3	25,5	23,4	22,2	21,3	21,1
ONATEL SA - Mobile	122,0	129,0	131,5	123,5	126,7	131,9	131,5	123,5	117,8	120
TELECEL FASO SA	67,4	64,3	57,9	58,2	50,6	45,5	46,0	45,6	42,4	41
ORANGE BF SA	107,4	104,5	129,4	149,2	167,4	182,2	222,1	252,5	288,2	312
<b>Total CA opérateurs de téléphonie</b>	<b>319,6</b>	<b>326,3</b>	<b>350,1</b>	<b>366,4</b>	<b>372,0</b>	<b>385,0</b>	<b>422,9</b>	<b>443,8</b>	<b>469,7</b>	<b>494,1</b>
<b>AUTRES OPERATEURS</b>	ND	ND	ND	ND	1,5	1,1	27,6	36,1	42,6	38
<b>Total CA opérateurs</b>	<b>319,6</b>	<b>326,3</b>	<b>350,1</b>	<b>366,4</b>	<b>373,5</b>	<b>386,1</b>	<b>450,5</b>	<b>479,8</b>	<b>512,3</b>	<b>532,1</b>

Source : ARCEP, Observatoire

### IV. Investissement

**Tableau 2.5.12** : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels par opérateur de communications électroniques (en milliard de F CFA)

Opérateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	29,7	27,1	30,1	31,9	100,8	20,9	22,8	40,5	39,7	41,1
TELECEL FASO SA	20,4	15,2	3,9	6,5	13,4	63,9	15,3	6,4	24,5	5,9
ORANGE BF SA	38,6	11,8	24,3	31,7	70,1	56,1	70,8	41,7	49,7	46,6
<b>TOTAL RÉSEAUX DE TÉLÉPHONIE</b>	<b>88,8</b>	<b>54,2</b>	<b>58,3</b>	<b>70,1</b>	<b>184,4</b>	<b>140,9</b>	<b>108,9</b>	<b>88,6</b>	<b>113,9</b>	<b>93,6</b>
<b>AUTRES OPÉRATEURS</b>	0	0	0	0	0	0,8	9,3	12,4	4,9	nd
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS OPÉRATEURS</b>	<b>88,8</b>	<b>54,2</b>	<b>58,3</b>	<b>70,1</b>	<b>184,4</b>	<b>141,7</b>	<b>118,2</b>	<b>101</b>	<b>118,8</b>	nd

Source : ARCEP, Observatoire



## V. Tarifs de la téléphonie mobile et de l'internet

Tableau 2.5.13 : Evolution des tarifs TTC de la téléphonie mobile (en F CFA / Minute)

Types de trafic par réseau	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>ONATEL SA/ PREPAYE</b>										
<b>Appel intra réseau</b>	90	90	90	90	90	90	90	90	96	96
<b>Appel vers autres réseaux mobiles nationaux</b>	90	90	90	90	90	90	90	90	96	96
<b>Appel vers réseau fixe</b>	60	60	60	60	60	60	60	60	66	66
<b>ONATEL SA/ POSTPAYE</b>										
<b>Appel intra réseau</b>	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
<b>Appel vers autres réseaux mobiles nationaux</b>	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
<b>Appel vers réseau fixe</b>	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60
<b>ORANGE BF SA / PREPAYE</b>										
<b>Appel intra réseau</b>	90	90	90	90	90	90	90	90	96	96
<b>Appel vers autres réseaux mobiles nationaux</b>	90	90	90	90	90	90	90	90	96	96
<b>Appel vers réseau fixe</b>	90	90	90	90	90	90	90	90	96	96
<b>ORANGE BF SA/ POSTPAYE</b>										
<b>Appel intra réseau</b>	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
<b>Appel vers autres réseaux mobiles nationaux</b>	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
<b>Appel vers réseau fixe</b>	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
<b>TELECEL FASO SA/ PREPAYE</b>										
<b>Appel intra réseau</b>	84	84	84	84	84	84	84	84	90	90
<b>Appel vers autres réseaux mobiles nationaux</b>	90	90	90	90	90	90	90	90	96	96
<b>Appel vers réseau fixe</b>	90	90	90	90	90	90	90	90	96	96
<b>TELECEL FASO SA / POSTPAYE</b>										
<b>Appel intra réseau</b>	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81
<b>Appel vers autres réseaux mobiles nationaux</b>	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81
<b>Appel vers réseau fixe</b>	81	81	81	81	81	81	81	81	81	81

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.14:** Coût moyen réel hors TVA de la minute d'appel par opérateur de 2020 à 2024 (en FCFA)

Type d'appel/opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
<b>On-net</b>					
ONATEL SA	15,3	9,0	6,6	6,4	7,5
TELECEL FASO SA	13,2	6,8	7,6	7,9	8,4
ORANGE BF SA	9,4	10,0	10,1	10,2	10,9
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	<b>12,6</b>	<b>9,2</b>	<b>8,5</b>	<b>8,7</b>	<b>9,6</b>
<b>Vers les réseaux nationaux</b>					
ONATEL SA	76,2	72,6	74,6	70,5	71,1
TELECEL FASO SA	63,5	61,9	58,2	62,6	69,8
ORANGE BF SA	70,7	78,9	70,7	74,0	71,4
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	<b>70,1</b>	<b>72,8</b>	<b>69,0</b>	<b>70,1</b>	<b>70,9</b>
<b>Vers l'international</b>					
ONATEL SA	145,9	196,0	163,0	188,7	227,4
TELECEL FASO SA	156,5	106,7	105,4	172,0	54,5
ORANGE BF SA	107,4	124,2	117,7	109,3	84,7
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	<b>136,6</b>	<b>138,6</b>	<b>127,2</b>	<b>126,7</b>	<b>144,3</b>

Source : ARCEP, Observatoire

**Tableau 2.5.15 :** Evolution des tarifs classiques TTC de l'internet mobile par opérateur (en FCFA)

Opérateur		2015	2016	2017	2018	2019
<b>Tarifs 10 Mo</b>						
ONATEL SA	Coût	250	250	200	1 575	100
	Durée	Jusqu'à épuisement	Jusqu'à épuisement	30 jours	1 mois	1 jours
ORANGE BF SA	Coût	250	250	250	1 575	100
	Durée	7 jours	7 jours	7 jours	1 mois	1 jours
TELECEL FASO SA	Coût	NA	NA	250	1 575	250
	Durée	NA	NA	30 jours	1 mois	30 jours
<b>Tarifs 500 Mo</b>						
ONATEL SA	Coût	3 000	3 000	2 500	2 625	<b>2 500</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF SA	Coût	ND	ND	1 025	2 625	1 500
	Durée	ND	ND	Le lendemain 23h59	Le lendemain 23h59	1 mois
TELECEL FASO SA	Coût	NA	NA	3 000	3 000	<b>3 000</b>
	Durée	NA	NA	1 mois	1 mois	1 mois
<b>Tarifs 1 Go</b>						
ONATEL SA	Coût	5 000	5 000	4 000	4 000	<b>4 000</b>
	Durée	1 mois	2 mois	2 mois	2 mois	1 mois
ORANGE BF SA	Coût	5 000	5 000	5 000	5 000	2 500
	Durée	1 mois	2 mois	2 mois	2 mois	1 mois
TELECEL FASO SA	Coût	NA	NA	5 000	5 000	5 000
	Durée	NA	NA	1 mois	1 mois	1 mois
<b>Tarifs 10 Go</b>						
ONATEL SA	Coût	15 000	19 000	15 000	15 000	<b>15 000</b>
	Durée	Illimité	2 mois	Illimité	Illimité	1 mois
ORANGE BF SA	Coût	19 000	19 000	19 000	19 000	15 000
	Durée	2 mois	2 mois	2 mois	2 mois	1 mois
TELECEL FASO SA	Coût	NA	NA	19 000	19 000	19 000
	Durée	NA	NA	2 mois	2 mois	2 mois

Source : ARCEP

**Tableau 2.5.15 : (Suite et fin)** Evolution des tarifs TTC classiques de l'internet mobile par operateur (en FCFA)

Opérateur		2020	2021	2022	2023	2024
		<b>Tarif 10 Mo</b>			<b>11 Mo</b>	
ONATEL SA	Coût	100	250	250	105	105
	Durée	1 jour	1 jour	1 jour	2 jours	2 jours
ORANGE BF SA	Coût	100	100	100	105	105
	Durée	1 jour	2 jours	2 jours	Jusqu'au lendemain à 23h55	Jusqu'au lendemain à 23h55
TELECEL FASO SA	Coût	NA	250	250	N	N
	Durée	NA	07 jours	07 jours	N	N
		<b>Tarif 500 Mo</b>			<b>Tarif de 550 Mo</b>	<b>Tarif de 550 Mo</b>
ONATEL SA	Coût	<b>2 000</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 575</b>	<b>1 575</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF SA	Coût	1 500	1 500	1 500	<b>1 575</b>	<b>1 575</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
TELECEL FASO SA	Coût	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 575</b>	<b>1 575</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
		<b>Tarif 1 Go</b>			<b>Tarif de 1,1 Go</b>	<b>Tarif de 1,1 Go</b>
ONATEL SA	Coût	<b>2 500</b>	<b>2 500</b>	<b>2 500</b>	<b>2 625</b>	<b>2 625</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF SA	Coût	2 500	2500	2500	<b>2 625</b>	<b>2 625</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
TELECEL FASO SA	Coût	2 500	2 000	2 000	2 100	2 100
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
		<b>Tarifs 10 Go</b>			<b>Tarif de 11Go</b>	<b>Tarif de 11Go</b>
ONATEL SA	Coût	<b>15000</b>	<b>15000</b>	<b>15000</b>	<b>15 750</b>	<b>15 750</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
ORANGE BF SA	Coût	15 000	15 000	15 000	<b>15 750</b>	<b>15 750</b>
	Durée	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois	1 mois
TELECEL FASO SA	Coût	15 000	19 000	19 000	<b>15 750</b>	<b>15 750</b>
	Durée	2 mois	2 mois	2 mois	1 mois	1 mois

Source : ARCEP

**Tableau 2.5.16** : Les différents forfaits internet mobile offerts par ORANGE BF SA de 2021 à 2024 (FCFA)

Période	2021		2022		2023		2024		
	Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût	
Validité 1 jour	10 Mo	100	10 Mo	100	11 Mo	105	11 Mo	105	
	40 Mo	225	40 Mo	225	44 Mo	237	44 Mo	237	
	150 Mo	525	150 Mo	525	165 Mo	552	165 Mo	552	
	500 Mo	1025	500 Mo	1 025	555 Mo	1077	555 Mo	1077	
Validité 1 semaine	100 Mo	500	100 Mo	500	110 Mo	525	110 Mo	525	
	400 Mo	1 000	400 Mo	1 000	440 Mo	1050	440 Mo	1050	
	1 Go	2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2100	1,1 Go	2100	
							5 Go	2100	
Validité 1 mois	500 Mo	1 500	500 Mo	1 500	550 Mo	1 575	550 Mo	1 575	
	1 Go	2 500	1 Go	2 500	NA	NA	NA	NA	
	2 Go	4 000	2 Go	4 000	4 G	4 200	4 G	4 200	
	5 Go	8 000	5 Go	8 000	5,5 Go	8 400	5,5 Go	8 400	
	10 Go	15 000	10 Go	15 000	11 Go	15 750	11 Go	15 750	
	30 Go	54 000	30 Go	54 000	NA	NA	NA	NA	
	60 Go	100 000	60 Go	100 000	NA	NA	NA	NA	
Autres offres permanentes sous conditions	2jrs						1,2 Go	500	
	Une semaine	NA	NA	NA	NA	1 Go	700	NA	NA
	Une semaine							4 Go	1 050
	2 semaines	NA	NA	NA	NA	2 Go	1 050	2 Go	1 050
	Un mois	NA	NA	NA	NA	8 Go	4 200	8 Go	4 200
	Un mois	NA	NA	NA	NA	20 Go	10 000	20 Go	10 000

Source : ORANGE BF SA

**Tableau 2.5.17** : Les différents forfaits internet mobile offerts par TELECEL FASO SA de 2021 à 2024 (FCFA)

Période	2021		2022		2023		2024	
	Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût
Validité 1 jour	20 Mo	125	20 Mo	125	22 Mo	132	22 Mo	132
Validité 2 jours	50 Mo	250	50 Mo	250	55 Mo	263	55 Mo	263
	150 Mo	525	150 Mo	525	165 Mo	552	165 Mo	552
	500 Mo	1 025	500 Mo	1 025	550	1 077	550	1 077
Validité 1 semaine	30 Mo	200	30 Mo	200	33 Mo	210	33 Mo	210
	150 Mo	600	150 Mo	600	165 Mo	630	165 Mo	630
	400 Mo	1 000	400 Mo	1 000	440 Mo	1050	440 Mo	1050
	1 Go	2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2100	1,1 Go	2100
	100 Mo	500	100 Mo	500	110 Mo	525	110 Mo	525
Validité 1 mois	500 Mo	1 500	500 Mo	1 500	550 Mo	1575	550 Mo	1575
	1 Go	2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2 100	1,1 Go	2 100
	2 Go	4 000	2 Go	4 000	2,2 Go	4 200	2,2 Go	4 200
	3 Go	5 000	3 Go	5 000	3,3 Go	5 250	3,3 Go	5 250
	5 Go	8 000	5 Go	8 000	5,5 Go	8 400	5,5 Go	8 400
	10 Go	15 000	10 Go	15 000	11 Go	15 750	11 Go	15 750
	20 Go	26 000	20 Go	26 000	22 Go	27300	22 Go	27300

Source : TELECEL FASO SA

**Tableau 2.5. 18** : Les différents forfaits internet mobile offerts par ONATEL SA de 2021 à 2024 (FCFA)

Période	2021		2022		2023	
	Forfait	Coût	Forfait	Coût	Forfait	Coût
Validité 1 jour	10 Mo	100	10 Mo	100	11 Mo	105
	35 Mo	200	35 Mo	200	38,5 Mo	210
	80 Mo	400	80 Mo	400	88 Mo	420
	150 Mo	525	150 Mo	525	165 Mo	552
	500 Mo	1 000	500 Mo	1 000	550 Mo	1 050
Validité 1 semaine	100 Mo	500	100 Mo	500	110 Mo	525
	400 Mo	1 000	400 Mo	1 000	440 Mo	1 050
	1 Go	2 000	1 Go	2 000	1,1 Go	2100
Validité 1 mois	500 Mo	1 500	500 Mo	1 500	550 Mo	1 575
	1 Go	2 500	1 Go	2 500	1,1 Go	2 625
	3 Go	4 000	3 Go	4 000	3,3 Go	4 200
	5 Go	8 000	5 Go	8 000	5,5 Go	8 400
	10 Go	15 000	10 Go	15 000	11 Go	15 750

*Source* : ONATEL SA**Tableau 2.5.19** : Coût moyen réel HT du Go de trafic Internet par opérateur de réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2024 (en FCFA)

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	769,2	566,3	476,6	447,2	503,9
ORANGE BF SA	1 053,4	869,3	736,8	699,5	677,5
TELECEL FASO SA	1 141,1	847,0	593,1	463,8	439,3
<b>MOYEN</b>	<b>987,9</b>	<b>760,9</b>	<b>602,4</b>	<b>587,4</b>	<b>596,6</b>

*Source* : ARCEP, Observatoire**Tableau 2.5.20** : Coût moyen réel HT du Mo de trafic Internet par opérateur de réseaux de téléphonie mobile de 2020 à 2024 (en FCFA)

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	0,75	0,55	0,47	0,44	0,49
ORANGE BF SA	1,03	0,85	0,72	0,68	0,66
TELECEL FASO SA	1,11	0,83	0,58	0,45	0,43
<b>MOYEN</b>	<b>0,92</b>	<b>0,74</b>	<b>0,59</b>	<b>0,57</b>	<b>0,58</b>

*Source* : ARCEP, Observatoire

## Chapitre 2.6 : Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'informations

### Liste des tableaux

Tableau 2.6.01 : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels détenteurs d'une licence .....	88
Tableau 2.6.02: Évolution du nombre de médias audiovisuels fonctionnels de 2016 à 2023 .....	88
Tableau 2.6.03 : Evolution du nombre de stations de radio locale détentrices d'une licence par région .....	88
Tableau 2.6.04: Évolution du nombre de stations de radio fonctionnelles par région de 2016 à 2023 .....	88
Tableau 2.6.05 : Evolution du nombre de stations de télévision locale détentrices d'une licence par région ....	89
Tableau 2.6.06 : Évolution du nombre de stations de télévision fonctionnelles par région de 2016 à 2024 .....	89
Tableau 2.6.07 : Gestion annuelle de la sécurité des systèmes d'information entre 2016 et 2024 .....	90

## I. Diffusion des TIC

**Tableau 2.6.01** : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels détenteurs d'une licence

Type de media	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Radio	157	158	168	168	169	170	181	187	187	187
Télévision	19	19	29	29	29	21	28	32	32	32
<b>Presse en ligne</b>	<b>6</b>	<b>23</b>	<b>37</b>	<b>47</b>	<b>69</b>	<b>80</b>	<b>123</b>	<b>153</b>	<b>153</b>	<b>153</b>

Source : Conseil supérieur de la communication

**Tableau 2.6.02** : Évolution du nombre de médias audiovisuels fonctionnels de 2016 à 2023

Type de media	2016*	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Radio	153	157	160	162	167	167	167	167
Télévision	16	18	20	21	20	20	20	20
Presse en ligne	40	48	54	61	133	184	240	240
<b>Total</b>	<b>266</b>	<b>274</b>	<b>274</b>	<b>284</b>	<b>411</b>	<b>472</b>	<b>534</b>	<b>427</b>

Source : DGESS/Ministère de la culture, des arts et de la communication, annuaire statistique 2022 ; (\*) : Données du CSC

**Tableau 2.6.03** : Evolution du nombre de stations de radio locale détentrices d'une licence par région

Région	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	15	15	15	15	15	18	19	19	19	19
Cascades	5	5	5	5	5	6	8	8	8	8
Centre	33	33	36	36	36	38	39	39	39	39
Centre-Est	13	13	13	13	13	12	13	15	15	15
Centre-Nord	10	10	10	10	11	10	10	11	11	11
Centre-Ouest	13	13	15	15	15	15	16	16	16	16
Centre-Sud	5	5	5	5	5	5	6	7	7	7
Est	13	13	13	13	13	14	14	15	15	15
Hauts-Bassins	19	19	20	20	20	19	21	21	21	21
Nord	13	13	14	14	14	12	12	12	12	12
Plateau Central	5	5	6	6	6	5	5	5	5	5
Sahel	8	8	9	9	9	9	11	12	12	12
Sud-Ouest	5	6	7	7	7	7	7	7	7	7
<b>Ensemble</b>	<b>157</b>	<b>158</b>	<b>168</b>	<b>168</b>	<b>169</b>	<b>170</b>	<b>181</b>	<b>187</b>	<b>187</b>	<b>187</b>

Source : Conseil supérieur de la communication

**Tableau 2.6.04** : Évolution du nombre de stations de radio fonctionnelles par région de 2016 à 2023

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Boucle du Mouhoun	15	15	16	16	16	17	18	18
Cascades	6	5	5	5	5	5	5	5
Centre	33	34	34	35	38	37	32	32
Centre Est	13	11	11	12	10	9	15	15
Centre Ouest	10	15	15	15	15	15	15	15
Centre Sud	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre-Nord	12	9	10	10	12	10	11	11
Est	12	14	14	14	15	12	14	14
Hauts-Bassin	17	17	17	17	17	20	19	19
Nord	12	12	13	13	13	12	13	13
Plateau central	4	5	5	5	5	5	5	5
Sahel	7	9	9	9	10	10	9	9
Sud-Ouest	7	6	6	6	6	6	6	6
<b>Ensemble</b>	<b>153</b>	<b>157</b>	<b>160</b>	<b>162</b>	<b>167</b>	<b>163</b>	<b>167</b>	<b>167</b>

Source : DGESS/Ministère de la culture, des arts et de la communication, annuaire statistique 2022 ; (\*) : Données du CSC

**Tableau 2.6.05** : Evolution du nombre de stations de télévision locale détentrices d'une licence par région

Région	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Cascades	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1
Centre	12	12	18	18	18	18	19	20	20	20
Centre-Est	0	0	1	1	1	0	1	1	1	1
Centre-Nord	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Centre-Ouest	1	1	1	1	1	0	0	1	1	1
Centre-Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Est	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Hauts-Bassins	4	4	5	5	5	2	3	3	3	3
Nord	0	0	1	1	1	0	1	2	2	2
Plateau Central	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sahel	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0
Sud-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Ensemble</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>21</b>	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>

*Source* : Conseil supérieur de la communication

**Tableau 2.6.06** : Évolution du nombre de stations de télévision fonctionnelles par région de 2016 à 2024

Région	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cascades	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre	12	18	18	17	18	16	16	16	16
Centre Est	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre-Nord	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Est	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-Bassin	2	1	2	2	1	3	2	2	2
Nord	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plateau central	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sahel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sud-Ouest	1	1	1	1	0	0	1	1	1
<b>Ensemble</b>	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>

*Source* : Conseil supérieur de la communication



## II. Incidents de sécurité

**Tableau 2.6.07** : Gestion annuelle de la sécurité des systèmes d'information entre 2016 et 2024

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'organismes audités	0	0	0	2	0	1	1	3	5
Nombre d'organismes bénéficiant de protection spéciale	0	0	0	2	2	7	4	4	20
Nombre d'organismes alertés	0	0	44	80	85	85	85	4	26
Nombre d'incidents rapportés	9	12	7	4	2	5	2	3	3
Nombre d'alertes diffusées	23	9	13	20	52	52	26	50	19
Marge de progression des acteurs assistés par le CIRT	15	8	4	30	40	45	307	26	556
Pourcentage des incidents de sécurité de l'information résolus	50	70	40	70	80	100	100	67	67
Pourcentage d'organismes particuliers supervisés	0	0	0	0	65	5	3	3	3
Nombre de plateformes auditées	ND	ND	ND	ND	ND	ND	1	11	64
Nombre de personnes sensibilisées	ND	ND	ND	ND	ND	ND		1160	624
Nombre d'incidents détectés	ND	ND	ND	ND	ND	ND	1	3	4
Nombre de plateformes supervisées	ND	ND	ND	ND	ND	ND		10	20
Nombre de vulnérabilités détectées	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	11	35

*Source* : ANSSI/SEP

## Chapitre 2.7 : Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique

### Liste des tableaux

Tableau 2.7.01 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile de 2016 à 2023	92
Tableau 2.7.02 : Evolution de l'acceptabilité de la monnaie électronique par les commerces et sociétés privées de 2016 à 2023	92
Tableau 2.7.03 : Evolution du taux de pénétration de la monnaie électronique de 2015 à 2023	94
Tableau 2.7.04 : Evolution de l'indice synthétique d'inclusion financière de 2015 à 2023	94
Tableau 2.7.05 : Evolution des comptes mobiles money de 2016 à 2023	94
Tableau 2.7.06 : Evolution des transactions et transferts de 2016 à 2023	95
Tableau 2.7.07 : Evolution du volume des types d'usage de 2016 à 2023 (en millier)	96
Tableau 2.7.08 : Évolution du nombre moyen d'utilisateurs de comptes de monnaie électronique par point de services et par pays (en millions)	96

## I. Accès aux services de la monnaie électronique

**Tableau 2.7.01** : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019
Nombre total de points de services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA	183 274	312 376	510 448	819 598
Nombre total de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso	12 730	22 292	68 382	91 677
Nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile dans l'UEMOA	100 481	193 781	323 581	458 996
Nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile au Burkina Faso	11 794	20 623	55 143	73 369

Indicateur	2020	2021	2022	2023
Nombre total de points de services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA	1 074 254	1 392 899	1 648 134	1 678 067
Nombre total de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso	106 797	132 849	150 249	127 582
Nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile dans l'UEMOA	606 202	902 466	1 083 571	1 111 023
Nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile au Burkina Faso	83 710	120 550	137 493	100 641

*Source* : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2023

**Tableau 2.7.02** : Evolution de l'acceptabilité de la monnaie électronique par les commerces et sociétés privées de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019
Nombre de commerces inscrits pour effectuer des transactions dans l'UEMOA	12 925	16 656	28 286	116 100
Nombre de commerces inscrits pour effectuer des transactions au Burkina Faso	5 612	4 377	4 722	3 892
Nombre de commerces actifs (ayant au moins une transaction au cours des derniers 90 jours) dans l'UEMOA	3 241	4 755	6 611	22 438
Nombre de commerces actifs (ayant au moins une transaction au cours des derniers 90 jours) au Burkina Faso	1 597	1 414	1 672	2 213
Nombre de commerçants acceptant les paiements mobiles via le TPE dans l'UEMOA	134	302	4 335	5 568
Nombre de commerçants acceptant les paiements mobiles	16	17	19	190

Indicateur	2016	2017	2018	2019
via le TPE au Burkina Faso				
Nombre de sociétés privées inscrites pour accepter des transactions via la téléphonie mobile (paiement de factures, eau, électricité, éducation, transport, abonnement TV, etc) dans l'UEMOA	ND	ND	3 335	2 128
Nombre de sociétés privées inscrites pour accepter des transactions via la téléphonie mobile (paiement de factures, eau, électricité, éducation, transport, abonnement TV, etc) au Burkina Faso	ND	ND	3	11

Indicateur	2020	2021	2022	2023
Nombre de commerces inscrits pour effectuer des transactions dans l'UEMOA	414 585	898 519	1 471 833	1 752 454
Nombre de commerces inscrits pour effectuer des transactions au Burkina Faso	8 687	40 214	40 464	49 212
Nombre de commerces actifs (ayant au moins une transaction au cours des derniers 90 jours) dans l'UEMOA	167 408	275 647	726 922	728 217
Nombre de commerces actifs (ayant au moins une transaction au cours des derniers 90 jours) au Burkina Faso	4 624	33 437	35 636	7 441
Nombre de commerçants acceptant les paiements mobiles via le TPE dans l'UEMOA	6 644	4 973	4 889	3 473
Nombre de commerçants acceptant les paiements mobiles via le TPE au Burkina Faso	354	491	678	844
Nombre de sociétés privées inscrites pour accepter des transactions via la téléphonie mobile (paiement de factures, eau, électricité, éducation, transport, abonnement TV, etc) dans l'UEMOA	2 275	2 712	2 081	1 815
Nombre de sociétés privées inscrites pour accepter des transactions via la téléphonie mobile (paiement de factures, eau, électricité, éducation, transport, abonnement TV, etc) au Burkina Faso	35	32	647	643

*Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2023*

**Tableau 2.7.03** : Evolution du taux de pénétration de la monnaie électronique de 2015 à 2023

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019
Taux de pénétration géographique des services de monnaie électronique au Burkina (pour 1000km <sup>2</sup> )	59,2	46,5	158,0	249,6	443,3
Taux de pénétration géographique des services de monnaie électronique dans l'UEMOA (pour 1000km <sup>2</sup> )	50,6	47,0	72,6	107,2	201,6
Taux de pénétration démographique des services de monnaie électronique au Burkina (pour 10 000 habitants*)	16,8	12,7	41,7	63,5	108,8
Taux de pénétration démographique des services de monnaie électronique dans UEMOA (pour 10 000 habitants)	28,8	25,9	38,6	55,0	99,7

Indicateur	2020	2021	2022	2023
Taux de pénétration géographique des services de monnaie électronique au Burkina (pour 1000km <sup>2</sup> )	389,8	484,9	ND	ND
Taux de pénétration géographique des services de monnaie électronique dans l'UEMOA (pour 1000km <sup>2</sup> )	234,4	303,3	ND	ND
Taux de pénétration démographique des services de monnaie électronique au Burkina (pour 10 000 habitants*)	92,3	110,7	ND	ND
Taux de pénétration démographique des services de monnaie électronique dans UEMOA (pour 10 000 habitants)	111,4	139,0	ND	ND

*Source* : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2023

\* Population de 15 ans et plus

**Tableau 2.7.04** : Evolution de l'indice synthétique d'inclusion financière de 2015 à 2023

Indicateur	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Indice synthétique de l'inclusion financière au Burkina Faso	0,28	0,29	0,42	0,53	0,59	0,59	0,61	0,61	0,58
Indice synthétique de l'inclusion financière dans l'UEMOA	0,33	0,33	0,38	0,44	0,50	0,52	0,56	0,59	0,60

*Source* : Tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2023

**Tableau 2.7.05** : Evolution des comptes mobiles money de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019
Nombre total de comptes de monnaie électronique ouverts dans l'UEMOA	36 462 265	50 494 200	62 962 331	76 963 237
Nombre total de comptes de monnaie électronique actifs dans l'UEMOA	12 614 869	18 556 081	23 780 513	33 586 866
Nombre total de comptes de monnaie électronique ouverts au Burkina Faso	4 126 128	6 965 729	9 582 115	11 795 896
Nombre total de comptes de monnaie électronique actifs au Burkina Faso	1 183 950	3 628 157	5 771 847	7 377 347

Indicateur	2020	2021	2022	2023
Nombre total de comptes de monnaie électronique ouverts dans l'UEMOA	94 226 056	131 006 798	157 465 685	209 025 380
Nombre total de comptes de monnaie électronique actifs dans l'UEMOA	42 803 234	57 364 445	65 469 887	68 864 678
Nombre total de comptes de monnaie électronique ouverts au Burkina Faso	15 270 145	17 927 572	18 944 048	20 142 783
Nombre total de comptes de monnaie électronique actifs au Burkina Faso	9 016 678	12 529 927	13 330 759	8 912 642

*Source* : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA et tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2023

**Tableau 2.7.06** : Evolution des transactions et transferts de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Volume total des transactions dans l'UEMOA (en millions)	735	1 254	1 908	2 632	3 497	5 146	7 106	9 412
Volume total des transactions au Burkina Faso (en millions)	137	352	496	770	1 036	1 278	1 533	1 854
Valeur totale des transactions dans l'UEMOA (en milliard de FCFA)	11 501	16 943	23 534	28 738	41 455	63 895	96 133	130 150
Valeur totale des transactions au Burkina Faso (en milliard de FCFA)	2 415	3 933	4 672	5 545	7 432	9 397	13 365	16 639
Volume moyen journalier des transactions dans l'UEMOA (en milliers)	2 042	3 485	5 299	7 311	9 715	14 296	19 740	26 145
Volume moyen journalier des transactions au Burkina Faso (en milliers)	382	977	1 378	2 140	2 878	3 549	4 258	5 151
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA (en milliers)	8 564	15 067	20 684	26 699	31 685	43 770	64 752	82 631
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA (en milliards)	485	781	994	1 286	1 713	2 375	3 468	4 242
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (en milliers)	2 134	4 196	5 740	6 848	7 560	10 034	14 909	18 996
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (en milliards)	129	259	329	418	578	731	949	1 085
Volume des transferts hors UEMOA (en reception) de l'UEMOA (en milliers)	ND	ND	ND	ND	480	1 575	8 523	27 900
Valeur des transferts hors UEMOA (en reception) de l'UEMOA (en milliards)	ND	ND	ND	ND	27	115	537	1 783
Volume des transferts hors UEMOA (en reception) du Burkina Faso (en milliers)	ND	ND	ND	ND	ND	ND	93	309
Valeur des transferts hors UEMOA (en reception) du Burkina Faso (en milliards)	ND	ND	ND	ND	ND	ND	6	22
Volume des transferts transfrontaliers intra-UEMOA émis à partir du Burkina Faso (En milliers)	108	476	857	ND	ND	ND	ND	ND
Valeur des transferts transfrontaliers intra-UEMOA émis à partir du Burkina Faso (En milliards de FCFA)	7	30	47	ND	ND	ND	ND	ND
Volume des transferts transfrontaliers reçus des pays de l'UEMOA	2 026	3 720	4 883	ND	ND	ND	ND	ND

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
par le Burkina Faso (En milliers)								
Valeur des transferts transfrontaliers reçus des pays de l'UEMOA par le Burkina Faso (En milliards de FCFA)	122	229	282	ND	ND	ND	ND	ND

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA.

**Tableau 2.7.07** : Evolution du volume des types d'usage de 2016 à 2023 (en millier)

Type d'usage	2016	2017	2 018	2 019	2020	2021	2022	2023
Rechargement de compte mobile money au Burkina Faso	18 990	38 104	62 195	70 495	114 114	143 058	178 277	210 175
Retraits cash au Burkina Faso	28 413	44 573	57 741	64 804	83 660	104 979	169 256	220 557
Rechargements téléphoniques au Burkina Faso (Achats de recharge de crédit téléphonique)	28 735	137 897	315 384	343 970	734 710	896 277	950 302	1 029 694
Transferts de personne à personne au Burkina Faso (strictement)	21 538	41 391	48 420	49 905	68 164	88 030	159 775	265 815
Paievements de facture au Burkina Faso	395	1 223	2 031	7 411	ND	ND	ND	ND
Paievements marchands au Burkina Faso	362	634	1 866	3 057	ND	ND	ND	ND
Paievements de salaires au Burkina Faso	1 492	1 847	2 606	2 384	ND	ND	ND	ND
Transaction avec les administrations publiques au Burkina Faso	ND	ND	ND	110	ND	ND	ND	ND

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA

**Tableau 2.7.08** : Évolution du nombre moyen d'utilisateurs de comptes de monnaie électronique par point de services et par pays (en millions)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Benin	242	208	160	123	106	89	89	73	70
Burkina Faso	136	325	312	140	128	143	135	126	158
Cote d'Ivoire	307	320	195	160	128	97	134	122	201
Guinée Bissau	283	747	211	195	96	118	114	123	151
Mali	116	157	147	109	47	43	45	61	65
Niger	61	95	104	114	151	398	229	169	83
Sénégal	105	112	80	58	39	55	56	78	154
Togo	346	409	214	286	274	183	167	153	156
UEMOA	155	199	161	123	94	88	94	96	125

Source : BCEAO, rapports annuels sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA.

## Chapitre 2.8 : Services postaux et financiers

### Liste des tableaux

Tableau 2.8.01 : Evolution du volume des colis postaux internationaux.....	98
Tableau 2.8.02 : Evolution du volume du courrier.....	98
Tableau 2.8.03 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP.....	98
Tableau 2.8.04 : Evolution du nombre de mandats physiques ordinaires.....	99
Tableau 2.8.05 : Evolution du nombre de transferts de fonds.....	99
Tableau 2.8.06 : Evolution du nombre d'agences postales interconnectées au réseau informatique de 2016 à 2024.....	99
Tableau 2.8.07 : Evolution du nombre de Boites Postales (BP).....	99
Tableau 2.8.08 : Délai moyen d'acheminement et de distribution des envois postaux.....	100
Tableau 2.8.09 : Evolution de la couverture géographique des agences postales par région.....	100
Tableau 2.8.10 : Répartition spatiale des agences par région postale en 2024.....	100
Tableau 2.8.11 : Répartition des agences par type de communes et par régions en 2024.....	101
Tableau 2.8.12 : Taux de couverture par type de commune et par région en agences postales en 2024.....	101
Tableau 2.8.13 : Répartition des agences postales par population de 100 000 habitants en 2024.....	102
Tableau 2.8.14 : Situation de la transformation digitale de la POSTE BF de 2016 à 2024.....	102



## I. Service courriers et colis

**Tableau 2.8.01** : Evolution du volume des colis postaux internationaux

Type de colis	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Colis déposés et expédiés	5 231	5 458	6 025	6 888	8 055	8 823	13 103	13 495	13 110	12 806
Colis reçus et distribués	8 063	7 462	7 549	6 036	5 975	5 845	4 724	2 146	1 096	1 667
<b>Ensemble de Colis postaux traités</b>	<b>13 294</b>	<b>12 920</b>	<b>13 574</b>	<b>12 924</b>	<b>14 030</b>	<b>14 668</b>	<b>17 827</b>	<b>15 641</b>	<b>14 406</b>	<b>14 473</b>

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique

**Tableau 2.8.02** : Evolution du volume du courrier

Type de courrier	2015	2016	2017	2018	2019
Courrier traité au niveau national	3 630 016	2 685 607	3 779 954	2 798 745	2 207 087
Courrier traité à l'international	407 793	199 777	461 437	1 458 881	2 237 656
<b>Ensemble</b>	<b>4 037 809</b>	<b>2 885 384</b>	<b>4 241 391</b>	<b>4 257 626</b>	<b>4 444 743</b>

Type de courrier	2020	2021	2022	2023	2024
Courrier traité au niveau national	2 053 536	2 073 520	1 920 865	1 449 487	1 460 510
Courrier traité à l'international	1 757 432	1 523 902	1 650 865	1 597 561	1 552 147
<b>Ensemble</b>	<b>3 810 968</b>	<b>3 597 422</b>	<b>3 571 730</b>	<b>3 047 048</b>	<b>3 012 657</b>

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique

## II. Services financiers de LA POSTE BF

**Tableau 2.8.03** : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP

Type de compte	2015	2016	2017	2018	2019
Comptes CNE	438 927	575 764	528 600	647 238	679 488
Comptes CCP	5 047	5 601	5 773	6 135	4 933

Type de compte	2020	2021	2022	2023	2024
Comptes CNE	718 481	799 788	804 204	842 736	898 002
Comptes CCP	4 687	5 407	6 109	7 373	8 374

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique

**Tableau 2.8.04** : Evolution du nombre de mandats physiques ordinaires

Type de mandat	2015	2016	2017	2018	2019
Mandats ordinaires émis	72 595	46 526	46 288	45 778	43 198
Mandats ordinaires payés	43 010	58 786	9 759	40 732	5 807
<b>Mandats ordinaires traités (ensemble)</b>	<b>115 605</b>	<b>105 312</b>	<b>56 047</b>	<b>86 510</b>	<b>49 005</b>

Type de mandat	2020	2021	2022	2023	2024
Mandats ordinaires émis	75 027	88 447	90 546	77 845	75 368
Mandats ordinaires payés	2 732	2 103	2 279	2 144	1 822
<b>Mandats ordinaires traités (ensemble)</b>	<b>77 759</b>	<b>90 550</b>	<b>92 825</b>	<b>79 989</b>	<b>77 190</b>

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique

**Tableau 2.8.05** : Evolution du nombre de transferts de fonds

Type de transfert	2015	2016	2017	2018	2019
Transfert d'argent électroniques postaux émis	37 698	10 814	6 134	3 098	2 126
Transfert de fonds de partenariat émis	45 051	37 370	24 293	23 302	22 194
Transfert d'argent électroniques postaux payés	43 010	14 817	5 605	5 300	4 581
Transfert de fonds de partenariat payés	614 483	405 366	229 944	172 816	99 792

Type de transfert	2020	2021	2022	2023	2024
Transfert d'argent électroniques postaux émis	2 075	1 172	817	1 111	1 123
Transfert de fonds de partenariat émis	18 828	15 069	10 004	9 208	6 768
Transfert d'argent électroniques postaux payés	4 113	15 152	11 452	8 872	1113
Transfert de fonds de partenariat payés	114 373	127 133	102 482	75 248	52 952

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique

**Tableau 2.8.06** : Evolution du nombre d'agences postales interconnectées au réseau informatique de 2016 à 2024

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Agences interconnectées par an	10	10	10	10	4	0	1	7	3
Total des agences interconnectées au réseau	82	92	102	112	116	116	117	124	127

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique

**Tableau 2.8.07** : Evolution du nombre de Boîtes Postales (BP)

Type de BP	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
BP physiques	36 046	36 321	36 546	36 673	36 646	37 860	38 164	37 665	38 310	39 333
BP physiques louées	23 136	23 739	22 994	22 723	22 452	22 495	21 221	20 529	17 935	19 820
BP virtuelles (SMART BP)	NA	NA	NA	NA	57 002	57 002	57 002	57 002	57 002	57 002
BP virtuelles louées	NA	NA	NA	NA	498	533	1 073	755	2 283	1 007

Source : LA POSTE-BF, plaquette statistique

**Tableau 2.8.08** : Délai moyen d'acheminement et de distribution des envois postaux

Type d'envoi	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Intra urbain	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0	J+0
Envois internationaux entrants	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5	J+5
Inter régions (national)	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6	J+6
Autres localités	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4	J+4

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités de la Direction des Produits, Colis et Courriers

### III. Couverture géographique

**Tableau 2.8.09** : Evolution de la couverture géographique des agences postales par région

Région	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Boucle du Mouhoun	13	13	13	13	13	15	15	15	15	15
Cascades	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Centre	24	24	24	24	24	24	24	25	26	28
Centre-Est	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Centre-Nord	6	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Centre-Ouest	6	6	7	7	7	7	7	7	9	9
Centre-Sud	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5
Est	7	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Hauts-Bassins	12	12	13	13	13	13	13	13	14	14
Nord	7	7	7	7	7	7	7	7	7	8
Plateau Central	3	3	3	4	4	4	4	4	5	5
Sahel	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Sud-Ouest	6	6	6	7	7	7	7	7	8	8
<b>Ensemble</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>117</b>	<b>118</b>	<b>124</b>	<b>127</b>

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation

**Tableau 2.8.10** : Répartition spatiale des agences par région postale en 2024

Région postale	Nombre de communes	Type de communes		Communes dotées d'agences		Proportion de couverture (%)		Nombre total d'agences	Taux de couverture des agences
		Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale		
Centre	98	17	81	17	12	100	14,81	28	28,6
Grand Ouaga	27	3	24	3	6	100	22,22	32	118,5
Ouest	99	10	89	10	15	100	16,9	31	31,3
Nord	63	8	55	8	10	100	18,18	19	30,2
Est	64	11	53	11	6	100	11,3	17	26,6
<b>Ensemble</b>	<b>351</b>	<b>49</b>	<b>302</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>100</b>	<b>16,2</b>	<b>127</b>	<b>36,2</b>

Source : LA POSTE-BF ; Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation

**Tableau 2.8.11** : Répartition des agences par type de communes et par régions en 2024

Région	Nombre de communes BF	Type de communes BF		Communes dotées d'agences		Nombre d'agences supplémentaires par région	Nombre total d'agences
		Urbaines	Rurales	Urbaines	Rurales		
Boucle du Mouhoun	47	6	41	6	9		15
Cascades	17	3	14	3	2		5
Centre	7	1	6	1	3	22	26
Centre-Est	31	6	25	6	5		11
Centre-Nord	28	3	25	3	4		7
Centre-Ouest	39	4	35	4	6		10
Centre-Sud	19	3	16	3	2		5
Est	27	5	22	5	3		8
Haut-Bassins	34	3	31	3	5	6	14
Nord	27	4	23	3	4	1	8
Plateau Central	20	3	17	3	2		5
Sahel	27	4	23	4	1		5
Sud-Ouest	28	4	24	5	3		8
<b>Ensemble</b>	<b>351</b>	<b>49</b>	<b>302</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>29</b>	<b>127</b>

Source : LA POSTE-BF ; Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation

**Tableau 2.8.12** : Taux de couverture par type de commune et par région en agences postales en 2024

Région	Urbaine	Rurale	Ensemble
Boucle du Mouhoun	100,0%	22,0%	31,9%
Cascades	100,0%	14,3%	29,4%
Centre	100,0%	50,0%	371,4%
Centre-Est	100,0%	20,0%	35,5%
Centre-Nord	100,0%	16,0%	25,0%
Centre-Ouest	100,0%	17,1%	25,6%
Centre-Sud	100,0%	12,5%	26,3%
Est	100,0%	13,6%	29,6%
Haut-Bassins	100,0%	16,1%	41,2%
Nord	75,0%	17,4%	29,6%
Plateau Central	100,0%	11,8%	25,0%
Sahel	100,0%	4,3%	18,5%
Sud-Ouest	125,0%	12,5%	28,6%
<b>Ensemble</b>	<b>100,0%</b>	<b>16,2%</b>	<b>36,2%</b>

Source : DGESS/MTDPCE à partir des données des Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation/ LA POSTE-BF

**Tableau 2.8.13** : Répartition des agences postales par population de 100 000 habitants en 2024

Localité	Population (2024) *	Nombre d'agences réglementaires	Agences Poste BF existantes	Ecart
Ouagadougou (ville)	2 872 630	29	24	-5
Bobo-Dioulasso	1 151 000	12	7	-5
Saaba	370 574	4	1	-3
Koudougou	244 926	2	1	-1
Kaya	240 178	2	1	-1
Ouahigouya	227 391	2	2	0
Fada N'Gourma	216 234	2	1	-1
Dori	206 561	2	1	-1
Banfora	180 877	2	1	-1
Solenzo	177 015	2	1	-1
Tenkodogo	176 410	2	1	-1
Komsilga	170 272	2	0	-2
Sidéradougou	168 864	2	1	-1
Pissila	166 079	2	1	-1
Bilanga	159 983	2	0	-2
Houndé	155 587	2	1	-1
Bogandé	147 157	1	1	0
Mani	143 418	1	1	0
Dédougou	140 124	1	1	0
Kongoussi	139 410	1	1	0
Boudry	138 931	1	0	-1
Karangasso-Vigué	137 362	1	1	0
Pouytenga	137 341	1	1	0
Zabre	133 706	1	1	0
Gourcy	133 320	1	1	0
Tougouri	131 671	1	0	-1
Yako	131 170	1	1	0
Kantchari	127 390	1	1	0
Boulsa	127 037	1	1	0
Bourzanga	121 144	1	1	0
Partiaga	120 272	1	0	-1
Titao	118 985	1	1	0
Boussouma	117 739	1	0	-1
Bittou	116 937	1	1	0
Seguenega	112 100	1	1	0
Logobou	111 940	1	0	-1
Barsalogho	110 853	1	1	0
Arbinda	108 402	1	1	0
Soudougui	107 120	1	0	-1
Koupela	104 163	1	1	0
Sapouy	102 607	1	1	0
Coalla	101 369	1	0	-1
Garango	100 932	1	1	0
<b>Ensemble</b>	<b>10 207 181</b>	<b>102</b>	<b>61</b>	<b>-41</b>

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation ;

(\*) : INSD, Projection de population 2020-2023

**Tableau 2.8.14** : Situation de la transformation digitale de la POSTE BF de 2016 à 2024

Catégorie de produit et service	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits digitaux (Fasoranana)	NA	NA	NA	1	1	1	1	1	1
Produits monétiques	1	1	1	1	2	2	2	2	2
Services en ligne	2	2	4	5	5	5	5	5	5
Services postaux numériques	NA	NA	1	2	2	2	2	2	2
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>

Source : LA POSTE-BF, Rapports d'activités du Département Etudes, Stratégies et Innovation

# ANNEXES

Annexe 1 : Référentiels juridiques et institutionnels .....	II
Annexe 2 : Stratégies et référentiels en matière d'économie numérique et de poste .....	VI
Annexe 3 : Quelques dates clés du secteur de l'économie numérique et des postes .....	VI
Annexe 4 : Équipe de rédaction .....	VII



## Annexe 1 : Référentiels juridiques et institutionnels

N°	Année	Textes
1	1959	Ordonnance N°8/PRES de création de l'Office des Postes et Télécommunications de la Haute-Volta du 1er avril 1959
2	1968	Ordonnance N°68/023/PRES/INFO/PT du 10 juin 1968, l'Office des Postes et Télécommunications obtient officiellement le statut d'Établissement Public à caractère industriel et Commercial (EPIC)
3	1987	Kiti n°AN IV/276/CNR/TRANS du 19 février 1987 consacre la réforme de de l'Office des Postes et Télécommunications en deux d'Établissement Public à caractère industriel et Commercial distincts à savoir l'Office National des Télécommunications (ONATEL) et l'Office National des Postes (ONP)
4	1990	KITI N°AN VII-0356/FP/PF du 19 juin 1990, mise en place de la Délégation Générale à l'Informatique (DELGI)
5	1997	Décret N°97-159 PRES/PM du 17 avril 1997, une réforme de la DELGI opère son rattachement à la Primature. Son premier responsable a rang de ministre
6	1998	loi N°51/98/AN du 4 décembre 1998, portant réforme du secteur des Télécommunications
7	2000	Décret N°2000-527/PRES/PM du 12 novembre 2000, le secteur des postes et Télécommunications est érigé en Ministère sous la dénomination de Ministère des Postes et Télécommunications
8	2006	Directive N°01/2006/CM/UEMOA-Harmonisation des politiques de contrôle et de régulation du secteur des télécommunications du 23/3/2006
9	2006	Directive N°03/2006/CM/UEMOA-Interconnexion des réseaux et services de télécommunications du 23/3/2006
10	2006	Directive N°04/2006/CM/UEMOA-Service universel et obligations de performance du réseau du 23/3/2006
11	2006	Directive N°05/2006/CM/UEMOA-Harmonisation de la tarification des services de télécommunications du 23/3/2006
12	2006	Directive N°06/2006/CM/UEMOA-Cadre général de coopération entre les autorités nationales de régulation en matière de télécommunications du 23/3/2006
13	2008	La loi N°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
14	2008	Décret N°2008-882/PRES du 31/12/2008 promulguant la loi N°061-2008/AN du 27/11/2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
15	2008	Décret N° 2008-882/PRES du 31/12/2008 promulguant la loi N° 061 -2008/AN du 27/11/2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
16	2009	Décret N°2009-824/PRES du 29/12/2009 promulguant la loi n°045-2009/AN du 10/11/2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso
17	2009	Décret N°2009-824/PRES du 29/12/2009 promulguant la loi n°045-2009/AN du 10/11/2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso
18	2009	Décret N°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25/05/2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des communications électroniques (ARCE)
19	2010	Loi n°011-2010/AN du 30 mars 2010 portant réglementation de la gestion des noms de domaine sous le domaine de premier niveau .bf
20	2010	Loi N°027-2010/AN du 25 mai 2010 portant modification de de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008
21	2010	Décret n°2010-130/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20 mai 2010 portant fixation des indemnités de session des membres du Conseil de régulation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et rémunération du Président
22	2010	Décret N°2010-191/PRES promulguant la loi N° 011-2010/AN du 30/03/2010 portant réglementation de la gestion des noms de domaine sous les domaines de premier niveau .bf
23	2010	Décret N°2010-246/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contributions et frais institués au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques
24	2010	Décret N°2010-451/ PRES/PM/MPTIC/MEF/MCPEA du 12/08/2010 portant définition des conditions générales d'interconnexion des réseaux et services de communications électroniques et d'accès à ces réseaux et services
25	2010	Décret N°2010-215/ PRES/PM/ MEF/MPTIC du 30/04/2010 portant fixation des modalités d'acquisition de recouvrement des redevances, contribution de licences

N°	Année	Textes
		d'établissement et d'exploitation des réseaux de téléphonie fixe, et mobile et d'internet
26	2010	Décret N°2010-245/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques
27	2010	Décret N°2010-246/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contribution et frais institués au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques
28	2010	Loi N° 028 - 2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso
29	2010	Loi N°027-2010/AN du 25 mai 2010 portant modification de la loi N° 061- 2008 /AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et des services de communications électroniques au Burkina Faso
30	2011	Arrêté N°2011-0011/PRES/PM/DIEE du 07/09/2011 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la commission technique de la transition de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique
31	2011	Décret N°2011-090/PRES/PM/MPTIC du 28/02/2011 portant création, composition, attributions et fonctionnement d'un comité de pilotage de la transition de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique
32	2011	Décret n°2011-91/PRES/PM/MPTIC/MEF du 28 février 2011 portant définition des procédures de gestion du plan de numérotation
33	2011	Décret N°2011-093/PRES/PM/MPTIC/MEF du 28/02/2011 portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universel des communications électroniques et des modalités de gestion du fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques
34	2011	Décret N°2011-888/PRES/PM/MTPEN/MEF du 11/11/2011 portant approbation du cahier des charges types des opérateurs postaux autorisés
35	2011	Décret N°2011-758/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant concession d'exploitation du service postal universel à l'opérateur désigné
36	2011	Décret N° 2011-761/PRES/PM/MTPEN/MEF du 15/10/2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux réservés
37	2011	Décret N°2011-759/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant modalités de délivrance des autorisations, détermination des redevances et gestion du fonds de compensation du service postal universel
38	2011	Décret N° 2011-760/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant limites de poids et des tarifs des prestations relevant des services postaux réservés
39	2011	Décret N°2011-762/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant fixation des normes de couvertures territoriale, de qualité de service et d'encadrement tarifaire du service postal universel
40	2011	Décret N°2011-094/PRES/PM/MPTIC/MEF du 28/02/2011 portant modalités d'établissement et de contrôle des tarifs des services de communications électroniques
41	2011	Décret N°2011-655/PRES/PM/MTPEN/MEF du 19/09/2011 portant modification du décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25/05/2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'autorité de régulation des communications électroniques (ARCE)
42	2011	Décret N°2011-092/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 28/02/2011 portant définition des procédures applicables à la gestion du spectre des fréquences radioélectriques
43	2012	Décret N°2012-1040/PRES/PM/MTPEN/MEF du 31/12/2012 portant modification de l'article 2 du décret n°2011-761/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18/10/2011 portant fixation du montant du droit d'entrée pour l'obtention des autorisations d'exploitation des services postaux non réservés
44	2012	Décret N°2012-1007/PRES/PM/MTPEN/MJ/MEF du 20/12/2012 portant définition du cadre juridique et institutionnel de la certification électronique et des modalités d'exercice des compétences de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes en matière d'accréditation
45	2012	Décret N°2012-964/ PRES/PM/MTPEN/MJ/MEF/MFPTSS/MICA du 13/12/2012 portant sur les échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives elles-mêmes
46	2012	Décret N° 2012-965/ PRES/PM/MTPEN/MJ/MDHPC du 13/12/2012 portant définition des données d'identification à conserver et des modalités de leur conservation en matière de transactions électroniques
47	2012	Décret N°2012-1007/PRES/PM/MTPEN/MJ/MEF du 20/12/2012 portant définition du cadre juridique et institutionnel de la certification électronique et des modalités d'exercice des compétences de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes en matière d'accréditation



N°	Année	Textes
48	2012	Décret N°2012-1037/PRES/PM/ MEF/MTPEN du 31/12/2012 portant modification du décret n°2010-246/ PRES/PM/MPTIC/MEF du 20/05/2010 portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contribution des frais institués au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques
49	2012	Décret N°2012-181/ PRES/PM/ MEF/MTPEN du 13/03/2012 portant fixation des conditions d'attribution des licences de troisième génération (3g) aux opérateurs existants
50	2013	Décret N°2013-494/PRES du 24/06/2013 promulguant la loi N°022-2013/AN du 28/05/2013 portant réglementation de la radiodiffusion sonore et télévisuelle numérique de terre au Burkina Faso
51	2013	Décret N°2013-573/PRES/PM/MICA/MC/MDENP/MEF du 09/07/2013 portant création de la Société burkinabè de télédiffusion (SBT)
52	2013	Décret N° 2013- 631 /PRES/PM/MICA/MC/MDENP/MEF du 23/07/2013 portant approbation des statuts de la Société burkinabè de télédiffusion (SBT).
53	2013	Décret N°2013- 682 / PRES/PM/MC/MDENP/MEF du 02/08/2013 portant fixation des normes relatives aux standards de production, de diffusion et de compression audiovisuelles.
54	2013	Décret N°2013-681/ PRES/PM/MC/MDENP du 02/08/2013 portant fixation des règles générales applicables à l'autorisation et au cahier des charges annexé à l'autorisation des services de communication audiovisuelle.
55	2013	Décret N°2013-147/ PRES/PM/MDENP/MEF/MICA/MC du 21/03/2013 portant définition des obligations des utilisateurs de fréquences radioélectriques exemptes du paiement des frais de redevances ou bénéficiant d'une réduction de leur montant.
56	2013	Décret N°2013-452/ PRES/PM/MDENP/MEF du 07/06/2013 portant approbation du plan national d'attribution des bandes de fréquences radioélectriques
57	2013	Décret N°2013-148/PRES/PM/MDENP/MEF/MATS/MIDT du 21/03/2013 portant définition des conditions d'occupation du domaine public routier par les exploitants de réseaux de communications électroniques ouverts au public
58	2014	Règlement N°02/CM/UEMOA du 27/03/2014 relatif aux normes de compression et de diffusion pour la télévision numérique terrestre dans l'espace UEMOA
59	2014	Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel du 27/06/2014
60	2015	Directive n°01/2015/CM/UEMOA du 30/03/2015 portant harmonisation du cadre réglementaire de la télévision numérique terrestre dans l'espace UEMOA
61	2016	DECRET N°2016- 027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016, portant organisation-type des départements ministériels qui consacre la création des DSI dans chaque ministère
62	2017	Arrêté conjoint n°2017-403/MCIA/MDENP/MCRP/MINEFID du 02 novembre 2017 portant modalités de délivrance, de renouvellement et de retrait de l'autorisation d'importer les décodeurs de télévision numérique de Terre au Burkina Faso
63	2017	Décret N°2017-0492/PRES/PMP/MDENP/MCIA/MCRP/MINEFID du 14/06/2017 portant définition des spécifications techniques minimales des récepteurs destinés à être utilisés pour la télévision numérique de terre (TNT)
64	2018	Décret N°2018-1211/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant définition des conditions d'attribution des licences individuelles technologiquement neutres pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques aux opérateurs de téléphonie établis au Burkina Faso
65	2018	Décret N°2018-1233/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant modification du décret N°2010-245/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20 mai 2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques
66	2018	Décret N°2018-1270/PRES/PM/MDENP/MSECU du 31 décembre 2018 portant modalités d'identification des abonnés aux services de communications électroniques et des clients des cybercafés
67	2019	Arrêté N°2019-0002/MDENP/CAB du 15 janvier 2019 portant attribution d'une licence individuelle technologiquement neutre pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques ouverts au public
68	2019	Décret N°2019-0155/PRES/PM/MDENP/MINEFID/MCIA du 22 février 2019 portant changement de dénomination de la Société Nationale des Postes (SONAPOST)
69	2019	Loi N°009-2019/AN du 23 avril 2019 portant modification de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008
70	2019	Décret N°2019-0336/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 24 avril 2019 portant modification du décret n°2018-1211/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant définition des conditions d'attribution des licences individuelles technologiquement neutres pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et

N°	Année	Textes
		services de communications électroniques aux opérateurs de téléphonie établis au Burkina Faso
71	2019	Décret N°2019-521/PRES promulguant la loi N°09-2019/AN du 23 avril 2019 portant modification de la loi N°61-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
72	2019	Arrêté N°2019-0002/MDENP/CAB du 15 janvier 2019 portant attribution d'une licence individuelle technologiquement neutre pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de communications électroniques ouverts au public
73	2019	Décret n°2019-0837-PRES/PM/MDENP/MINEFID du 07 août 2019 portant adoption du Schéma directeur d'aménagement numérique (SDAN)
74	2019	Décret N°2019-521/PRES promulguant la loi N° 009-2019/AN du 23 avril 2019 portant modification de la loi N°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso
75	2019	Décret N°2019-1233/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 31 décembre 2018 portant modification du décret N°2010-245/PRES/PM/MPTIC/MEF du 20 mai 2010 portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques
76	2020	Arrêté N° 2020-036/MDENP/CAB du 27 mai 2020 portant fixation du nombre de licences pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de communications électroniques ouverts au public en vue de la fourniture de services d'accès à Internet par Boucle Locale Radio (BLR) au Burkina Faso
77	2020	Arrêté n°2020-000083/MDENP/CAB du 07 octobre 2020 portant fixation du montant des redevances annuelles pour la fourniture des services de confiance ou l'utilisation des systèmes des services de confiance
78	2020	Décret n°2020-0562/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 30 juin 2020 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
79	2020	Décret N°2020-0536/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 30 juin 2020 portant définition des modalités d'utilisation du Fonds d'appui à la mise œuvre des mesures exceptionnelles dans secteur des communications électroniques
80	2021	2021 loi N°001-2021/AN du 30/03/2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
81	2021	Décret N°2021-0276/PRES du 20 avril 2021 promulguant la loi N°001-2021/AN du 30/03/2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
82	2021	Décret N°2021-1245/PRES/PM/MINEFID/MENPTD du 29 novembre 2021 portant adoption du référentiel général pour le déploiement des infrastructures de communications électroniques en fibre optique (RGD-FO) AU BURKINA FASO
83	2021	Décret n°2021-1376/PRES/PM/ du 31 décembre 2021 portant modalités de prise en compte des besoins des réseaux de communications électroniques en fibre optique lors de la réalisation des autres infrastructures d'utilité publique
84	2022	Décret n°2022-0095/PRES-TRANS/PM/MTDPCE du 27 avril 2022, portant définition des conditions et modalités générales de partage des infrastructures de communications électroniques
85	2023	Décret n°2023-1721/PRES-TRANS/PM/MTDPCE/MATDS du 15 décembre 2023 portant modalités d'identification des abonnés aux services de communication électroniques et des clients des cybercafés
86	2023	Décret n°2023-1865/PRES-TRANS/PM/MTDPCE/MEFP du 29 décembre 2023 portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universels des communications électroniques et des modalités de gestion du Fonds pour l'accès et le service universels des communications électroniques
87	2024	Décret n°2024-0419/PRES-TRANS/PM/MTDPCE/MATDS/MEFP/MJDHRI du 12 avril 2024 portant définition des obligations des opérateurs de services de communications électroniques en matière de conservation des données de trafic et de localisation
88	2024	Loi n°014-2024/ALT du 09 juillet 2024 portant sécurité des systèmes d'information au Burkina Faso
89	2024	Décret N°2024-0922/PRES/PM/MTDPCE/MFPTPS/MEFP du 02 août 2024 portant modalités de mise en exploitation des plateformes numériques de l'Administration publique de service (à titre de régularisation)
90	2024	Loi n°027-2024/ALT du 11 octobre 2024 portant identification unique électronique de la personne physique

**Annexe 2 : Stratégies et référentiels en matière d'économie numérique et de poste**

N°	Intitulé du référentiel	Acte d'adoption
1.	Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique (SN@DEN)	Décret N°2018-450 /PRES/PM/PDENP/MINEFID du 06 juin 2018
2.	Référentiel Général d'Interopérabilité (RGI)	Arrêté N° 2018-026 /PM/SG du 23 mai 2018
3.	Référentiel Général de Sécurité du Burkina Faso (RGS)	Arrêté N°2019-023/PM/SG du 23 septembre 2019
4.	Stratégie Nationale de Développement de l'Accès et du Service Universels des Communications Électroniques	Décret N°2017-0882/PRES/PM/MDENP/MINEFID du 19 septembre 2017
5.	Schéma Directeur d'Aménagement Numérique	Décret N°2019- 0837-PRES/PM/MDENP/MINEFID du 07 août 2019
6.	Stratégie Nationale de Développement Postal (SNDP)	Arrêté N°2019-00016/MDENP/CAB du 29 avril 2019
7.	Plan Stratégique d'Opérationnalisation du Service Postal Universel 2020-2024	Référence (à compléter)
8.	Référentiel Général d'Interopérabilité	Arrêté N° 2018-026 /PM/SG du 23 mai 2018
9.	Référentiel de Management de la Qualité (RMQ)	Arrêté N° 2018-35 /PM/SG du 31 Juillet 2018
10.	Stratégie Nationale de Cybersécurité du Burkina Faso	Arrêté N°2019-034/PM/CAB du 31 décembre 2019
11.	Stratégie Nationale de Promotion des Logiciels Libres et de l'Open Sources	Arrêté N°2020-000076/MDENP/SG/DGTIC portant adoption de la stratégie nationale de promotion des logiciels libres du 11 septembre 2020
12.	Cadre commun d'urbanisation des systèmes d'information	Arrêté N°2021 – 006/PM/CAB portant adoption du Référentiel d'Urbanisation des Systèmes d'Information de l'Etat burkinabè du 23 février 2021
13.	Référentiel de câblage informatique	En cours
14.	Programme e-Gov	En cours

**Annexe 3 : Quelques dates clés du secteur de l'économie numérique et des postes**

Année	Intitulés
1919-1932	: les services des postes, téléphones et télégraphes étaient exploités en régie sous la responsabilité du fermier Lazare Pathin
1920	mise en place d'une organisation des services des postes, téléphone et télégraphe (PTT) basée à Ouagadougou
1932-1946	: Les services postaux sont morcelés et rattachés à la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger
1947	: la création des postes voltaïques
1957	: la poste de Haute Volta devient membre de l'Office Fédéral des Postes et Télécommunications avec pour siège Dakar, sous la direction de l'office Fédéral de l'Afrique Occidentale Française
1959	: création de l'école des postes et télécommunications comme cadre de formation
1959-1961	Ministère des Travaux Publics, de l'Urbanisme, des Transports et des Télécommunications
1960	: l'Office Fédéral est éclaté, la haute Volta crée ses propres services de postes et télécommunication rattachés à la fonction publique
1961	Ministère des Postes, Télécommunications et de l'Aviation Civile (MPTAC)
1961-1966	Ministère des Postes et Télécommunications (MPT)
1968	: installation en Haute Volta de l'office des postes et télécommunications
1970	: création du Centre National de Traitement de l'Information (CENATRIN)
1987	: Scission de l'OPT en deux sociétés : l'Office National des Télécommunications (ONATEL) et Office Nationale des Postes
1990	: Création de l'Ecole Supérieure d'Informatique (ESI)
1990	: Création de la Délégation Générale à l'Informatique (DELGI)
1990-1995	: Premier Plan informatique national
1994	: Création de la SONAPOST
1996	: Lancement de la téléphonie mobile au BURKINA FASO
1996	: Arrivée de l'Internet au Burkina Faso
1996-2001	: Deuxième plan national de l'informatique
1998	: Adoption de la loi sur la réforme du secteur des télécommunications ayant consacré la libéralisation du secteur
1998	: Création de l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ARTEL)

<b>Année</b>	<b>Intitulés</b>
2000	Création du Secrétariat d'État aux Télécommunication
2000	: Création du Ministère des Postes et Télécommunications
2004	: Création de la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL)
2006	: Fusion de la DELGI et du Ministère des Postes et Télécommunications pour former le Ministère des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication (MPTIC)
2008	: ARTEL devient Autorité de Régulation des Communications Electroniques (ARCE)
2010	: ARCE devient Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP)
2010	Libéralisation partielle du secteur postal à la concurrence
2011	: Fusion du MPTIC et du MT pour former le Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique (MTPEN)
2013	: Création de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
2013	: Création du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (MDENP)
2014	: Création de l'Agence nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (ANPTIC)
2016	Création des directions des services informatique (DSI) dans chaque ministère
2019	: SONAPOST devient LA POSTE BF
2019	: Introduction de la technologie 4G au Burkina Faso
2020	: MDENP devient le Ministère de l'Économie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale (MENPTD)
2021	: MENPTD devient le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques (MTDPCE)

#### Annexe 4 : Équipe de rédaction

<b>N°</b>	<b>Nom &amp; Prénom(s)</b>	<b>Structure</b>	<b>Fonction</b>
1	BARRO Braïma	DGESS/MTDPCE	Directeur général des études et des statistiques sectorielles
2	ILBOUDO Wendkouni Jonas	SG/MTDPCE	Chargé d'Études
3	BADIEL Moussa	DGESS/MTDPCE	Directeur des statistiques sectorielles et de l'évaluation
4	OUEDRAOGO Wilfried	DGESS/MTDPCE	Chef du Service de la production statistique
5	DRABO Goutiri	DGESS/MTDPCE	Chef de service des enquêtes et de l'évaluation
6	KORGO Wend-kuuni Esaïe	DGESS/MTDPCE	Agent
7	LOMPO Yemboaro Pacome	DGESS/MTDPCE	Agent
8	TIENDREBEOGO François	ANPTIC	Directeur de la planification et du suivi évaluation
9	OUEDRAOGO Idrissa	La Poste Burkina Faso	Chargé d'études DPSI
10	SAWADOGO Amadé	DRH/MTDPCE	Chef de service SDRH
11	BONKOUNGOU Aloïse	DGESS/MTDPCE	Chef de service du Suivi-évaluation des projets, programmes et du partenariat
12	PODA Der	DGTD/MTDPCE	Agent
13	GANSONRE Oumane	Orange BF SA	
14	GANGO Louis	ONATEL SA	Ingénieur planificateur réseau mobile
15	NABALOUM Saïdou	TELECEL FASO SA	Chef de service Marketing
16	BAMA Y. Daniel	TELECEL FASO SA	Agent
17	KORGO Wend_Kuni Germain	DGESS/MTDPCE	Agent
18	OUATTARA Ibrahim	INSD	Agent
19	ILBOUDO Abel	DGF/MTDPCE	
20	BAMBARA Rachel Adéline	DGESS/MTDPCE	Chef du Service administratif et financier
21	NANEMA Eugène	DGCE/MTDPCE	Chargé d'études
22	BERE K. Modeste	CIL	Directeur de l'Innovation et de la Prospective
23	BEYEN Moumouni René	ANSSI	Chef du Service études et planification
24	KABORE Adama	DGAP	Chef du Service de la réglementation postale
25	OUEDRAOGO Amadou Lamine	CSC	
26	NACOUKMA Stanislas	DGESS/MTDPCE	Stagiaire

## BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale, <https://data.worldbank.org/> 2025 ;
- BCEAO, évolution des indicateurs de suivi de l'inclusion financière dans l'UEMOA à fin décembre 2022 ;
- BCEAO, rapports annuels sur les services financiers numériques dans l'UEMOA ;
- BCEAO, tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2023 ;
- Lexique de l'économie numérique et des postes ;
- Lexique des données collectées auprès des opérateurs de réseaux de téléphonie, version 2018 ;
- MTDPCE, Annuaire statistique 2023 ;
- MTDPCE, schéma directeur d'aménagement numérique
- Organisation Mondiale de Santé, <https://www.who.int/gho/database/fr/>, 2018 ;
- Situation des financements des projets du ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques de 2012 à 2021 ;
- Système d'information énergétique de l'UEMOA, 2025
- Union internationale des télécommunications, Guide pour la collecte des données administratives sur les télécommunications et les TIC, 2011 ;
- Union Internationale des Télécommunications, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/default.aspx>, 2025 ;
- Vial Gregory, 2019. Comprendre la transformation numérique : une analyse et un programme de recherche.